

La Tragédie de l'Espagne

Rudolf Rocker

1937

Table des matières

Avant-propos	3
Observations sur l'établissement du texte de La Tragédie de l'Espagne et remerciements	11
Le rôle des capitaux étrangers	12
Le rôle de l'Allemagne et de l'Italie	15
La situation en Espagne avant le putsch	17
Le rôle de l'Angleterre et de la France	20
Sous le fouet des puissances étrangères	23
Le rôle de la Russie	27
La grande transformation en Russie et ses conséquences	31
L'attitude du Parti communiste en Espagne	33
L'UGT communiste en Catalogne	36
L'œuvre socialiste constructive de la CNT et de la FAI	39
La campagne mensongère de Moscou contre la CNT	43
La lutte contre le POUM	46
Un terrorisme de bandits et des méthodes tchékistes russes en Espagne	49
Les objectifs de la dictature	52
Les progrès de la contre-révolution	54
Le prélude des événements de mai en Catalogne	57
Les événements de mai en Catalogne	61
Devant les événements à venir	66

Avant-propos

Quand, en août 1937, Rudolf Rocker met le point final à *The Tragedy of Spain*, il y a déjà quatre ans que cette grande figure de l'anarcho-syndicalisme,¹ relieur de son état et intellectuel de grande valeur, a quitté l'Allemagne nazie pour fixer sa résidence aux États-Unis. Il y a débarqué le 2 septembre 1933, après un passage par la Suisse, la France et enfin l'Angleterre, où il a revu quelques-uns des vieux camarades connus autrefois, avant la Première Guerre mondiale, au cours du long exil anglais qui avait suivi son expulsion du territoire allemand en 1893.

Son choix de l'exil suit de peu l'incendie du Reichstag, interprété par les nazis comme la première étape d'un «complot communiste», et surtout, la nouvelle de l'arrestation de son ami intime Erich Mühsam,² toutes choses qui lui font comprendre que sa liberté et sa vie même ne sont plus garanties dans une Allemagne en voie rapide de nazification. Autre motif de son départ : le désir de mettre en sécurité le manuscrit de son grand œuvre *Nazionalismus und Kultur*, qu'il vient d'achever depuis quelques jours à peine, après un travail de nombreuses années.

Expatrié aux États-Unis, il y mène très tôt une campagne de conférences qui le conduit à New York, Philadelphie, Baltimore, Washington, etc., où il traite des événements en cours en Allemagne, des théories racistes, du fascisme et, plus largement, des grandes questions politiques à l'ordre du jour. Et, de la même façon qu'il s'était lié, autrefois, aux groupes anarchistes juifs présents à Londres, Rocker travaille de concert avec le groupe animateur de la publication en langue yiddish, la *Freie Arbeiter Stimme*, fondée en 1890 pour prolonger l'effort de la *Warheit*, la première publication anarchiste parue dans cette langue aux États-Unis.

Grâce à l'appui de H. Yaffe, l'un de ses vieux compagnons de Londres, il parvient à trouver un éditeur pour se charger de la traduction en anglais de son *Nazionalismus und Kultur*, qui paraîtra enfin à l'automne 1937 à New York, mais entre-temps le livre a été publié en langue espagnole, grâce aux bons soins de Diego Abad de Santillán. C'est alors qu'il travaille aux préparatifs de cette édition qu'il reçoit les premières nouvelles du soulèvement du 18 juillet en Espagne. Il décide aussitôt, avec ses amis libertaires présents aux États-Unis, d'œuvrer à mieux faire connaître la situation dans le pays et «d'aider les compagnons espagnols dans leur lutte héroïque du mieux possible, en mettant les points sur les i aux nouvelles confusionnistes de la presse, causées le plus souvent par la méconnaissance totale de la véritable situation en Espagne, et défigurées dans le but de mépriser l'œuvre de la CNT-FAI et de créer une opinion hostile».³

1. De l'anarcho-syndicalisme allemand, représenté alors par la FAUD (Freie Arbeiter Union Deutschlands) et, plus largement, de l'anarcho-syndicalisme mondial, puisque Rocker avait été élu, aux côtés d'Alexandre Schapiro et Augustin Souchy, au secrétariat international de l'AIT, l'organisation fondée en 1923 à Berlin.

2. Erich Mühsam naquit à Berlin en 1878. Il fut responsable de l'hebdomadaire *Der arme Teufel* jusqu'en 1903, avant de fonder la revue *Kain* en 1911. Poète de valeur, il est l'auteur aussi de pièces de théâtre et d'études politiques et sociales. Membre de la première République des Conseils de Bavière, il est arrêté et condamné à quinze ans d'emprisonnement. Amnistié en 1924, il anime la revue *Fanal* de 1926 à 1931. Les nazis l'arrêtent en 1933 et l'internent dans un camp de concentration. Il y est assassiné en 1934.

3. Rudolf Rocker, *Memorias*, tome 3, Editorial Tupac, 1952, p. 384. Toutes les citations des Mémoires de Rocker procèdent de leur version en espagnol, due à Diego Abad de Santillán. Emma Goldman était elle aussi très consciente de la puissance des grandes propagandes dominantes et de la nécessité de s'opposer à leurs

Rocker et ses compagnons de la *Freie Arbeiter Stimme* font un énorme effort pour tenter d'influer sur l'opinion publique américaine en organisant des meetings et en publiant toutes sortes de textes, articles, brochures, manifestes et livres pour soutenir, dans la mesure de leurs capacités, le combat mené par leurs camarades espagnols. Ils publient un périodique bimensuel, *The Spanish Revolution*, et toute une série de brochures, dont *The Revolutionary Movement in Spain*, signé du nom de M. Dashar, un pseudonyme qui cache en réalité Helmut Rüdiger (un vieux camarade de Rocker, présent en Espagne au moment des faits)⁴ ; un volume collectif de textes traduits de l'espagnol, intitulé *The Life of Durruti* ; un essai d'un autre anarcho-syndicaliste allemand également présent en Espagne, Augustin Souchy Bauer, ainsi que la traduction d'un essai de l'anarchiste espagnol Diego Abad de Santillán, *El organismo económico de la revolución*, traduit sous le titre *After the Revolution*.

Le groupe éditeur de la *Freie Arbeiter Stimme* fait paraître également deux brochures de Rocker lui-même, l'opuscule *The Truth about Spain*, publié en automne 36, et surtout *The Tragedy of Spain*, qui, conclu en août 37, sort des presses au mois d'octobre. L'étude de Rocker paraîtra peu après en langue allemande, en yiddish et en espagnol : cette dernière version, traduite de l'original allemand par Helmut Rüdiger, sera publiée en 1938 par les éditions Iman, implantée à Buenos Aires et à Mexico, sous le titre *Extranjeros en España* (Étrangers en Espagne). En revanche, ni l'une ni l'autre ne seront portées à la connaissance du public de langue française, pas plus, du reste, que les deux œuvres majeures de Rocker, *Nazionalismus und Kultur*⁵ et ses passionnants Mémoires, ces quelque 1.500 pages qu'il allait conclure en 1951.

Dans son premier petit texte, Rocker tente de rectifier l'image qu'on présente aux États-Unis de la situation de l'Espagne avant juillet 36, et, en particulier d'éclairer le public américain sur l'importance de l'anarcho-syndicalisme espagnol — auquel il dédie la moitié de sa courte étude —, un mouvement ignoré de la presse conservatrice qui, dès le lendemain du 18 juillet 36, ne veut voir dans la guerre espagnole qu'un affrontement entre le fascisme et le bolchevisme.⁶ Par ailleurs, le bon connaisseur qu'il est de l'histoire espagnole s'efforce aussi de mieux faire comprendre certains des faits qui se sont déroulés au lendemain du coup d'État, en particulier les attaques dont les biens et les personnes de l'Église catholique ont été les victimes là où le coup militaro-fasciste a échoué, un assaut qu'il met dans une perspective historique ignorée de la plupart des journalistes qui rendent compte des événements d'Espagne.⁷

Dans son second texte, que, sous le coup de l'émotion née des Journées de mai 37 à Barcelone, il écrit pour faire pièce aux mensonges colportés par les propagandistes du Komintern, Rocker reprend certains passages de son petit essai précédent (entre autres choses, les remarques qu'il y faisait sur l'importance des interventions étrangères en

mensonges intéressés, comme l'atteste cet extrait d'une lettre qu'elle envoya à Rocker juste avant de partir pour Barcelone : «Ce dont l'Espagne a besoin aujourd'hui, lui écrivait-elle, c'est d'un soulèvement de l'opinion publique à l'étranger, puisque son état d'âme est influé provisoirement par les partisans avérés ou honteux de Franco ou dévoyé par les intrigues communistes.» (*Memorias, op. cit.*, p. 403).

4. Cf. *Memorias, op. cit.*, p. 130. Rocker a connu Rüdiger dans les années 20 à Berlin. Directeur de rédaction de la revue éditée par la FAUD, *Syndicalist*, celui-ci est un des délégués allemands présents au congrès de l'AIT qui se tient à Madrid en juin 1931. A l'instar de Augustin Souchy, il se met au service de la CNT pendant les années de la guerre civile. Il quitte l'Espagne en 1939 pour la France avant de s'installer en Suède.

5. *Nationalisme et culture*, traduit par Jacqueline Soubrier, paraîtra prochainement aux éditions CNT-RP.

6. On pourrait en dire autant, sinon plus, de la presse de droite et d'extrême droite française, qui mène une véritable campagne de désinformation systématique sur les événements d'Espagne. Un exemple frappant : des journaux comme *Le Matin* ou *L'Écho de Paris* n'hésitent pas, en août 36, à qualifier de «milices marxistes» les groupes armés d'ouvriers de la CNT qui se sont rendus maîtres de Barcelone.

7. Rocker y met l'accent sur la longue histoire des violences anti-cléricales en Espagne, bien antérieures à l'apparition des mouvements ouvriers révolutionnaires du pays.

Espagne au XIXe siècle pour tuer dans l'œuf les efforts des partisans de la liberté) et en abandonne d'autres, traités par les autres brochures publiées par la *Freie Arbeiter Stimme*. Il le fait au profit d'une approche rigoureuse des conditions géopolitiques qui expliquent l'évolution du conflit espagnol et permettent de mieux comprendre le sens des événements qui viennent d'avoir lieu en Catalogne, des faits dont Rocker ne pouvait pas ne pas mesurer l'importance cruciale tant pour le mouvement anarcho-syndicaliste du pays, pris dans un étau de fer depuis quelques mois déjà, que pour le destin de la Seconde République espagnole.⁸

Pour ce faire, Rocker peut compter, malgré son éloignement des lieux du conflit, sur sa connaissance de la langue castillane et sur tout un matériel de première main qui lui vient du bureau ouvert à New York par la CNT et qu'anime Maximiliano Olay, un libertaire originaire des Asturies établi depuis 1919 aux États-Unis, lequel ne mesure pas sa peine pour soutenir ses compagnons espagnols. Enfin, Rocker peut mettre à profit également sa connaissance directe de l'Espagne, bien qu'il n'ait fait que de brefs séjours dans le pays : guère plus d'un mois en 1893, quand il avait cru trouver un emploi de relieur à Barcelone, puis quelques courtes semaines en juin 1931, au moment où, occupant des positions de responsabilité au sein de l'AIT, il s'était rendu à Madrid afin d'assister au congrès tenu par l'organisation qui depuis 1923, regroupait les syndicats libertaires du monde entier.⁹ Bien avant, dans les lointaines années de son premier exil londonien, Rocker avait fait la connaissance de deux grandes figures de l'anarchisme espagnol du XIXe siècle (et du début du suivant), José Prat et Tarrida del Mármol, une rencontre qui l'incita à étudier la langue et l'histoire du pays. Dans les années vingt, il devait connaître à Berlin d'autres représentants du mouvement anarcho-syndicaliste espagnol, non seulement certains de ses meilleurs intellectuels comme Diego Abad de Santillán, «l'infatigable traducteur», ou Valeriano Orobón Fernandez, mais aussi un de ses dirigeants les plus prestigieux comme Angel Pestaña et, enfin, le duo Buenaventura Durruti et Francisco Ascaso, dont il trace un portrait extraordinairement chaleureux dans ses Mémoires.

De l'aveu même de Rocker, les années de la guerre d'Espagne furent pour lui «une période d'activité encourageante et fébrile»,¹⁰ dans laquelle la rédaction des deux opuscules précités n'occupa qu'une partie infime de son temps et de son énergie. Son activité principale consiste alors à traverser les États-Unis d'une côte à l'autre pour y prononcer des conférences afin d'éclairer l'opinion américaine sur des sujets qui lui sont très peu familiers, à l'instar de tous les événements qui ont lieu hors des frontières du pays. «Je peux affirmer, écrit-il, que peu de fois dans ma vie, j'ai œuvré pour une cause si constamment et presque exclusivement comme dans les années de la guerre civile espagnole.»¹¹

Si Rocker a fait le choix, dans sa brochure, de s'en tenir à une approche géopolitique du conflit espagnol, souvent minimisée voire ignorée au sein du milieu libertaire, il a opté aussi, comme on le verra, pour ne pas se départir d'une attitude de solidarité inconditionnelle, ou peu s'en faut, avec le mouvement anarchosyndicaliste d'Espagne. Certes,

8. On sait (mais le sait-on vraiment?) que, en mai 37, la CNT se voit face à une alternative assez proche de la «double prise» ou «double contrainte» (double bind) dont parlent les psychiatres : ou elle ne répond pas à la provocation des staliniens et de leurs alliés de l'Estat Català, et elle porte un coup presque mortel au mouvement révolutionnaire ou elle y répond brutalement, et, en ce cas, c'est le sort du camp républicain qui est aussitôt scellé.

9. Le congrès de l'AIT coïncide avec le IIIe Congrès de la CNT, dit Congrès du «Conservatoire», organisé deux mois environ après l'avènement de la Seconde République espagnole. Sur l'AIT, on lira la brochure d'Arthur Lehning, *La Naissance de l'Association internationale des travailleurs de Berlin. Du syndicalisme révolutionnaire à l'anarcho-syndicalisme* (Éditions CNT-RP, 2000). Le congrès fondateur de l'AIT de Berlin se tint dans cette ville du 25 décembre 1922 au 2 janvier 1923. C'est à Rudolf Rocker lui-même que revient le mérite d'avoir rédigé, en juin 1922, le texte qui serait adopté comme déclaration de principes par la nouvelle AIT.

10. Cf. *Memorias*, op. cit., p. 385.

11. *Ibid.*, p. 385.

il n'ignore rien — et comment le pourrait-il ? — des multiples critiques que certains porte-parole du milieu libertaire international adressent aux responsables de la CNT-FAI.¹² Cependant, s'il ne manque pas — en passant et s'en s'y arrêter — de glisser quelques très brèves remarques critiques sur la politique suivie par la CNT-FAI, elles n'entachent en rien le soutien qu'il accorde au mouvement anarcho-syndicaliste espagnol. On verra que les seules objections qu'il s'autorise dans *La Tragédie de l'Espagne* ne concernent que l'incapacité des libertaires espagnols à mesurer à temps et à sa juste mesure la stratégie des communistes staliniens.¹³

On peut penser qu'il fut largement encouragé dans cette attitude par les observations que lui fit Emma Goldman dans une lettre datée du 7 avril 37, d'autant plus précieuses pour lui que, malgré un âge déjà avancé, elle était allée deux fois dans l'Espagne en guerre pour pouvoir rendre compte de visu des événements en cours et connaître un mouvement qui lui était inconnu jusqu'alors. Nous en retiendrons les mots suivants : « Nos compagnons espagnols possèdent ce qu'on ne trouve pas, à un tel degré, dans aucun autre pays : le courage, l'énergie et une foi qui pourrait soulever des montagnes. Mais leur côté faible est une crédulité, incompréhensible pour moi, qui leur fait méconnaître souvent des choses qui peuvent se révéler un danger terrible, De là cette influence croissante des agents russes en Espagne, qui se sont introduits dans toutes les positions importantes et qui, abusant de la livraison d'armes russes, ont présenté au gouvernement les exigences les plus scandaleuses. J'ai prévenu les camarades espagnols pour qu'ils soient sur leurs gardes mais la majorité d'entre eux ne comprend même pas le danger et les rares qui s'en rendent compte ne veulent en venir pour le moment à aucune épreuve de force, parce qu'un démembrement interne ne pourrait bénéficier qu'aux plans de Franco. » Mais, ayant dit cela, Emma Goldman ajoutait : « Moi aussi je comprends très bien cela, mais je sais par expérience que Staline et ses satellites ne sont pas entravés par de tels scrupules. »¹⁴

C'est, là, en gros, la position adoptée par Rocker lui-même dans *La Tragédie de l'Espagne*, où, après avoir fait allusion aux « erreurs » commises par les dirigeants de la CNT-FAI, il les en exonère en grande partie au nom des nobles motifs qui ont inspiré leur conduite, cet « honnête effort pour rassembler toutes les forces révolutionnaires contre la menace du fascisme » et de la conviction généralisée « qu'une lutte ouvertement déclarée au sein du Front antifasciste ne pouvait tourner qu'à l'avantage de Franco et de ses alliés ». Mais, mis à part ces quelques mots, on ne trouvera pas, dans *La Tragédie de l'Espagne*, la moindre critique des décisions prises par les dirigeants du mouvement anarcho-syndicaliste d'Espagne. Ni à ce moment-là, ni 15 ans plus tard quand, dans ses Mémoires, il reviendra sur la guerre espagnole, il ne songera à faire le procès de ses camarades.

Enfin, il est évident que ce choix d'une solidarité sans failles avec l'anarcho-syndicalisme espagnol a dû beaucoup sans doute à la correspondance qu'il entretenait aussi avec son vieil ami Max Nettlau, qui résidait alors en Autriche. On nous autorisera à citer ici de larges extraits d'une lettre écrite peu avant les faits de mai 37 par celui

12. Sur ce sujet, on se reportera en particulier au livre de Jérémie Berthuin, *La CGT-SR et la révolution espagnole, de l'espoir à la désillusion*, Éditions CNT-RP, 2000. L'auteur y rapporte, en particulier, les dures critiques du dirigeant de la petite CGT-SR française, Pierre Besnard, des blâmes qui avaient le don d'horrifier l'historien anarchiste Max Nettlau, qui, très sensible à la terrible solitude de la CNT, s'en ouvrit amèrement à Rocker dans sa correspondance.

13. Cf. *La Tragédie de l'Espagne*, infra : « si on peut faire un reproche aux dirigeants de la CNT-FAI [...] un ennemi secret qui menace aujourd'hui de se révéler plus périlleux pour eux que le fascisme déclaré. » Le même reproche est repris un peu plus loin, « Dans leur honnête effort [...] ils n'ont pu se résoudre à attaquer l'ennemi dans leurs propres rangs avec cette même saine vigueur si glorieusement déployée dans leur lutte ouverte contre le fascisme. »

14. Cf. *Memorias*, op. cit., p. 403.

que Rocker avait surnommé l'«Hérodote de l'anarchie» pour autant qu'elle nous paraît traduire très bien l'état d'esprit qui est celui de Rocker lui-même au moment où il rédige *The Tragedy of Spain*, bien que, pour toutes sortes de raisons (dont, sans doute, sa volonté de s'adresser à un public plus large que le maigre milieu libertaire des États-Unis), il n'ait visiblement pas souhaité aborder certains thèmes — à commencer par l'entrée des anarchistes espagnols dans le gouvernement de la République en guerre — qui ne pouvaient guère intéresser les lecteurs situés hors de ce milieu. Voici donc ce que lui écrivait Max Nettlau au printemps 37, peu avant les faits de mai 37 à Barcelone¹⁵ : «Dans un moment comme celui-ci, on lutte et on ne bavarde pas, et si on ne peut le faire, au moins on ne frappe pas dans le dos ceux qui sont réellement en train de combattre et y mettent leur vie en jeu. Autres temps, autres chansons. Avec le respect des principes, on ne peut plus rien faire aujourd'hui. Si l'Espagne est vaincue, alors le fascisme aura vaincu sur toute la ligne, dans l'Europe entière et probablement aussi hors d'Europe. L'État totalitaire constitue aujourd'hui le plus grand danger et, tant que ce danger ne sera pas vaincu, il ne faut plus penser à d'ultérieurs progrès sociaux. Cela devrait pouvoir être compris par quiconque n'est pas réactionnaire et ne souhaite pas œuvrer directement en faveur du fascisme. Le mouvement espagnol est, jusqu'ici, le seul qui ait montré ce qu'il veut et ce qu'il peut, et s'il ne peut pas faire tout ce qu'il veut et qu'il est obligé, contre sa volonté, de faire des concessions que, pour le moment, il ne peut éluder, c'est parce qu'il est complètement à la merci de lui-même [...] et qu'il n'a absolument rien à attendre des mouvements de l'étranger. Je ne suis pas aveugle, moi non plus, devant les erreurs commises, mais je comprends aussi que, placées dans des conditions semblables, nombre de personnes éclairées ne pourraient rien faire de mieux.»¹⁶

On peut légitimement penser que les jugements de ces deux personnalités en vue du mouvement libertaire mondial devaient être très présents à l'esprit de Rudolf Rocker quand il entreprit la rédaction de sa seconde brochure sur la guerre espagnole. Et, du reste, dans le passage de ses Mémoires où figure cette lettre de Max Nettlau, Rocker avoue sans ambages qu'il partageait «entièrement son point de vue sur le sujet et [qu'il était] également d'avis qu'une telle période n'était pas la plus appropriée pour des considérations critiques», bien qu'il ne fit pas montre de la même sévérité que son ami à l'égard de certains des auteurs de ces critiques, «guidés par les meilleures intentions et qu'on ne pouvait pas mettre sur le même pied que ceux qui ont pour habitude de diffamer tout ce qu'ils n'approuvent pas entièrement».¹⁷

La lecture de ses Mémoires permet sans aucun doute de mieux comprendre les causes du choix de Rocker d'une solidarité non-critique avec ses camarades espagnols, mais, de fait, ces motifs apparaissent déjà dans la conclusion de *La Tragédie de l'Espagne*, où il exhorte les militants du mouvement libertaire international à comprendre les enjeux réels du conflit espagnol, le poids qu'y exercent les stratégies des grandes puissances, et, enfin, l'importance du combat qui s'y mène pour la liberté des hommes, dans un passage où on retrouvera sans peine l'écho des paroles de Nettlau citées plus haut.¹⁸

Au vu de cette conviction partagée avec ses amis Emma Goldman et Max Nettlau, on comprend mieux qu'il ait pu écrire, bien plus tard, que ce qui l'avait mis en mouvement dès le lendemain du 18 juillet 36, ce n'était pas seulement la solidarité avec ces camarades

15. Sur ce sujet, on se reportera à la relation des faits qu'en fait Rocker dans la présente brochure, au chapitre «Les événements de mai en Catalogne».

16. *Memorias*, op. cit., p. 407.

17. *Ibid.*, p. 407.

18. Cf. *La Tragédie de l'Espagne*, infra : «Il est grand temps pour le monde libertaire de comprendre cela. [...] Jamais un peuple n'a combattu plus héroïquement pour sa liberté.»

espagnols «avec lesquels [il se sentait] si intimement lié depuis de longues années déjà», cette solidarité manifestement plus forte pour lui que l'attachement aux grands principes, mais c'était «aussi, surtout, la conviction intérieure que du destin de l'Espagne dépendait le sort de l'Europe et du monde entier». ¹⁹ En effet, en août 1937, au moment où il conclut sa seconde brochure sur la guerre d'Espagne, Rocker a pris toute la mesure de ce qui est en train de se jouer sur le territoire espagnol et sait combien il est urgent qu'on comprenne, à l'extérieur, les enjeux de la lutte qui s'y déroule. Dans les meetings auxquels il participe, il n'a de cesse de mettre en garde contre les conséquences qu'entraînerait très vite une victoire des «nationaux» en Espagne en insistant en particulier sur l'impossibilité, pour les États-Unis, de maintenir longtemps une position de neutralité face aux conflits européens, position qui se manifeste alors par la décision du gouvernement américain de ne pas livrer d'armes au camp républicain et de participer à la comédie de la non-intervention. Une comédie pour laquelle Rocker n'a pas de mots assez durs, tant dans *Tragedy of Spain* que dans ses Mémoires, où il reprendra les arguments exposés alors dans les multiples conférences qu'il tient à l'époque devant des auditoires fort nombreux. Toutefois, malgré le succès qu'elles rencontrent, Rocker sait très bien que rien ne pourra sortir de ses efforts s'il ne parvient pas à toucher les masses rassemblées dans les grands syndicats du pays ainsi que les principaux partis anti-fascistes, sur la mobilisation desquels il compte pour obliger le gouvernement fédéral à revenir sur l'embargo des armes à destination de l'Espagne républicaine, une décision qui a eu pour effet, comme on sait, de mettre le camp républicain à la merci des volontés de l'URSS de Staline. Mais aussi bien est-il conscient des énormes difficultés auxquelles se heurte une entreprise de ce genre, non seulement à cause des faibles moyens dont lui et ses amis disposent mais aussi du désintérêt assez général du peuple américain pour les événements extérieurs et enfin, the last but not the least, à cause de l'empreinte profonde que laissent les deux grandes propagandes de l'époque — issues de ce qu'il nomme si bien les deux tendances de la théologie étatique totalitaire ²⁰ sur les esprits de ses contemporains, y compris aux États-Unis, où tant le nazisme que le stalinisme ne manquent pas de partisans convaincus. Rocker ne se fait pas faute de relever cette conviction partagée par la gauche progressiste groupée autour de publications comme *The Nation* ou *The New Republic*, qu'il n'y aurait plus de choix qu'entre les deux modèles proposés par Moscou et Berlin, au mépris de la tradition libérale la mieux établie depuis Jefferson.

Mais, quels que soient les objectifs que Rocker ait assignés alors à son travail de propagande en faveur de l'Espagne révolutionnaire et les effets réels qu'il pouvait en attendre, cela n'ôte rien de la valeur intrinsèque des arguments qu'il oppose dans *The Truth about Spain* et surtout dans *The Tragedy of Spain* au «mensonge déconcertant» des propagandes dominantes à une époque où la manipulation des esprits atteignit à des profondeurs dont il est difficile aujourd'hui de prendre l'exacte mesure. On jugerait sans doute bien mieux du mérite de l'étude de Rudolf Rocker si on la mettait en regard de ce qu'écrivaient alors, sur le même sujet, les porte-parole des deux grands totalitarismes dominants, mais aussi ceux qui, issus des rangs conservateurs, prirent la plume pour tenter de justifier, parfois de la manière la plus grossière qui soit, le soulèvement du général Franco. Parmi ces derniers, nous nous contenterons de citer ici le sénateur français Jacques Bardoux, membre de l'Institut de surcroît, auteur de deux incroyables brochures intitulées *Le Chaos espagnol : éviterons-nous la contagion?* et *Staline contre l'Europe. Les preuves du complot communiste* ²¹ : recourant à une série de « documents secrets»

19. *Ibid.*, p.385.

20. *Ibid.*, p. 350.

21. Ces brochures, qui bénéficièrent d'un fort écho dans les milieux conservateurs français, parurent aux éditions Flammarion en 1937 et en 1938. On trouvera d'intéressantes informations sur cet homme politique,

plus faux que Judas,²² le sénateur prétendait y démontrer que, sous les ordres de Staline, le PCE travaillait à la veille du 18 juillet 1936 au déclenchement d'un coup d'État communiste, ce qui lui permettait de présenter, à peu de frais, le pronunciamiento des généraux comme une action préventive, une sorte de contre-coup d'État, une vision des choses partagée avec les propagandistes du camp «national», et à laquelle l'historiographie du franquisme allait rester fidèle jusqu'au bout.

Dans le cas d'un Bardoux, qui avait prétendu que l'insurrection d'octobre 34 dans les Asturies avait été conçue et armée par le Komintern,²³ il est assez clair que la vision déformée du rôle de Moscou avant le 18 juillet — un point de vue strictement identique, on le notera, à celui des propagandistes du nazisme — visait, à l'évidence, à faire oublier que c'est précisément le refus d'armer la République espagnole de la part des démocraties occidentales — l'anglaise à coup sûr mais aussi la française, dirigée par le pâle Parti socialiste de Léon Blum — qui fut la cause du rôle croissant exercé en Espagne par l'URSS et sa succursale, le PCE, pratiquement inexistante dans le pays avant l'été 36. Un refus auquel travaillèrent avec une belle constance les grands médias des pays occidentaux²⁴ et les nombreux Bardoux des droites française et anglaise.

Et, dans l'autre camp, que dire d'un texte inspiré par les journées de mai 37 à Barcelone, *Espionnage en Espagne*, signé d'un pseudonyme, Max Rieger, et paru avec une préface de l'écrivain catholique José Bergamin, où des plumitifs à la solde de Moscou avaient «prouvé», à l'aide d'autres documents aussi faux que ceux du «complot communiste», la complicité du POUM et de ses chefs avec le camp fasciste ? Un texte, soit dit au passage, qui, grâce à l'appui du Komintern, connut une diffusion sans commune mesure avec celle dont put jouir le petit texte édité par les amis de Rudolf Rocker. Pourtant, aucun nostalgique du «communisme» stalinien ne pourrait souffrir aujourd'hui la lecture d'un tel ouvrage, même parmi ceux qui, aussi conscients qu'ils aient été ensuite des méfaits du stalinisme en URSS, sont restés convaincus au moins d'avoir livré un juste combat en Espagne, un sentiment qui fait apparemment bon marché de l'assassinat de Camillo Berneri ou d'Andreu Nin et de tant d'autres militants révolutionnaires, dont quelques-uns sont nommés dans la présente brochure.

Quelle qu'ait été l'influence de ces divers documents auprès d'une opinion publique manipulée par les grandes machines propagandistes de l'époque, il est évident que des

grand-père du président Giscard d'Estaing, dans le livre de Pol Bruno *La Saga des Giscard* (Ramsay, Paris, 1980).

22. Une partie de ces faux sont également mis à contribution dans la brochure publiée en 1937 par les services du Dr Goebbels, le *Rotbuch über Spanien* (Livre rouge sur l'Espagne). Le même Goebbels consacra une brochure aux événements espagnols (reprise, en réalité, d'un discours prononcé en septembre 1937 au congrès du parti national-socialiste à Nuremberg, qui porte le même titre que la première étude de Rocker : *La Vérité sur l'Espagne*. Inutile de dire que cette «vérité» n'entretient évidemment aucun rapport, ni proche ni lointain, avec les faits qui ont lieu alors en Espagne.

23. Voici ce que, dans son style inimitable, écrit ce sénateur français sur la révolution dans les Asturies : «En octobre 1934, vingt et un mois avant qu'ait débarqué dans la péninsule un aviateur Allemand ou Italien, le Komintern et son Gouvernement avaient organisé, armé, déclenché l'armée révolutionnaire des Asturies, débarqué soixante-dix caisses, fourni tanks et automitrailleuses» (*Le Chaos espagnol*, P. 30). Bien qu'il soit difficile sans doute de trouver plus de sottises et de mensonges rassemblés en si peu de lignes, il faut tout de même garder à l'esprit que la conviction selon laquelle Moscou cherchait à fomenter une révolution sociale dans le pays comme la France ou l'Espagne était très répandue dans les milieux conservateurs de l'époque, en particulier chez les responsables de la politique extérieure de la Grande-Bretagne et au sein de journaux aussi prestigieux (???) que le *Times*. (Cf. Enrique Moradiellos, *Neutralidad benévola*, Pentalfa Ediciones, Oviedo, 1990, p. 132).

24. Parmi les gens qui, en France, firent tout ce qui était en leur pouvoir pour que le gouvernement français ne livre pas d'armes à la République espagnole, nous citerons, pour mémoire et afin de ne pas honorer sa mémoire, le journaliste Raymond Cartier, le même qui s'illustrerait quelques années plus tard avec son fameux slogan «La Corrèze avant le Zambèze».

textes de ce genre ne peuvent plus guère servir aujourd'hui que d'illustration à une histoire de l'infamie politique des années 30, et d'exemples extrêmes d'où peut aller la volonté de tromper les autres et/ou de se tromper soi-même. Pour le reste, dans les brochures citées de ce sénateur de la droite républicaine française, dans celles des services du Dr Goebbels ou des fonctionnaires de l'Internationale communiste, il n'y a évidemment plus rien qui mériterait d'être sauvé de la critique vorace des rongeurs de bibliothèques pour servir à éclairer un tant soit peu le lecteur d'aujourd'hui puisque tout y est faux, dans les grandes lignes et les petites, en gros et en détails.

Il en va tout autrement, comme on verra, de la courte et pénétrante étude qui suit, largement corroborée, pour l'essentiel, par nombre d'études publiées depuis. Qu'on puisse encore la lire aujourd'hui et que, malgré les quelques erreurs ou affirmations discutables qu'elle recèle ici ou là, on y trouve de quoi alimenter encore une analyse sérieuse du conflit espagnol, c'est là une preuve de plus de l'extraordinaire lucidité de cet homme libre que fut Rudolf Rocker, d'autant plus digne d'éloges qu'elle se manifesta à une époque où l'esprit du siècle était plongé dans la plus noire des nuits. Ce n'est que justice, il nous semble, qu'on rende aujourd'hui, en publiant cette *Tragédie de l'Espagne*, l'hommage qui est dû à celui qui fut une des têtes les plus claires et les mieux faites de l'anarcho-syndicalisme du siècle dernier.

- Miguel Chueca.

Observations sur l'établissement du texte de *La Tragédie de l'Espagne* et remerciements

Le texte qui suit a été traduit par Jacqueline Soubrier à partir de la version anglaise parue à New York en octobre 1937. Il nous a fallu corriger les quelques erreurs que contenait cette version — la plupart d'entre elles l'avaient été déjà dans la version espagnole due à Helmut Rüdiger, *Extranjeros en España* —, principalement en ce qui concerne les noms propres cités dans ce texte, parfois estropiés (c'est le cas des noms du comte de Romanones, de Santiago Carrillo, du général von Faupel, de Verardini, etc.).

Pour ce qui concerne les citations tirées des journaux espagnols de l'époque, nous avons eu recours, quand cela était possible, aux textes originaux pour rectifier légèrement la version de J. Soubrier, qui était une traduction au second voire au troisième degré.

Par ailleurs, pour les lecteurs peu familiarisés avec les faits et les noms cités dans *La Tragédie de l'Espagne*, nous avons accompagné le texte de Rudolf Rocker d'un appareil de plusieurs dizaines de notes. Ces notes nous ont servi aussi pour signaler et corriger, à l'occasion, les quelques (rares) affirmations erronées ou imprécises dues à Rocker lui-même, souvent à cause de l'insuffisance des informations dont on disposait à l'époque (c'est le cas de la «mort» du dirigeant du POUM, Joaquin Maurin, par exemple).

Enfin, nous tenons à remercier ici Éric Jarry, qui, le premier, a eu l'idée de traduire en langue française *The Tragedy of Spain*. Nous remercions aussi notre ami Freddy Gomez, l'animateur du bulletin de critique bibliographique *A contretemps*, pour l'aide qu'il nous a apportée dans ce travail.

Le rôle des capitaux étrangers

Le 19 juillet,¹ c'était l'anniversaire du jour où un groupe d'aventuriers militaires s'est soulevé contre le régime républicain en Espagne, et avec l'aide de puissances extérieures et de capitaux étrangers, a plongé l'Espagne dans une guerre sanglante. Jusqu'ici cette guerre meurtrière a anéanti presque un million de vies humaines,² parmi lesquelles celles de milliers de femmes et d'enfants, et elle a transformé de larges étendues de ce pays en déserts dévastés.

La profonde tragédie de ce drame sanglant réside dans le fait qu'il ne s'agit pas seulement d'une guerre civile ordinaire, mais également, de l'engagement d'une lutte entre deux groupes de pouvoir étrangers sur le sol espagnol. Deux camps impérialistes hostiles se disputent les ressources et les avantages stratégiques des côtes d'un pays qui n'est pas le leur. De plus, la poursuite de cette guerre a une influence évidente sur la lutte du peuple espagnol pour sa liberté ; cette influence se manifeste toujours plus clairement aujourd'hui dans les luttes intestines entre les forces révolutionnaires et contre-révolutionnaires de ce pays.

On ne peut pas du tout comprendre la signification de ces événements si on ne prend pas suffisamment en compte la puissante influence du capital étranger investi en Espagne. C'est là que se trouve la clé de l'attitude de l'Angleterre et de la France, et de leur soi-disant « politique de neutralité », et en même temps l'explication du rôle ambigu que le gouvernement de la Russie soviétique a joué depuis le début — et joue encore — dans cette sanglante tragédie du peuple espagnol.

Les différences entre l'agriculture espagnole et les industries de ce pays sont d'une importance décisive.³ En ce qui concerne la propriété terrienne, le sol du pays était avant la révolution presque exclusivement aux mains de propriétaires espagnols, bien que dans des conditions très différentes selon les particularités régionales du pays. Dans beaucoup de provinces, spécialement dans le Nord, les petits propriétaires terriens constituaient la majorité de la population. Dans d'autres, au Levant, par exemple, et en Catalogne, la terre était travaillée par des tenanciers qui n'avaient aucun droit de propriété, tandis qu'en Andalousie et en Estrémadure, la campagne tout entière appartenait à quelques très gros propriétaires, qui l'exploitaient avec de la main-d'œuvre louée à la journée.

Les conditions qui prévalent dans l'industrie sont très différentes. Tandis que le commerce de détail et les petites industries se trouvent principalement aux mains des Espagnols, les grosses industries et les entreprises commerciales les plus importantes du pays sont presque sans exception contrôlées par des capitaux extérieurs, le capital anglais étant le plus fortement représenté.

1. Rocker se réfère ici au 19 juillet 1937 : rappelons que la présente brochure a été achevée en août 1937, soit un peu plus d'un an après le coup d'État militaro-fasciste.

2. Le chiffre que donne Rocker est exagéré. Le nombre total des victimes de la guerre civile espagnole a fait l'objet de nombreuses controverses, mais on s'accorde généralement à reconnaître que, en 1939, ce chiffre était inférieur au million. Il l'était donc a fortiori au moment où Rocker rédige sa brochure.

3. Nous nous sommes permis de corriger le texte original, qui portait « les relations entre l'agriculture espagnole et les industries de ce pays sont d'une importance décisive », ce qui, au vu de la suite du texte, est une erreur manifeste.

Le capital anglais possède de très gros intérêts dans les riches mines de fer avoisinant Bilbao, même lorsque les mines appartiennent nominalement à des Espagnols. Le très riche secteur de mines de fer d'Orconera est presque entièrement sous le contrôle de capitalistes anglais. La même chose est vraie dans de nombreuses autres régions d'exploitation du fer, spécialement dans les mines de Desirto. La plus grande partie des docks aménagés de Bilbao est la propriété de capitalistes anglais et il en est de même des chemins de fer qui transportent le minerai vers la côte. Des lignes maritimes anglaises complètent les moyens de transport entre l'Angleterre et les mines de fer du Pays basque. Le fer espagnol joue un rôle énorme dans le programme de réarmement actuel de l'Angleterre. Et c'est un fait que depuis le début de la révolte fasciste jusqu'à la chute de Bilbao, l'exportation du fer depuis cette région s'est faite exclusivement vers l'Angleterre.

Autre facteur important dans l'industrie minière espagnole : c'est la Compagnie anglaise Rio Tinto qui exploite les mines de cuivre les plus riches d'Espagne, situées dans la province de Huelva. Le siège de cette compagnie, qui contrôle un capital de 3.750.000 £, se trouve à Londres. Le président en est Sir Auckland C. Geddes. Cette compagnie a été fondée en 1873, et la concession qu'elle détient du gouvernement espagnol n'est pas limitée dans le temps. Elle a émis 450.000 actions ordinaires et 350.000 stock-options préférentielles représentant en tout 1,3 million de livres sterling. La Compagnie Rio Tinto possède aussi de riches mines de sulfate et de fer. Sur les 540.000 tonnes de cuivre produites en moyenne par an en Espagne, la plus grosse part, et de loin, provient des terrains de la province de Huelva. En août 1936, ce district est tombé aux mains des rebelles, mais la junte de Burgos, par un décret spécial, s'est empressée d'assurer la Compagnie Rio Tinto que ses droits ne seraient pas restreints et que le cuivre dont l'armée fasciste avait besoin pour des buts militaires serait payé au prix moyen du marché.

Parmi les propriétaires de la Compagnie Rio Tinto, nous trouvons la maison Rothschild qui, en outre, a des intérêts dans de nombreuses autres grandes entreprises industrielles en Espagne, par exemple dans diverses lignes ferroviaires dont la plus importante est la ligne Madrid-Saragosse. Mais la famille Rothschild a plus spécialement des intérêts dans les riches mines de mercure d'Almadén (province de Ciudad Real), mines qui n'ont leurs pareilles dans aucune partie du monde. L'Espagne est connue comme le plus grand producteur de mercure du monde, tandis que l'Italie tient la seconde et les États-Unis la troisième place. En 1934, l'Espagne a produit 1.160 tonnes de matière précieuse, contre 532 tonnes seulement pour l'Amérique. En période de guerre, le mercure est le plus indispensable des matériaux. On peut comprendre ainsi pourquoi les puissances étrangères s'intéressent tellement à l'Espagne.

Le capital anglais est aussi éminemment intéressé par l'industrie espagnole de l'aluminium, et par toute une série d'entreprises industrielles dédiées à la construction des chemins de fer et la fabrication de machines en Espagne. Une firme bien connue, Vickers-Armstrong, possède de gros intérêts dans La Sociedad Española de Construcción Naval (Compagnie de construction navale espagnole), dans l'International Paint Company et dans l'industrie de guerre espagnole. Connaissant ces faits, on peut comprendre pourquoi les journaux de la Cité de Londres ont, dès le début, manifesté ouvertement leur sympathie pour la sanglante entreprise de la camarilla militaire espagnole.

Un autre puissant facteur dans la vie industrielle de l'Espagne, c'est la Société minière et métallurgique de Peñarroya, qui a son siège social à Paris et qui est à la tête d'un capital de 309.375.000 francs. Cette compagnie a été fondée en 1881 et la concession que lui a accordée le gouvernement court jusqu'en 2003. Le président en est Charles Émile Heurteau, connu pour être l'un des hommes prépondérants au sein du groupe capitaliste Mirabaud, et étroitement associé à l'industrie de guerre française. Les directeurs sont Frédéric Ledoux, qui a des intérêts dans toute une série d'entreprises industrielles espa-

gnoles, et le Dr Aufschlager, l'un des représentants les plus en vue de l'industrie d'armement allemande. Au conseil de ce groupe figurent nombre de personnalités très connues de la haute finance européenne : Pierre Mirabaud, ancien gouverneur de la Banque de France, le baron Robert de Rothschild, Charles Cahen, beau-frère du baron Antony de Rothschild, Humbert de Wendel, directeur de la Banque de l'Union Parisienne et de la Compagnie internationale du Canal de Suez, le comte italien Errico San Martino di Valperga, et deux Espagnols, le comte Romanones et le marquis de Villamejor, qui sont les deux hommes les plus riches d'Espagne.

La compagnie Peñarroya a un monopole sur l'activité de nombreuses mines, et sur des activités qui s'y rattachent, et elle a des intérêts spécialement importants dans l'industrie espagnole du plomb. Son nom a acquis une mauvaise réputation durant la guerre mondiale,⁴ lorsqu'une interpellation devant la Chambre des députés française a révélé que tout le plomb produit à Peñarroya était réservé au gouvernement allemand, bien que les représentants les plus éminents de la compagnie aient été de bons patriotes français. Mais les affaires sont les affaires.

Ce n'est là qu'un court extrait de la longue liste des intérêts du capital étranger en Espagne. Il y en a encore bien plus. On sait, généralement, que les lignes téléphoniques de Madrid sont aux mains d'une compagnie américaine, tandis que l'exploitation du téléphone de Barcelone est sous le contrôle d'actionnaires britanniques. Mais être exhaustif sur ce sujet important serait trop long. Notre seul souci est de montrer la nécessité d'estimer à sa juste valeur la puissante influence du capital étranger investi en Espagne si nous souhaitons avoir un point de vue clair sur les récents événements dans ce malheureux pays.

Il est évident que les représentants du grand capital étranger ont forcément des intérêts cruciaux dans les développements politiques de la situation en Espagne. Et c'est là que se trouve la réponse à la question suivante : qui a fourni aux généraux mutins, qui par eux-mêmes ne disposaient d'aucune ressource, les moyens financiers nécessaires pour soutenir leur entreprise criminelle contre leur propre peuple ? Bien qu'il soit en contact étroit avec le capital étranger, Juan March,⁵ l'homme le plus riche d'Espagne, n'aurait pas pu accomplir cela tout seul. Quiconque était un tant soit peu informé de la situation intérieure en Espagne savait depuis le début d'où venait l'argent. Ce n'était pas un secret que les gérants étrangers du capital investi en Espagne avaient tout intérêt à soutenir la conspiration des généraux afin d'abattre le mouvement ouvrier révolutionnaire de ce pays, qui s'étendait avec de plus en plus de vigueur, et qui pouvait mettre en danger leurs monopoles en Espagne. Bien sûr, il importait peu à ces hommes de savoir qui gouvernait en Espagne. Ils s'intéressaient exclusivement à la sécurité des capitaux investis et étaient prêts à soutenir n'importe quel gouvernement qui fournirait les garanties nécessaires en ce domaine.

4. Il est évident que, quand Rocker fait allusion à la « guerre mondiale », il ne peut se référer, en 1937, qu'à celle de 14-18.

5. Juan March Ordina (1880-1962) fit fortune grâce à la contrebande du tabac avant que le dictateur Primo de Rivera lui accordât le monopole de la vente du tabac au Maroc. Homme politique et banquier, il participa très tôt aux activités conspiratrices des ennemis de la République espagnole, au point que le ministre Jaime Carner déclara un jour au Congrès des députés : « Ou la République en finit avec March ou March va en finir avec la République. » En 1934, il finance les achats d'armes effectués par les carlistes en Italie. En 1936, il signe un chèque en blanc à un groupe de conspirateurs monarchistes pour leur permettre d'acquérir l'hydravion, le Dragon rapide, qui servira à Franco à passer des Canaries à Tétouan et y prendre la direction de l'armée factieuse du Maroc.

Le rôle de l'Allemagne et de l'Italie

Si les événements actuels en Espagne s'étaient produits avant la guerre mondiale, le gouvernement anglais n'aurait certainement pas hésité un instant à aider les généraux rebelles dans leur sanglante action, tout à fait ouvertement, pour protéger le capital anglais en Espagne, comme il l'avait déjà souvent fait dans des cas similaires. Mais la guerre mondiale, avec ses inévitables conséquences politiques et économiques, avait créé une nouvelle situation en Europe, fortement accentuée par la victoire du fascisme en Italie et en Allemagne. La victoire du fascisme n'avait pas seulement entraîné dans ces pays l'installation d'une forte classe dirigeante militaire ; elle avait été aussi le signal d'une renaissance des vieilles ambitions impérialistes, dont les partisans étaient constamment à l'affût de nouveaux appuis pouvant les aider à étendre leur nouveau régime, à l'intérieur et à l'extérieur, et à venir à bout de l'opposition de l'Angleterre et de la France à leurs desseins. Et ces nouvelles forces étaient incalculables puisqu'elles se moquaient éperdument aussi bien des règles prescrites par l'ancienne démocratie que des traités solennels, et ne reculeraient devant aucun moyen promettant les résultats qu'elles souhaitaient.

Il n'était que trop naturel que les énormes richesses de l'Espagne en fer, cuivre, zinc, mercure, sulfure, magnésium et autres minerais précieux éveillent la forte convoitise des États fascistes. Nul n'ignorait que l'Angleterre n'était pas encore suffisamment préparée pour une nouvelle guerre, et que la France était à peine capable d'en entreprendre une sans son soutien militaire, aussi Hitler et Mussolini jouaient-ils leurs plus gros atouts, s'efforçant de tirer le meilleur parti possible de la situation.

On savait généralement que non seulement l'Italie et l'Allemagne étaient informées dans tous les détails du soulèvement projeté en Espagne, mais qu'elles l'avaient favorisé par tous les moyens dont elles disposaient, afin de créer sans cesse de plus grandes difficultés pour la France et l'Angleterre.

Le général Sanjurjo,¹ l'âme du complot fasciste, qui, dès le tout début, est tombé victime de son propre comportement de traître, avait rendu visite à la fois à Hitler et à Mussolini juste avant les événements en Espagne, et il est clair que les conversations à Berlin et à Rome ne portaient pas sur l'organisation d'un pique-nique.

Si le fascisme n'était pas survenu en Allemagne et en Italie, la rébellion des généraux espagnols n'aurait pas donné de maux de tête au gouvernement anglais. Une dictature militaire et un éventuel retour à la monarchie auraient même été bien accueillis par les habiles politiciens du bord de la Tamise, le faible régime républicain espagnol leur ayant donné la preuve, affligé comme il l'était de convulsions incessantes, qu'il ne pourrait pas fournir en permanence la sécurité politique nécessaire aux intérêts du capital britannique. À Londres, on avait depuis longtemps l'habitude de croire qu'aucun changement notable dans les politiques intérieures de l'Espagne et du Portugal n'était possible sans que le gouvernement anglais soit consulté. Ces deux pays avaient depuis longtemps perdu leur

1. José Sanjurjo Sacanell, né à Pampelune en 1872. Gouverneur militaire de Saragosse, en 1923, il appuie le coup d'État du général Primo de Rivera. En 1926, il est haut-commissaire au Maroc. Un fois instaurée la République, il tente, le 10 août 1932, de soulever la garnison de Séville contre le gouvernement de Manuel Azaña. Véritable organisateur, avec Emilio Mola, du soulèvement militaire de juillet 36, c'est lui qui devait en prendre le commandement, mais il fut victime d'un accident d'avion, le 20 juillet 1936, alors qu'il quittait Lisbonne pour rejoindre l'Espagne.

indépendance économique et politique et ne jouaient plus aucun rôle sur la scène politique des grandes puissances européennes. C'est pourquoi les Anglais auraient, sans aucun doute, accordé à Franco les moyens nécessaires pour mettre le peuple espagnol à genoux et lui imposer leur loi, afin d'obtenir les garanties indispensables à leurs intérêts.

Mais, aujourd'hui, les choses sont différentes. Derrière Franco apparaissent les exigences de Hitler et de Mussolini, qui insistent sur leurs droits aux ressources minérales de l'Espagne et aux sites stratégiques commandant la Méditerranée. Car, à la pénible surprise des diplomates britanniques, Mussolini a ouvertement déclaré que la Méditerranée était une mer italienne. On n'oublie pas facilement pareille chose en Angleterre. Dans ces circonstances, une victoire de Franco ne serait pas seulement une sérieuse menace pour le monopole britannique en Espagne. Elle pourrait même, dans certaines circonstances, se transformer en un grave danger pour l'Empire britannique à travers le monde. On sait très bien, à Londres, que la déclaration, renouvelée avec toujours plus d'emphase, disant que Franco a promis les îles Baléares à Mussolini et qu'il est prêt à remettre certains sites stratégiques du Maroc espagnol à l'Allemagne et à l'Italie en compensation de l'assistance qu'il en a reçue, n'est pas une vaine rumeur. Et on sait aussi très bien, en Angleterre, qui est en train d'utiliser toute son habileté à réveiller les tendances anti-britanniques du nationalisme arabe en Égypte et en Palestine pour accroître les problèmes de l'Angleterre au Proche-Orient.

Que Franco et ses comparses soient bien plus proches de l'Allemagne et de l'Italie que de l'Angleterre et de la France, c'est une évidence sur laquelle Londres ne se fait pas d'illusions. La camarilla militaire espagnole a organisé son putsch de connivence avec Hitler et Mussolini et l'a réalisé avec leur assistance. De plus, ces militaires sont intellectuellement et sentimentalement des alliés bien plus proches des deux puissances fascistes du fait de la parenté intrinsèque de leurs desseins réactionnaires et de la barbarie brutale de leurs méthodes. Appuyé par l'Italie et l'Allemagne, Franco pouvait jouer ses atouts contre l'Angleterre et la France et, en même temps, se permettre un langage qui, s'adressant à une grande puissance européenne, n'avait jamais été entendu en Espagne auparavant.

C'est pourquoi le gouvernement britannique ne pouvait se méprendre un seul instant sur la gravité de la situation. S'ils avaient été certains que la défaite de Franco pouvait conduire simplement à une consolidation de la République bourgeoise espagnole, les Anglais auraient, selon toute vraisemblance, adopté dès le départ une attitude différente. Ils n'auraient pas en ce cas, par un empressement excessif à céder, rendu Hitler et Mussolini de plus en plus cyniques dans leurs prétentions, et ils ne les auraient pas encouragés dans une direction dont un gouvernement dictatorial ne peut revenir parce que son prestige est lié au succès personnel de son dictateur.

Mais la révolte fasciste en Espagne a libéré, dans le peuple, les forces sociales et révolutionnaires qui avaient été étouffées pendant nombre d'années et qui, soudain, éclataient avant leur temps. L'Espagne était mûre pour la révolution. Cependant, la corruption profonde du vieux régime monarchique, inaccessible à la raison et ne concédant pas la plus légère réforme, avait fait que la révolution devait prendre un caractère social plus large et plus profond.

La situation en Espagne avant le putsch

Le prestige de la République auprès du peuple s'était usé en quelques années. L'éternelle irrésolution des politiciens du parti républicain et leur terreur devant toute décision avaient abouti au retour en force des vieux éléments réactionnaires du pays, la persécution systématique des mouvements de travailleurs, qui était dirigée tout spécialement contre la CNT (Confederación Nacional del Trabajo, les associations anarcho-syndicalistes des travailleurs), dont huit ou neuf mille membres avaient connu, à un moment ou un autre, les prisons de la République, les incidents sanglants de Pasajes, Jérica, Burriana, Épila, Arnedo et Casas Viejas,¹ et par-dessus tout, la répression sanglante menée dans les Asturies, en octobre 1934, par des troupes venues d'Afrique,² avec les horreurs qui l'avaient accompagnée, tout ceci avait contribué dans une large mesure à dégoûter passablement le peuple espagnol de la République, qui n'était pour lui qu'une nouvelle façade derrière laquelle se tenaient tapis, dans l'ombre, les vieux pouvoirs habituels.

Et, dans les faits, les éléments cléricaux et monarchistes relevaient la tête de façon de plus en plus menaçante et cherchaient avec une persistance obstinée à réunir leurs forces éparses et à regagner leurs positions perdues. Quand, après la chute du ministère Samper³ en octobre 1934, trois membres de l'Action populaire catholique fondée par le fasciste Gil Robles⁴ ont été admis dans le nouveau cabinet Lerroux,⁵ tout le monde a su

1. Rocker cite ici, pêle-mêle, quelques épisodes sanglants de l'histoire de la Seconde République, dont les échos furent très inégaux : le plus connu de tous, et le plus lourd de conséquences, est sans conteste celui qui eut lieu dans un petit village de la province de Cadix, Casas Viejas, en janvier 1933, au cours d'une tentative insurrectionnelle menée par la CNT. Les événements d'Arnedo (province de Logroño) s'étaient déroulés un an avant, la garde civile — commandée alors par le général Sanjurjo — y faisant feu sur une manifestation ouvrière pacifique, causant six morts et des dizaines de blessés. Peu de jours avant, la même garde civile avait tué deux grévistes à Épila (province de Saragosse). Quant aux faits de Pasajes, ils ont lieu fin mai 1931, soit dès les premières semaines de l'instauration du régime républicain. La garde civile tire sur un cortège d'ouvriers grévistes qui va de cette ville à Saint-Sébastien, tuant huit manifestants et faisant de nombreux blessés.

2. Il s'agit des légionnaires de la Sexta Bandela del Tercio (la 6e compagnie de la Légion) et du 8e bataillon des chasseurs d'Afrique.

3. Le gouvernement du radical Ricardo Samper, le huitième de la République, dure du 2 mai 1934 au 4 octobre de la même année. Il est un des huit cabinets du Bienio Negro, les deux années (novembre 1933-février 1936) pendant lesquelles la droite républicaine dirige le pays.

4. José Maha Gil Robles y Quiñones (1898-1980) prit en novembre 1931 la direction du parti Acción Nacional, rebaptisé Acción Popular peu après. Sa fusion, en février 1933, avec le parti Derecha Regional Valenciana (Droite régionale de Valence) donne lieu à la création de la CEDA, la Confederación Española de Derechas Autonomas (Confédération espagnole des droites autonomes), qui revendique environ 800.000 affiliés en 1934. Bien que ce parti se réclamât de l'exemple du mouvement mené par le chancelier autrichien Dollfuss, ses militants mimaient volontiers les manières du fascisme allemand : organisation de jeunesses militarisées, vastes rassemblements et culte exacerbé du chef. Une grande partie de ses bases militantes rejoindraient les rangs de la Falange après le 18 juillet 1936.

5. Alejandro Lerroux (1864-1949), fondateur du Parti républicain radical en 1908, avait joui, au début du XXe siècle, d'une certaine popularité auprès des ouvriers catalans, par son républicanisme et son féroce anticléricalisme, qui lui valut d'être baptisé El Emperador del Paralelo (l'Empereur du Paralelo, du nom d'un quartier populaire de Barcelone). Après la proclamation de la Seconde République (avril 1931), il participa au premier cabinet Azaña, mais, refusant de collaborer avec les socialistes, il allait quitter le gouvernement et s'orienter

quelle direction ils allaient prendre, et on ne pouvait plus songer à une solution parlementaire à la crise politique et sociale. Le soulèvement dans les Asturies était l'aboutissement direct de la situation, et sa répression cruelle, au plus grand mépris de tout principe d'humanité, n'a fait que verser de l'huile sur le feu, et a creusé un fossé si profond entre le gouvernement et le peuple qu'il n'a jamais pu être comblé à nouveau.

Que cette réaction déclarée n'ait jamais pu parvenir à la victoire sans rencontrer la résistance désespérée de ces grandes masses populaires qui trouvaient leur point de départ révolutionnaire dans la CNT et la FAI (Fédération anarchiste ibérique), c'était inévitable. Ce qui avait été possible en Allemagne était impensable en Espagne. La garantie s'en trouvait dans le caractère révolutionnaire et libertaire du mouvement des ouvriers et des paysans espagnols qui s'était maintenu jusque-là grâce à des années de lutte obstinée contre la réaction. En fait, quelques mois après les événements des Asturies, une nouvelle vague révolutionnaire avait déferlé sur l'Espagne, et marqué aussi les élections de février 1936.⁶

La victoire du soi-disant Front populaire n'était pas du tout un vote de confiance populaire en faveur de la République. C'était simplement une proclamation des masses faisant savoir qu'elles n'avaient aucune intention d'abandonner sans résistance la place à la réaction pour lui permettre de rétablir la monarchie. Que les élections ne pouvaient pas apporter de solution effective à la situation et que le conflit entre la révolution et la contre-révolution devrait se résoudre en dehors du Parlement, c'était clair pour tous ceux qui avaient un tant soit peu de jugement. Et il est devenu bientôt clair, aussi, que le nouveau gouvernement du Front populaire n'était pas compétent pour traiter la situation : il a été rapidement confronté à des problèmes qu'il ne pouvait résoudre ou qu'il n'avait aucun désir de résoudre. Que les forces réactionnaires n'aient pas eu l'intention de permettre à une défaite électorale de mettre fin à la situation, mais qu'elles aient été dès lors pleinement déterminées à mettre en œuvre une décision réelle par les armes, cela s'est avéré rapidement après la réunion du nouveau Parlement. L'appel sans équivoque du député monarchiste Calvo Sotelo⁷ aux dirigeants de l'armée à renverser la République a été la première donne de cette partie où est apparue l'ombre portée des événements à venir.

de plus en plus à droite. Il devait diriger plusieurs cabinets gouvernementaux au cours du Bienio Negro. C'est en réaction à l'entrée, le 4 octobre 1934, de trois membres de la CEDA de Gil Robles dans son gouvernement que se déclencha l'insurrection des Asturies.

6. Les élections du 12 février 1936 voient la victoire des organisations signataires du pacte qui, le 15 janvier, a constitué le Front populaire. Ces organisations sont : le PSOE, le PCE, le POUM, l'Union républicaine, la Gauche républicaine, le Parti républicain fédéral et, enfin, le Parti syndicaliste, formé à l'instigation d'un des dirigeants historiques de la CNT, Angel Pestaña. L'UGT, le syndicat socialiste, est également partie prenante du pacte. Les signataires s'entendent sur un programme minimum, de type réformiste, dont le premier point envisage l'amnistie la plus large pour tous les délits politiques et sociaux commis après l'avènement des droites au pouvoir, en novembre 1933.

7. José Calvo Sotelo (1893-1936). Après avoir été le leader, à Orense, du parti unique du régime de Primo de Rivera, l'Union patriotique, il est nommé, en décembre 1925, ministre des Finances par le dictateur. La République instaurée, il s'exile en France, où il se lie aux milieux d'Action française. En 1933, il va en Italie demander l'aide de Mussolini pour renverser le nouveau régime. Il revient en Espagne en mars 1934 pour fonder, à la fin de cette même année, le Bloc national, qui chasse sur les mêmes terres que la CEDA de Gil Robles. Après la défaite de ce dernier en 36, il devient la figure de proue de l'extrême droite espagnole. Son assassinat, le 13 juillet, en représailles à celui d'un lieutenant de la Guardia de Asalto, le socialiste José del Castillo, donne aux militaires le meilleur prétexte qui soit pour déclencher une opération préparée de longue main.

On sait généralement que le président Azaña⁸ était informé des intentions des généraux, mais le cabinet n'a pas bougé le petit doigt pour écarter le danger qui menaçait. Tout comme l'indécision complètement criminelle du gouvernement républicain avait été responsable en 1932 de la rébellion militaire de Sanjurjo, cette fois aussi, le gouvernement du soi-disant Front populaire permettait aux brigands proches de l'armée de nouer leurs basses intrigues sans qu'il fit un seul geste pour s'y opposer. Quand les premières nouvelles du soulèvement au Maroc ont atteint l'Espagne, le gouvernement était en réalité juste sur le point de remettre le ministère de la Guerre au général Mola.⁹ C'était alors trop tard. Mola était déjà en train de diriger ses troupes sur Madrid pour administrer le coup de grâce¹⁰ à la République.

De ces circonstances on savait tout en Espagne. La presse antifasciste — et spécialement les quotidiens de la CNT — avait souvent élevé la voix pour prévenir du danger qui approchait, mais le gouvernement du Front populaire, avec une impudente frivolité, jetait au vent toute précaution.

Ensuite, lorsque la rébellion fasciste a éclaté et qu'elle a été maîtrisée en quelques jours à Barcelone par l'héroïque résistance de la CNT et de la FAI, débarrassant ainsi la Catalogne de l'ennemi et réduisant à zéro les plans finement ourdis pour soumettre l'Espagne par une surprise stratégiquement bien organisée, on peut comprendre aisément que les travailleurs de Catalogne ne pouvaient pas s'arrêter à mi-chemin s'ils ne voulaient pas, à la prochaine occasion, être exposés une fois de plus au même danger. Et c'est pourquoi il s'en est suivi la collectivisation des terres et la prise en charge des usines par les syndicats de travailleurs et ce mouvement qui a été déclenché à l'instigation de la CNT et de la FAI s'est propagé avec une force irrésistible en Aragon, au Levant et dans d'autres parties de l'Espagne. Le putsch des fascistes avait mis l'Espagne sur le chemin d'une révolution sociale.

C'est ce tournant dans la situation qui a plongé les dirigeants du capital étranger investi en Espagne dans une profonde anxiété pour l'avenir de leurs monopoles. Si la rébellion des généraux contre leur propre peuple avait été une affaire purement espagnole, le gouvernement anglais n'aurait certainement pas hésité à protéger le capital britannique en Espagne.

La remise de tout un peuple aux bourreaux n'aurait certainement pas causé de sérieux cas de conscience aux diplomates anglais aussi longtemps que le but recherché aurait été atteint.

8. Manuel Azaña y Diaz (1880-1940), homme politique et écrivain. Docteur en droit de l'université de Saragosse, il rejoint le mouvement républicain sous la dictature de Primo de Rivera. À l'avènement de la République, il est nommé ministre de la Guerre dans le gouvernement provisoire de 1931, puis président du Conseil à partir d'octobre 1931. Il est un des principaux inspirateurs de la Constitution de la Seconde République adoptée cette même année. En 1935, il fonde Izquierda Republicana (Gauche républicaine), qui sera l'élément central du Front populaire sorti victorieux des élections de février 36. Le 19 de ce mois, il est nommé président du Conseil puis, après la destitution d'Alcalá Zamora, il devient président de la République.

9. Emilio Mola Vidal (1888-1937). Né à Cuba dans une famille d'officiers, il acquiert au Maroc, de 1907 à 1925, une expérience de militaire «africaniste», à l'instar de plusieurs des chefs du soulèvement de l'été 36. Promu général en 1927, il est nommé trois ans plus tard à la tête de la DGS (Direction générale de la Sécurité). Après la victoire du Front populaire, Azaña le désigne comme gouverneur militaire de Pampelune, bien que cette ville (et la région navarroise, plus généralement), de tradition carliste, soit un des foyers les plus ardents de l'opposition au régime républicain. De mars à juillet, Mola peut y œuvrer aux préparatifs du coup d'État militaire, qui comptera en Navarre sur le concours des milices carlistes, les requetés. Comme Sanjurjo, il meurt dans un accident d'avion, le 7 mai 1937, quelques jours après le bombardement de Guernica.

10. En français dans le texte.

Le rôle de l'Angleterre et de la France

Les politiques de Hitler et de Mussolini avaient placé le gouvernement conservateur d'Angleterre dans une position difficile. La défaite complète de Franco ouvrirait des perspectives inattendues au nouveau cours des choses en Espagne et donnerait une forte impulsion à l'œuvre de reconstruction sociale déjà commencée. Cependant, une victoire décisive de Franco devrait, selon toute vraisemblance, donner des résultats encore plus désastreux et renforcerait grandement la position politique de l'Allemagne et de l'Italie en Europe. Cela pourrait même être encore plus dangereux pour les monopoles anglais en Espagne qu'une révolution sociale, qui, vu les circonstances, serait peut-être obligée pour un temps plus ou moins long de faire certaines concessions au capital étranger afin d'éviter une confrontation violente avec les puissances étrangères. Et qui plus est, cela pourrait entraîner pour l'Angleterre et pour la France des conséquences politiques d'une ampleur imprévisible.

Dans son discours du 27 juin à Wurtzbourg, Hitler avait expressément affirmé que l'Allemagne avait tout intérêt à la victoire de Franco, car elle avait un besoin urgent du minerai espagnol pour réaliser son plan quadriennal. Dans le compte rendu officiel de ce discours, ce passage, il est vrai, avait été bien atténué, pour effacer la mauvaise impression qu'il était susceptible de causer en Angleterre. En tout cas, les Anglais savaient fort bien quels étaient les enjeux du moment. Les débats très animés à la Chambre des Communes en Angleterre le montrent très clairement. En 1935, l'Allemagne avait tiré de l'Espagne de grosses quantités de minerai de fer et de cuivre, mais les préparations militaires en Angleterre avaient grandement réduit les fournitures en provenance de cette source.

L'Italie est encore plus intéressée que l'Allemagne par les ressources naturelles de l'Espagne. Sa production de fer et d'acier s'élève actuellement à un million de tonnes par an, alors que ses besoins annuels réels s'élèvent à trois millions de tonnes : ce déficit doit donc être comblé par des apports venant de l'étranger. Or il se trouve que l'Espagne produit sept millions de tonnes de fer par an. Dans ces circonstances, on peut comprendre aisément pourquoi Mussolini «salive» devant les riches réserves de fer des provinces basques.

Néanmoins, dans l'actuelle lutte des grandes puissances européennes au sujet de l'Espagne, les richesses de son sol et de ses mines ne sont pas seules impliquées : d'autres réalités sont en jeu. Une victoire décisive de Franco jetterait l'Espagne dans les bras de l'Italie et de l'Allemagne et donnerait aux politiques de pouvoir de Mussolini et de Hitler un point d'appui qui mettrait l'Angleterre et la France dans le plus grand danger. L'emprise sur les côtes espagnoles d'une flotte allemande et italienne groupée, avec des installations portuaires appropriées pouvant héberger les forces aériennes des deux pays, couperait la France de ses colonies et, en cas de guerre, mettrait en grand péril le transport des troupes coloniales françaises depuis l'Afrique du Nord, si elle ne le rendrait pas radicalement impossible. Sans considérer le fait que la présence d'un voisin fasciste au-delà des Pyrénées compliquerait grandement la défense de la frontière française.

De plus, dans un tel cas, le site stratégique de Gibraltar perdrait toute sa valeur pour l'Angleterre. La prédominance de l'Angleterre en Méditerranée s'en trouverait limitée

et l'hégémonie anglaise au Proche-Orient perdrait ses bases stratégiques. L'Égypte, la Palestine, l'Irak et même l'Inde seraient directement menacés et l'introduction de sentiments nationalistes dans ces pays par une propagande italienne bien orchestrée ferait le reste. On n'est pas près d'oublier, en Angleterre, le discours de Mussolini aux Libyens dans lequel il s'est flatté d'être le protecteur de l'Islam et du mouvement pour l'unité du monde arabe.

Et c'est dans cette conjoncture que se trouve toute l'explication de l'attitude de l'Angleterre à l'égard de la question espagnole. C'est elle qui a déterminé la soi-disant «politique de neutralité» des diplomates anglais et français, qui ne semble incompréhensible que pour ceux qui pensent que le conflit actuel entre les deux différents groupes de puissances européennes ne porte que sur des principes abstraits tels que la démocratie et le fascisme. À celui qui est assez naïf pour juger de la situation de ce seul point de vue, l'apparente cécité des hommes d'État anglais et français doit donner un sérieux mal de tête. Mais c'est qu'il n'aura pas compris du tout le fond du problème.

Des mots de ralliement comme fascisme et démocratie joueront peut-être un rôle dans la guerre qui vient, de même que le slogan «la guerre de la démocratie contre le militarisme prussien» a servi de mobile à la guerre mondiale. Que le «tsarisme» russe soit du côté de la «démocratie militante» aurait pu, c'est certain, paraître plutôt suspect, même pour des gens crédules, si, en cette haute époque d'hypocrisie, nos propres idées avaient encore été aptes à jouer quelque rôle que ce soit.

Non, les potentats des bords de la Tamise ne sont ni aveugles ni de faible entendement. Celui qui le croit se leurre et leurre les autres, et prouve seulement qu'il est lui-même aveugle devant les faits tels qu'ils sont. A vrai dire, ces hommes savent très bien ce qu'ils sont en train de faire. Il se peut que leurs calculs soient faux et qu'ils soient dépassés par des événements qui sont, en dernier ressort, plus forts que tous leurs échanges diplomatiques pleins de finasseries. Car le jeu risqué des dictateurs peut évoluer de façon aussi imprévisible qu'une révolution, qui a sa propre logique. En réalité, ils ne sont pas aveugles.

La tactique de la diplomatie anglaise a toujours été de jouer une puissance contre les autres afin de maintenir l'hégémonie anglaise sur le continent. Cette tactique a été déterminée par la position de pouvoir qu'occupe l'Empire britannique dans le monde. L'Angleterre ne pouvait se maintenir dans ses colonies éparpillées à travers tous les continents qu'aussi longtemps qu'elle était capable de leur garantir une protection contre une attaque étrangère. Ce qui n'est possible que si son prestige reste entier en Europe. Dès l'instant où l'Angleterre perdra son influence politique en Europe, elle n'aura plus de certitude quant à la cohésion interne de son empire mondial.

Tant que la mer fournissait des fortifications naturelles à leur pays natal et que les côtes anglaises pouvaient être protégées de toute attaque extérieure par une flotte puissante, il était relativement facile pour les potentats anglais de maintenir leur position dominante en Europe. De plus, l'énorme supériorité économique de l'Empire britannique permettait à ses hommes d'État d'exercer une influence efficace sur les politiques des différents États du continent européen et de prévenir une forte coalition anti-britannique de ces mêmes États. Napoléon en avait fait, à ses dépens, la triste expérience. Mais la conquête des airs et l'extraordinaire développement des moyens techniques de la guerre moderne ont changé complètement les anciens statuts et une invasion des îles Britanniques, tête de l'Empire, est tout à fait du domaine du possible à condition qu'une solide alliance entre les puissances européennes se construise dans ce but.

C'est pour cette raison que l'Angleterre, aujourd'hui plus que jamais, doit pouvoir s'appuyer sur des alliances solides pour faire face à ce péril. En l'occurrence, les timoniers de l'État anglais ne s'embarrassent guère du choix de leurs alliés aussi longtemps que ces

derniers servent à leur stratégie de défense. Voilà la raison de toute la politique étrangère de l'Angleterre, qui, depuis la guerre mondiale, et de Sir John Simon à Anthony Eden, a tout simplement été un sabotage de la soi-disant Société des nations, lui laissant les mains libres pour les alliances qui lui offriraient le plus grand avantage dans n'importe quelles circonstances.

Les diplomates anglais ont gardé cette même stratégie en ce qui concerne la situation en Espagne depuis le tout début, après avoir d'abord obtenu la complaisance de la France et de la Russie envers leurs desseins. D'une part, ils n'ont négligé aucun moyen pour rendre impossible une victoire de la révolution sociale en Espagne. D'autre part, ils ont permis au gouvernement de Valence¹ de recevoir juste assez d'aide pour empêcher une victoire rapide de Franco, qui, juste à ce moment-là, aurait pu être un grand avantage pour l'Italie et l'Allemagne. Il est de l'intérêt de l'Angleterre et de la France que cette guerre meurtrière suive son cours jusqu'à ce que, à un moment donné, elle puisse se terminer par un compromis où aucune des parties n'aurait la possibilité de dicter les termes d'une paix que, de l'extérieur, on souhaite imposer à l'Espagne.

Plus la guerre dure, plus il doit devenir difficile pour Hitler et Mussolini de continuer à soutenir Franco. Plus complètement les ressources matérielles de l'Allemagne et de l'Italie s'épuiseront avec le temps, plus ces deux puissances seront affaiblies pour une guerre mondiale. On sait très bien que, ces deux dernières années, le développement économique en Allemagne et en Italie a pris un caractère qui les conduit de plus en plus vite à la catastrophe. Mais, tant qu'il refusera d'accéder aux conditions secrètes offertes par l'Angleterre et la France, Franco va dépendre entièrement de l'assistance des deux États fascistes. Aujourd'hui, il réclame de ses alliés 125.000 hommes de plus, 500 avions, 50 pièces d'artillerie, avec un nombre correspondant de chars, afin de pouvoir ouvrir une nouvelle offensive contre Madrid et, en même temps, sur le front de Teruel. La lutte pour Bilbao lui a coûté 20.000 hommes et 20% de son matériel de guerre.

Même si l'Allemagne et l'Italie décidaient de lui fournir cette aide, cela ne changerait rien à la situation générale. L'Angleterre et la France prendront le gouvernement de Valence sous leur aile pour rétablir l'équilibre perturbé.

L'offensive loyaliste menée sur le front de Madrid et dans le Sud immédiatement après la chute de Bilbao en est la meilleure preuve.²

1. Le 19 octobre 1936, alors qu'on juge imminente la chute de Madrid, le président Manuel Azaña quitte la capitale pour Valence, en compagnie de trois de ses ministres. Le 5 novembre, à la veille des premières attaques contre Madrid, il est imité par le gouvernement entier, dirigé alors par le socialiste de gauche Largo Caballero.

2. Bilbao est occupée par les troupes «nationales» le 19 juin 1937, soit un peu plus d'un mois après le bombardement de Guernica (26 avril) par la Légion Condor allemande du général von Sperrle.

Sous le fouet des puissances étrangères

Dans cette partie d'échecs qui a lieu en Espagne, les diplomates anglais ont fait tout leur possible pour éviter le danger d'une guerre européenne, qui juste à ce moment-là n'était pas souhaitable pour l'Angleterre. Ils se sont accommodés avec calme de toute l'effronterie cynique de Hitler et de Mussolini — une chose qui doit paraître incompréhensible à beaucoup — mais ils n'ont pas un seul instant perdu leur but de vue. Ils étaient prêts à acheter la paix à «presque n'importe quel prix», comme l'a exprimé Eden, le ministre des Affaires étrangères anglais, mais ils avaient aussi des idées claires et savaient très bien jusqu'où ils pouvaient aller dans ce jeu dangereux. Le discours de Chamberlain devant ses électeurs à Birmingham le 3 juillet et le discours d'Eden à Coughlan le même jour ont levé les derniers doutes à ce sujet.

Les deux discours ont été prononcés à l'intention d'Hitler et de Mussolini et ils étaient on ne peut plus clairs. Eden affirmait que l'Angleterre ne s'intéressait nullement à la forme du gouvernement en Espagne mais il a vivement ajouté :

«Cela ne signifie pas, cependant, que nous ne nous y intéresserons pas si les intérêts britanniques à l'intérieur du pays ou sur la frontière maritime de l'Espagne et dans les voies de communications commerciales le long de la côte espagnole sont mis en question.»

Ainsi, le ministre des Affaires étrangères britannique n'a laissé planer aucun doute sur le fait que l'Angleterre ne veut concéder à aucune puissance européenne une position dominante en Méditerranée, puisque cela mettrait nécessairement en péril l'hégémonie britannique au Proche-Orient, ni sur le fait que son gouvernement est déterminé, en cas de besoin, à recourir à la guerre, en dernier ressort, pour protéger les intérêts vitaux de l'Empire britannique dans le monde. On n'ignore pas que, jusqu'à maintenant, l'Angleterre n'a négligé aucun moyen et a exercé la plus forte pression sur le gouvernement espagnol pour l'amener à s'entendre avec Franco au moment opportun. C'était le seul moyen d'inciter Franco à s'écarter de l'influence de l'Italie et de l'Allemagne et à accepter les conditions de paix proposées par l'Angleterre et la France. Dans ce but, la diplomatie anglo-française a maintenu des contacts avec les parties prenantes, et des agents étrangers ont essaimé dans toute l'Espagne pour créer le sentiment nécessaire à un accord. Quand la chute de Madrid a paru inévitable, ils sont même entrés en contact avec le général Miaja¹ pour essayer de le gagner à l'idée d'une dictature militaire, pour laquelle, aux yeux des diplomates étrangers, il semblait être l'homme qui convenait. Pour des raisons qui lui appartiennent, Miaja a rejeté la proposition.

Toutes ces manœuvres ne sont pas restées cachées des révolutionnaires espagnols. La presse quotidienne de la CNT et autres organes du front antifasciste apportaient presque chaque semaine un nouvel exposé des activités souterraines des diplomates étrangers et de leurs acolytes en Espagne. Et les quotidiens de la grande bourgeoisie à l'extérieur se

1. José Miaja Menant (1878-1958). Nommé commandant en 1911 au cours de la guerre du Maroc, il devient général en 1932. Bien qu'appartenant à l'UME (Union militaire espagnole), un cercle militaire clandestin créé en 1933 afin de renverser la République, il se range du côté du gouvernement légal en juillet 36. Au début novembre de la même année, il est fait président de la Junta de Defensa de Madrid.

donnaient le plus grand mal pour rendre un accord avec le fascisme acceptable aux yeux des éléments hésitants en Espagne. Ainsi le grand journal conservateur *Le Temps* à Paris a écrit de façon très significative pendant la récente crise au sein du gouvernement de Valence :

«Il n'est en aucun cas exclu que certains éléments du front antifasciste prêtent une oreille attentive à des conseils de conciliation venant d'outre Pyrénées. La chute de Madrid et les troubles politiques qui en ont résulté pourraient être favorables à la formation d'un gouvernement de coalition des républicains de gauche et des socialistes du type Prieto.² Un tel gouvernement serait plus réceptif à une proposition d'entente réciproque et servirait mieux l'Espagne républicaine que ne le ferait une guerre sans espoir.»

L'éviction du cabinet Largo Caballero et la reprise du gouvernement par le cabinet du bourgeois-communiste Negrín,³ qui a eu lieu juste après, montre à quel point les éditeurs du *Temps* étaient supérieurement informés. Sans aucun doute les hommes d'État à Londres et à Paris croyaient que leur temps était venu et que le gouvernement Negrín leur fournirait les bases qui leur permettraient de réaliser leurs plans. On sait que l'Angleterre avait utilisé le gouvernement basque pour ouvrir des négociations avec Franco. L'idée était que par ce moyen il aurait été possible d'éviter la chute de Bilbao, où les intérêts économiques immédiats de l'Angleterre étaient le plus sérieusement menacés. Si ces négociations n'ont produit aucun résultat, c'est parce que Hitler et Mussolini étaient aussi fortement intéressés par la possession des minerais de fer du Pays basque qui mettrait entre leurs mains un atout solide contre l'Angleterre. Le fait que les troupes italiennes et l'aviation allemande aient joué un rôle décisif dans la bataille pour Bilbao montre quelle importance avait la conquête de cette ville pour l'Allemagne et l'Italie. Ce n'est pas Franco, mais le général allemand von Faupel,⁴ qui a pris Bilbao. Par là même, et contrairement aux souhaits de la France et de l'Angleterre, la fin de la guerre se trouvait une fois de plus indéfiniment repoussée.

L'intention des hommes d'État anglo-français était, et est encore, de terminer la guerre à la première occasion favorable et, grâce à une entente entre les cercles loyalistes conservateurs et Franco, d'imposer à l'Espagne une forme de gouvernement qui respectera les anciens privilèges de l'Angleterre et sera assez fort pour protéger le capital étranger contre les attaques des «extrémistes». Les extrémistes, cependant, représentent en ce cas les grandes masses d'ouvriers et de paysans, et surtout de la CNT-FAI, qui avaient proclamé que la guerre ne pouvait aboutir à une conclusion victorieuse que si elle était menée dans l'esprit d'une révolution sociale et apportait au peuple une complète transformation de ses conditions de vie. C'est ce que le gouvernement conservateur anglais craignait le plus, et qui était devenu tangible grâce aux efforts de socialisation des ouvriers et des paysans. Éliminer ce danger a été, et est toujours, sa tâche la plus importante. Les moyens envisagés à cet effet par les tories anglais, Winston Churchill les a clairement énoncés dans ses propositions pour régler le problème espagnol, quand il a parlé de la

2. Indalecio Prieto (1883-1962). Membre du PSOE, il est élu aux Cortes en 1919. Il est ministre des Finances d'avril à décembre 1931, puis ministre des Travaux publics entre décembre 1931 et septembre 1933. À partir de l'année 1934, il devient le leader de la faction modérée du parti socialiste, opposée à celle de Francisco Largo Caballero, qu'on appelle alors le «Lénine espagnol». Il entre néanmoins dans les deux gouvernements formés par celui-ci, et y tient le portefeuille de l'Air, et de la Marine. Il est ministre de la Guerre dans le premier cabinet Negrín.

3. Juan Negrín López (1892-1956). Physiologiste de formation, il entre en politique en 1929, au sein du PSOE. Il est nommé ministre des Finances dans les deux gouvernements de Largo Caballero. Après les faits du mois de mai 1937, il est appelé à la présidence du Conseil par Azaña. Il mène alors une politique franchement pro-communiste, ce qui l'éloigne tant de Prieto que d'Azaña lui-même.

4. Le général Wilhelm von Faupel était, de fait, l'ambassadeur de l'Allemagne nazie auprès du gouvernement de Salamanque.

nécessité d'une «dictature neutre» d'une durée de 5 ans pour «tranquilliser» le pays. Plus tard, on pourrait «peut-être penser à rétablir des institutions parlementaires».

Les ouvriers et paysans espagnols savent par expérience à quoi ressemblerait une telle «dictature neutre». L'affreuse répression du soulèvement des Asturies en octobre 1934, et les horribles massacres perpétrés par les fascistes incendiaires à Séville, Saragosse, Badajoz,⁵ Malaga et en bien d'autres lieux, dont des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ont été les victimes, parlent un langage trop clair pour n'être jamais oublié. On savait, en Espagne, ce que signifie une «dictature neutre».

Toute l'horreur de l'ordre capitaliste consiste juste en ceci : sans pitié et dépourvu de toute humanité, il passe à grands pas sur les cadavres de peuples entiers pour sauvegarder un droit brutal d'exploitation et sacrifie le bien-être de millions de gens aux intérêts égoïstes de minuscules minorités. L'Espagne est aujourd'hui la victime de puissances impérialistes étrangères qui règlent leurs différends sur le dos du peuple espagnol, et qui, sans une trace de considération morale, sont en train de plonger dans la ruine un pays tout entier où, en toute conscience et en droit, elles n'ont rien à faire ni à chercher. Sans l'intervention des puissances étrangères, la rébellion des bandits fascistes aurait été réglée en quelques semaines, parce qu'elle avait la majorité du peuple espagnol contre elle.

Des tyrans étrangers comme Hitler et Mussolini, qui ont transformé leurs propres pays en lieux de sauvage barbarie intellectuelle et en tombeaux de la liberté, ont fourni aux bourreaux fascistes de l'Espagne les moyens d'imposer la guerre au pays et d'étrangler leur propre peuple. Mais les «grandes démocraties» d'Europe ont lié les mains du peuple espagnol et exposé des millions d'êtres humains à toutes les horreurs du meurtre de masse, afin de pouvoir, au moment voulu, convertir à l'avancement de leurs propres objectifs les résultats d'une résistance dont l'héroïsme n'a pas d'exemple dans l'histoire. Et Staline se fait volontairement l'acolyte des puissances impérialistes dans ces objectifs, et le défenseur de la contre-révolution, contre la grande masse des ouvriers et des paysans espagnols.

C'est la troisième fois que des puissances étrangères sont intervenues les armes à la main dans la lutte du peuple espagnol pour ses droits et ont soutenu la cause de la contre-révolution, contre la libération du peuple. En 1823, l'invasion d'une armée française liquida le libéralisme espagnol et conduisit Riego⁶ à la potence, livrant le pays à la condamnable tyrannie de l'un des despotes les plus sanglants qui ait jamais déshonoré un trône. En 1873, les vaisseaux de guerre anglais et prussiens aidèrent le général Pavía

5. Le cas de Badajoz illustre on ne peut mieux l'inanité des tentatives des historiens «objectifs» qui renvoient dos à dos les «rouges» et les «blancs» et voudraient mettre sur le même plan la terreur des uns et celle des autres. Dans le livre *Morir, matar, sobrevivir* (sous la direction de Julian Casanova, Editorial Critica, 2002), Francisco Espinosa note que le nombre des victimes des «jours rouges» de Badajoz — les quelques jours qui suivent l'échec du coup dans cette ville d'Estrémadure et précèdent la venue des colonnes «nationales» — fut de 11 dans la ville même et de 300 dans les zones environnantes. En revanche, le nombre des victimes de la terreur «blanche» qui s'exerce d'août à la fin de l'année s'élève à... 5.103, pour un total de 6.446 entre cette année-là et 1945.

6. Rafael del Riego y Nuñez (1785-1823), général et homme politique. Gagné aux idées libérales, il fut un des dirigeants de la révolte de Cadix en 1820. Devenu capitaine général de l'Aragon, il s'oppose aux Bourbons. Une fois destitué, il prend la tête du parti dit des «exaltés» et, à ce titre, est élu au Parlement en 1822. Il lutte contre l'expédition française, les «cent mille fils de Saint-Louis», qui parvient à rétablir Ferdinand VII — le «despote» auquel Rocker fait allusion — dans tous ses pouvoirs. Riego est pendu en 1823. Il donnera son nom à un chant révolutionnaire, *El Himno de Riego*, qui, de 1931 à 1939, sera l'hymne officiel de la Seconde République espagnole.

à étrangler la Première République espagnole.⁷ A une plus grande échelle aujourd'hui, le même drame se joue à nouveau.

7. La Première République espagnole fut proclamée en février 1873. Le général Manuel Pavía y Rodriguez (1827-1895), capitaine général de Madrid, y mit fin le 3 janvier 1874, en dissolvant les Cortes par la force.

Le rôle de la Russie

Que l'Angleterre et la France aient adopté une telle attitude face à la guerre civile en Espagne n'est pas surprenant pour quiconque tient compte des causes profondes des problèmes sociaux. Toutes deux sont deux grands États capitalistes, dont les politiques intérieures et extérieures se déterminent selon des principes basés sur les privilèges économiques et les considérations de pouvoir politique. C'est là, en vérité, la malédiction du système social actuel, dont l'inévitable logique agit d'une façon plus désastreuse à chaque nouveau stade de son développement. La caste des politiciens de pouvoir ne s'est jamais laissée guider par des principes d'éthique. Supposer que ses représentants d'aujourd'hui sont plus sensibles aux impératifs de justice sociale et à des aspirations humainement valables serait faire preuve d'un impardonnable aveuglement.

Bien plus significative est l'attitude du gouvernement russe face à la question espagnole. Que nous ayons eu la plus légère illusion de ce côté-là, certes non. Nous avons prévu les résultats inévitables de la dictature bolchevique depuis ses tout débuts, et ses derniers développements en Russie ont confirmé nos opinions en tout point. La soi-disant «dictature du prolétariat», en laquelle les âmes naïves souhaitaient voir une étape de transition passagère mais inévitable vers le socialisme réel, s'est transformée, sous la domination de Staline, en un despotisme effrayant qui n'a rien à envier à la tyrannie des États fascistes, et va en vérité au-delà sous nombre d'aspects — un despotisme qui supprime toute liberté d'opinion avec une sanglante brutalité, et qui traite la vie et le destin des êtres humains comme s'ils étaient des objets inanimés.

Malheureusement, seule une petite minorité a estimé correctement dès le début les événements de Russie et, aujourd'hui encore, il y a dans chaque pays des centaines de milliers d'hommes qui sont complètement aveugles devant la réalité en Russie. Nous ne parlons pas ici des scribes étrangers à la solde du gouvernement russe qui, avec le plus grand cynisme, défendent même les crimes les plus révoltants des autocrates russes et, sur ordre, portent aux nues ce qu'hier encore ils auraient foulé aux pieds. Non, nous pensons à ces milliers d'êtres humains, honnêtes mais complètement aveugles, qui, avec un fanatisme inégalé, travaillent à atteindre un objectif qui entraînerait l'extermination brutale de toute liberté et de toute dignité humaine.

De nos jours, la réaction ne trouve pas seulement à s'exprimer dans des systèmes de pouvoir politique dont les symboles vivants sont des tyrans du genre de Hitler, de Mussolini ou de Staline. Sa force actuelle réside dans la foi aveugle des masses qui justifie n'importe quelle atrocité du moment qu'elle est perpétrée d'un certain côté, et condamne impitoyablement tout ce qui s'oppose à cette violation abjecte de la personnalité humaine. C'est la dictature de la déraison, qui ne reconnaît ni ne respecte les opinions de personne, et qui, au commandement, se laisse entraîner aux actions les plus viles parce qu'elle est entièrement déstituée de responsabilité personnelle.

Ce fanatisme aveugle, faisant de n'importe quel jugement critique un péché contre l'infailibilité du dictateur, rend ces masses tout à fait incapables de percevoir la grande transformation politique qui s'est produite en Russie depuis la mort de Lénine. Si bien qu'elles plaident avec le même zèle fanatique pour des choses qui, il y a seulement quelques années, étaient dénoncées par les autocrates russes comme «contre-révolutionnaires» et «trahison du prolétariat».

Non que ce soit notre propos ici de jouer Lénine contre Staline, comme le font ceux qui, très nombreux aujourd'hui, ont rompu avec Moscou et ont trouvé refuge dans l'une ou l'autre des nombreuses oppositions communistes. Lénine, Trotski et tous les autres qui sont devenus les victimes de Staline n'ont fait que lui débayer le chemin. Ils ont préparé les fondations sur lesquelles le prétendu «stalinisme» devait s'élever par la suite. Celui qui pense que la liberté est un préjugé bourgeois,¹ celui qui défend l'hypocrisie, la tromperie et la ruse comme instruments tolérables dans une guerre, comme l'a fait ouvertement Lénine, détruit par là même tout lien éthique entre les hommes, annihile la confiance d'un camarade en son camarade, et ne doit pas s'étonner quand la graine qu'il a semée porte ses fruits. La grande transformation que, une étape après l'autre, Staline a opérée n'était que le résultat logique de l'œuvre de ses prédécesseurs. Aujourd'hui, ce changement ne se manifeste pas seulement en Russie : il marque toutes les tactiques de tous les partis communistes à l'étranger qui n'ont jamais été autre chose que les instruments de la politique extérieure de la Russie. C'est ce que montre avec une clarté impressionnante l'attitude du gouvernement de Staline à l'égard du problème espagnol.

Durant les trois premiers mois de la rébellion fasciste, c'est à peine si la presse russe s'est inquiétée des événements d'Espagne. Staline était pleinement occupé à aligner ses anciens amis contre un mur et à mener à son terme la liquidation du vieux Parti communiste de Russie. S'il s'était réellement soucié de venir un tant soit peu en aide au peuple espagnol dans sa lutte désespérée contre les hordes de Franco, il aurait eu la meilleure occasion pour le faire dans les quelques premiers mois de la guerre antifasciste, car juste à cette époque-là, le peuple combattant n'avait presque pas d'armes face à un ennemi armé jusqu'aux dents auquel le fascisme allemand et italien fournissait toute l'assistance possible. Irún et Saint-Sébastien ne sont tombés² que parce que leurs défenseurs manquaient de l'armement nécessaire pour continuer leur résistance héroïque. Si Franco n'a pu alors soumettre l'Espagne comme il l'avait espéré, ce n'est pas grâce à la Russie mais principalement grâce à la résistance héroïque de la CNT et de la FAI qui ont débarrassé la Catalogne de l'ennemi — un fait qui, à l'époque, a été reconnu sans réserves par tout le monde et que même la presse de Franco n'a pas nié.

La première intervention de la Russie dans les affaires espagnoles a été sa signature du prétendu pacte de neutralité³ qui avait pour seule motivation les intérêts impérialistes de l'Angleterre et de la France. L'immoralité de ce pacte, dès le départ, résidait dans le fait qu'il plaçait le gouvernement du Front populaire, sorti des élections de février 1936, sur le même pied que les généraux mutins qui avaient commis un acte de haute trahison contre la République et cherchaient à la renverser par la force — une chose que, par exemple, le gouvernement républicain de Mexico n'avait pas faite. Quand le Parti communiste français a tout d'abord poussé les hauts cris contre ce pacte et accusé le

1. En français dans le texte.

2. La ville d'Irún est occupée par les troupes de Mola dès le 5 septembre 1936. Elles s'emparent de Saint-Sébastien le 13 du même mois.

3. Le pacte de non-intervention est annoncé le 2 août 1936, quand l'ambassade française en Angleterre présente à Georges Mounsey — responsable du département de l'Europe occidentale au Foreign Office — une proposition du gouvernement français en vue de parvenir à un accord anglo-franco-italien de non-intervention en Espagne. Les démarches anglo-françaises se heurtent aux manœuvres dilatoires de l'Italie et de l'Allemagne, qui, avec le Portugal, apportent déjà un soutien considérable au soulèvement militaro-fasciste. Cela n'empêche pas, toutefois, le gouvernement de Mussolini d'adhérer, le 21 août, au pacte dit de non-intervention, imité, le même jour, par le Portugal. Le 23, c'est au tour de l'URSS d'accepter le pacte de neutralité. Enfin, le lendemain, l'Allemagne souscrit au pacte. L'adhésion allemande suppose formellement l'entrée en vigueur de l'accord de non-intervention, qui bénéficie de l'appui de 27 États européens. On décide peu après de l'institution du Comité de supervision de l'accord. Le 9 septembre, les représentants de 26 gouvernements européens se réunissent dans les locaux du Foreign Office et y constituent le Comité international pour l'application de l'accord de non-intervention en Espagne.

gouvernement français de trahir la République espagnole, il a suffi à Léon Blum d'attirer l'attention sur le fait que la Russie avait été la première puissance à signer le pacte, et que, par conséquent, l'acte de trahison était imputable à Staline.

La Russie était liée à la France par un rapprochement militaire dirigé contre l'Allemagne.⁴ C'est pourquoi l'Allemagne essayait, par tous les moyens, de briser cette alliance et, pour ce faire, organisait contre la France toutes les formes possibles de pression politique. La Russie était bien consciente du danger et faisait tous ses efforts pour contrer la politique de Hitler jusqu'au point même de prendre la défense des intérêts impérialistes de l'Angleterre et de la France en Espagne. Ce ne sont pas les fameux «intérêts de classe du prolétariat», mais l'intérêt national de l'État russe qui a conduit Staline à prendre cette attitude. Dès lors, l'Angleterre et la France étaient en état d'opposer la Russie aux ambitions de Hitler et de Mussolini tandis qu'elles continuaient à ourdir leurs propres plans, qui avaient pour objectif d'empêcher une victoire décisive de Franco et, en même temps, de bloquer la révolution sociale en Espagne.

Les travailleurs communistes dans les autres pays n'étaient naturellement pas à même de percer à jour les manigances qui se déroulaient en coulisses, et ils étaient heureux parce que, de temps à autre, la Russie envoyait au gouvernement loyaliste de plus ou moins grandes quantités d'armes et de provisions. Ils ne soupçonnaient naturellement pas que ceci se faisait aussi avec l'approbation de la France et de l'Angleterre qui respectaient les clauses du pacte de neutralité aussi peu que le faisaient Hitler et Mussolini et approuvaient tacitement l'envoi d'armes en Espagne dans la juste mesure où cela s'accordait avec leurs plans. Mais ce que la presse communiste cachait diligemment à ces lecteurs, c'était le fait que le gouvernement russe n'avait jamais livré une seule cartouche aux Espagnols qui n'ait été payée au prix fort et comptant par le gouvernement de Valence.⁵

Mais la Russie ne se contentait pas d'envoyer de temps en temps un bateau d'armes aux loyalistes espagnols. Ses agents secrets, et plus particulièrement ses représentants officiels à Madrid, Valence et Barcelone, s'employaient par tous les moyens à semer la discorde dans les rangs du front antifasciste et à faire pression sur le gouvernement espagnol pour l'inciter à prêter une oreille favorable aux murmures de la diplomatie anglo-française. Le gouvernement de Staline était, tout à fait délibérément, en train de favoriser les activités secrètes des grandes puissances capitalistes et la cause de la contre-révolution contre les efforts des ouvriers et des paysans espagnols pour se libérer. L'Angleterre et la France ne pouvaient pas avoir de meilleur émissaire. Parce que leurs efforts éveillaient une méfiance justifiée, les agents russes pouvaient agir tout à fait ouvertement,

4. La France et l'URSS avaient signé, le 29 novembre 1932, un pacte de non-agression. Le 2 mai 1935, les deux pays vont un peu plus loin et conviennent d'un pacte bilatéral d'assistance mutuelle. Hitler profitera de la ratification de ce traité par le Parlement français pour ordonner, le 7 mars 1936, la remilitarisation de la Rhénanie.

5. Le 15 octobre 1936, au lendemain même d'une allocution de Franco, protestant à Burgos contre l'usage que fait le «soit-disant gouvernement de Madrid» des réserves d'or du pays, et alors que l'offensive sur la capitale est imminente, Francisco Largo Caballero prend la décision d'envoyer une partie de cet or (quelque 500 tonnes, soit la moitié environ des réserves espagnoles) en URSS. Cette décision faisait suite aussi aux difficultés éprouvées par le gouvernement républicain afin d'acquérir le matériel nécessaire pour se défendre contre l'agression des militaires et des fascistes, mais aussi à l'indécision du gouvernement lui-même. Les 500 tonnes d'or sont acheminées à Carthagène et on commence à les charger dans quatre navires russes dès le 23 octobre. L'opération est terminée le 25 et, début novembre, les navires sont à Odessa. Elle a été menée dans le plus grand secret, entre autres raisons parce que le gouvernement craignait, depuis le mois d'août, que les anarchistes ne s'emparent par la force des réserves d'or et les transfèrent à Barcelone, où, selon eux, elles seraient plus à l'abri des «nationaux» qu'à Madrid. Mais le Comité national de la CNT recula finalement devant les retombées possibles d'une telle action, qui d'après Diego Abad de Santillán, n'aurait fait qu'augmenter l'animosité contre la Catalogne (Cf. *Por qué perdimos la guerra*, p. 140-141).

car personne n'allait supposer que la prétendue «patrie du prolétariat» pouvait se prêter à une aussi basse trahison de la cause d'un peuple splendide. C'est en toute justice que le député britannique McGovern⁶ a déclaré au dernier congrès de l'ILP (Parti travailliste indépendant)⁷ de Grande-Bretagne : «Les travailleurs d'Espagne ont non seulement dû faire face aux forces de Franco, d'Italie et d'Allemagne, mais aussi au soutien que leur apportaient avec beaucoup de ruse les classes dirigeantes britanniques. Le gros business londonien s'aligne fermement derrière Franco.

Indubitablement, la Russie avait apporté une aide appréciable, mais qui n'aurait jamais dû s'accompagner d'une domination politique quelconque. Il est honteux que l'envoi des armes ait été accompagné de la tentative de dominer l'ensemble du mouvement politique en Espagne.»

6. En compagnie de l'universitaire français Félicien Challaye, John McGovern fut chargé d'une enquête sur les disparitions de certains militants révolutionnaires dans l'Espagne républicaine. Son rapport est présenté devant l'ILP et le Bureau international des partis socialistes révolutionnaires et paraît en 1938 sous le titre *Terror in Spain. La Révolution prolétarienne*, la revue syndicaliste révolutionnaire de Pierre Monatte et ses amis, se charge de l'éditer en langue française dans son numéro du 25 janvier 1938.

7. L'ILP fut fondée par le socialiste écossais Keir Hardie en 1893. Bien plus à gauche que le Labour Party, il est surtout implanté en Écosse. Très proche, en 1936, des positions du POUM espagnol, il envoie un contingent de ses militants pour lutter au côté des organisations ouvrières espagnoles. L'un d'entre eux, Bob Smillie (petit-fils d'un dirigeant connu des mineurs écossais), meurt en prison à Valence dans des circonstances mal élucidées (Cf. Bernard Crick, *Orwell, une vie*, Éditions Climats, 2003, p. 364). George Orwell fut le plus fameux des «compagnons de route» de ce parti socialiste indépendant.

La grande transformation en Russie et ses conséquences

En ce qui concerne à la fois sa politique intérieure et extérieure, la Russie a aujourd'hui les deux pieds dans le camp de la contre-révolution. Staline a organisé son propre Thermidor afin de se débarrasser des derniers représentants du vieux bolchevisme qui pouvaient, d'une manière ou d'une autre, être dangereux pour ses plans. Mais ces plans culminaient dans le renoncement à tous les anciens principes politiques du vieux Parti communiste de Russie et la mise en place d'une sorte d'aristocratie soviétique qui s'appuie sur un nouvel appareil bureaucratique, débarrassé de tous les vieux éléments afin d'amener les grandes masses paysannes et ouvrières sous sa domination. La soi-disant «Constitution démocratique»,¹ la plus grande farce que le monde ait jamais vue, ne sert qu'à voiler les intentions réelles des autocrates russes et à leur donner un aspect différent pour le monde extérieur.

Bien sûr, il est normal que ce changement de nature de la dictature russe ait aussi une influence sur l'attitude des partis communistes à l'étranger. Qu'un mouvement vers la droite se soit engagé et que les partis communistes défendent aujourd'hui des choses auxquelles, il y a seulement quelques années, ils étaient violemment opposés, même les plus aveugles peuvent le voir. Mais les raisons profondes de ce changement qui bafoue les principes même du vieux Parti, défendus par Lénine et ses amis, restent cachées pour la plupart des gens.

Quand Lénine a avancé ses «21 points» pour souder les partis communistes du monde entier dans une organisation fortement centralisée, qui obéirait aveuglément à tous les ordres venus de Moscou, il avait en vue un objectif bien défini. Il voulait donner au mouvement prolétarien dans chaque pays une direction fixe et le protéger de toute alliance avec des partis bourgeois ou soi-disant mencheviks. Qu'une situation révolutionnaire se développât dans n'importe quel pays, les travailleurs devaient se mettre immédiatement à la tâche pour se saisir du pouvoir politique à leur profit et, par l'intermédiaire de «soviets» copiés sur le modèle russe, procéder à l'expropriation des terres et des usines sans faire de compromis avec les autres factions. Qui plus est, la Russie devait offrir toute l'assistance morale et matérielle possible à ces efforts.

Nous n'avons pas ici pour but de porter un jugement critique sur de telles tactiques. Notre seule préoccupation est d'établir les faits afin de montrer qu'entre les présentes tactiques de Staline et de ses acolytes, et les principes défendus par Lénine, il n'y a aucune convergence mais qu'ils sont aussi incompatibles que l'eau et le feu. Ce sont essentiellement ces principes de Lénine qui ont provoqué la rupture avec les grands partis socialistes étrangers, dont il a combattu les dirigeants avec acharnement et qu'il a ouvertement mis au pilori en tant que «traîtres au prolétariat». Par exemple en Allemagne, où les sociaux-démocrates pensaient qu'il fallait d'abord consolider la République, à l'intérieur et à l'extérieur, avant qu'il soit possible de procéder par la réforme sociale à l'ins-

1. La Constitution stalinienne est adoptée à l'occasion du VIII^e Congrès (extraordinaire) des soviets de l'URSS, qui se tient fin 1936, soit l'année même des premiers grands procès de Moscou : elle est présentée en URSS comme «la Constitution la plus démocratique du monde».

tauration du socialisme, les communistes les ont combattus par tous les moyens et avec un fanatisme exacerbé. Les adhérents de la social-démocratie étaient stigmatisés en tant que «sociaux-fascistes» et contre-révolutionnaires et tous les communistes ordinaires en Allemagne étaient fermement convaincus que, comparé au Parti socialiste, Hitler était le moindre mal. Le mot «menchevisme» avait fini par résumer toutes les formes possibles de la trahison envers la classe des travailleurs. Du point de vue communiste, le «menchevik» était l'ennemi public numéro un et devait être combattu par tous les moyens.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Tout ce qui, il y a seulement quelques années, était voué aux gémonies par le communisme international est maintenant, pour Staline et ses partisans, le summum de la sagesse politique. Staline est devenu l'exécuteur testamentaire du menchevisme autrefois honni et essaie de le dépasser dans ses concessions au monde bourgeois. Toute l'idée du Front populaire n'est qu'une répudiation complète des principes établis par Lénine et les vieux bolcheviks. On pourrait peut-être objecter que c'est en tout cas un pas en avant si Staline et ceux qui le suivent à l'étranger s'étaient convaincus du caractère indéfendable de ces vieux principes et s'étaient, par conséquent, engagés dans de nouvelles directions. Cela serait correct, si en même temps que cette nouvelle perspicacité, s'était produit un changement de dispositions, si on avait finalement décidé de respecter les opinions des autres et de cesser de jouer le rôle de «popes rouges». Mais c'est justement en cela qu'il n'y a pas eu le moindre changement.

Staline, qui est en train de faire aujourd'hui les plus larges concessions au réformisme le plus creux et aux défenseurs de l'État bourgeois, a transformé la Russie en un vaste abattoir et persécute ses ennemis de gauche, réels ou présumés, avec l'obsession implacable d'un despote oriental. Le même homme qui soutient aujourd'hui en Espagne les intérêts de ses alliés impérialistes et défend la République bourgeoise contre les luttes des ouvriers et des paysans espagnols pour leur libération, fait en sorte que les scribouilleurs à sa solde à l'étranger diffament honteusement et traînent dans la boue les héroïques combattants de la CNT et de la FAI qui supportent le plus fort de la lutte, tout comme il le fait pour ses opposants politiques en Russie. Le même homme qui s'est présenté comme le mandataire du Front uni est en train de détruire, avec un cynisme délibéré, le front antifasciste en Espagne afin de pouvoir, dans l'intérêt des capitalistes étrangers, frapper dans le dos la révolution espagnole.

L'attitude du Parti communiste en Espagne

Durant les trois premiers mois de la grande lutte pour la liberté, quand la Russie ne se souciait pas du tout de l'Espagne, la révolution sociale a suivi son cours tel un ouragan et s'est étendue de la Catalogne à toutes les autres parties du pays qui n'étaient pas aux mains des ennemis. Les paysans se sont rendus maîtres des terres et les ouvriers des usines, et ils se sont lancés dans la socialisation de la production sans attendre les décrets des partis politiques. Ils se sont mis au travail avec une ferveur innée et un sentiment poignant des responsabilités pour construire une Espagne nouvelle et en finir, une fois pour toutes, avec le péril sanglant du fascisme. Tandis que ceux qui étaient aptes au combat se hâtaient vers le front, les ouvriers et les paysans restés à l'arrière essayaient de mettre sur pied un nouvel ordre social et de préparer ainsi la voie du socialisme. Cet état de choses a changé, sinon tout d'un coup, du moins rapidement, quand la Russie est entrée en scène et a expédié ses représentants officiels à Madrid et à Barcelone pour commencer son travail de sape souterrain dans l'intérêt de l'Angleterre et de la France. Puisque, depuis le début, le fameux pacte de neutralité empêchait l'Espagne de faire venir de l'étranger d'importantes quantités d'armes, elle devait profiter de toute la mince assistance qu'elle pouvait trouver, c'était pour les agents russes une tâche relativement facile d'imposer leurs conditions au gouvernement de Madrid puis de Valence. D'autant plus facile que les républicains bourgeois et l'aile droite du Parti socialiste n'étaient de toute façon pas bien disposés à l'égard des efforts de socialisation des ouvriers et des paysans, et ne s'en étaient accommodés que parce qu'ils ne pouvaient pas faire autrement.

Cependant, les communistes, sous les ordres de Moscou, se sont aussitôt rangés au côté de la droite. Eux, qui auparavant, n'avaient jamais trouvé de termes assez méprisants pour parler de la CNT et des anarchistes à cause de leurs tendances «petites bourgeoises» se sont soudain révélés les défenseurs non seulement de la petite bourgeoisie, mais de la grande bourgeoisie espagnole contre les revendications des travailleurs. Immédiatement après les événements de juillet 1936, le Parti communiste avait lancé le slogan : «Pour la République démocratique ! Contre le socialisme !» Dès le 8 août de l'année dernière, le député communiste Jesús Hernández¹ avait violemment attaqué la CNT à Madrid à cause de la prise en main des usines par les syndicats ouvriers et, à ce sujet, les communistes avaient déclaré que, une fois Franco battu, «ils ramèneraient les anarchistes à la raison».

Mais ils disaient aux travailleurs communistes à l'étranger que leurs camarades en Espagne ne participaient pas à la socialisation de la terre par les travailleurs simplement parce qu'ils devaient gagner la guerre avant de pouvoir penser à l'instauration du socialisme. En réalité le Parti communiste espagnol ne fait qu'exécuter les ordres de Moscou, et, suivant ces ordres, a remis la réalisation du socialisme à une date indéterminée parce qu'elle ne s'accorde tout simplement pas avec les plans impérialistes des alliés de Sta-

1. Jesús Hernández (1906-1971) fut responsable de *Mundo Obrero*, l'organe central du PCE. Il est ministre de l'Instruction publique dans les deux gouvernements de Largo Caballero, puis titulaire du portefeuille de l'Instruction publique et de la Santé dans le premier gouvernement Negrín. Après avoir quitté le Parti, il écrit le fameux *Yo fui un ministro de Stalin* (Mexico, 1953), paru en français, la même année, sous le titre *La Grande Trahison*, aux éditions Fasquelle.

line. Celui qui doute encore de cela sera pleinement éclairé par les paroles suivantes de Santiago Carrillo,² l'un des membres les plus éminents du Comité central du Parti communiste espagnol :

« Nous nous battons aujourd'hui pour la République démocratique, et nous n'en avons pas honte. Nous nous battons contre le fascisme, contre les intrus venant de l'étranger, mais nous ne nous battons pas aujourd'hui pour une révolution socialiste. Il y a des gens qui nous disent que nous devrions prendre parti pour la révolution sociale, et il y a ceux qui proclament que notre lutte pour la République démocratique n'est qu'un prétexte qui cache nos intentions réelles. Non, nous ne poursuivons pas une quelconque manœuvre tacticienne et nous n'avons d'intentions cachées d'aucune sorte contre le gouvernement espagnol ou la démocratie mondiale. Nous nous battons avec la plus complète sincérité pour la République démocratique, car pour l'instant nous ne faisons aucune campagne en faveur de la révolution sociale, et ceci restera vrai encore longtemps après la victoire sur le fascisme. Toute autre attitude ne favoriserait pas seulement la victoire des intrus fascistes, elle contribuerait même à transplanter le fascisme dans les États bourgeois démocratiques restants. Car les fascistes ont déclaré qu'ils ne toléreraient en quelque circonstance que ce soit une dictature du prolétariat dans notre pays. »

Les mêmes qui aujourd'hui se dévouent avec un zèle si suspect en faveur de la sauvegarde du monde démocrate bourgeois contre le fascisme et qui ne peuvent pas trouver de paroles assez hypocrites pour assurer la soi-disant démocratie mondiale de l'honnêteté de leurs intentions ne s'étaient fait aucun souci quand leurs méthodes avaient plongé la Hongrie, l'Allemagne et d'autres pays dans la ruine et y avaient pavé le chemin du fascisme. S'ils suivent une autre voie en Espagne, aujourd'hui, c'est parce que les intérêts nationaux de la Russie sont étroitement liés aux ambitions impérialistes de l'Angleterre et de la France. Pour maintenir cette alliance, les détenteurs du pouvoir en Russie se prêtent à la plus méprisable trahison des ouvriers et des paysans espagnols.

Dans ce noble but, les agents de la diplomatie de la Russie soviétique travaillent sous haute pression, et avec toute la révoltante hypocrisie d'une politique parfaitement machiavélique, arrivée à son plein épanouissement en Russie sous le signe de la dictature, laquelle a servi plus tard de modèle à Hitler et à Mussolini. Car il n'y a pas de forme de gouvernement plus favorable à la complète désintégration de tout principe moral chez un peuple que la dictature qui supprime avec une force brutale toute critique publique honnête de ce qui est mauvais, et transforme des peuples entiers en troupeaux d'esclaves obtus. Dans de telles conditions maintenues par la crainte, le mensonge, la fourberie, le meurtre politique et un infâme système d'espionnage qui fait de la délation une vertu publique et infecte même le cercle intime de la famille, la confiance innée de l'homme en l'homme se trouve ruinée et la responsabilité morale envers les camarades est étouffée dès le début.

Jusqu'aux événements de juillet de l'année dernière, le Parti communiste n'a joué presque aucun rôle en Espagne. Il comptait en tout environ trois mille membres. Ses objectifs étaient étrangers au caractère du peuple en général, et il n'avait pas du tout pour objectif de s'infiltrer dans les grandes masses des ouvriers et des paysans. En Espagne, c'étaient les syndicats, et non les partis politiques qui, dès le départ, avaient joué le rôle le plus important dans le mouvement des travailleurs. Ainsi, pendant des décennies, le

2. Santiago Carrillo (né en 1915). Fils d'un dirigeant connu du PSOE, Wencesleo Carrillo, il devient secrétaire général des Jeunesses socialistes dès 1934. Il impulse la fusion des organisations de jeunesse socialiste et communiste, qui débouche sur la création des JSU (Jeunesses socialistes unifiées, d'orientation franchement stalinienne). Passé au PCE, il intègre la Junta de Defensa de Madrid, où il est chargé des questions d'ordre public. Il sera secrétaire général du PCE en exil, de 1960 à 1982. Après avoir défendu les positions de l'euro-communisme, il revient, sur ces vieux jours, au PSOE.

Parti socialiste n'avait pas pu s'enraciner en dehors de Madrid et l'on parlait familièrement de lui comme du «parti microscopique» (el partido microscópico), jusqu'à ce que, grâce à l'organisation de l'UGT (Unión General de Trabajadores), il ait réussi peu à peu à prendre pied dans les grands districts industriels du Nord et dans quelques districts ruraux d'Andalousie et d'Estrémadure.

C'est pourquoi, grâce au travail de cellules secrètes, les staliniens espagnols se sont efforcés de gagner dans les organisations politiques et syndicales un terrain qu'ils n'auraient jamais été capables de conquérir sous leur propre bannière. De cette façon ils ont réussi à investir quelques syndicats UGT à Madrid, Valence, Malaga et dans quelques autres lieux. Cependant, même avec ces succès, ils ne pouvaient penser à entreprendre une quelconque action par eux-mêmes car ils n'avaient aucune influence valant d'être mentionnée sur la grande majorité des travailleurs de l'UGT et les organisations locales de la puissante CNT lui étaient complètement fermées.

En Catalogne, où, avant le soulèvement fasciste, les socialistes et leur syndicat subsidiaire, l'UGT, ne jouaient aucun rôle, les staliniens, utilisant le slogan du Front uni, ont réussi à piéger le Parti socialiste et à se réclamer du prétendu PSUC (Partido Socialista Unificado de Cataluña, Parti socialiste unifié de Catalogne) qui a bientôt rejoint la Troisième Internationale, et qui, en dépit de son blason socialiste, n'est qu'un instrument de Moscou. Avec l'arrivée des représentants officiels de la Russie, ce travail de sape souterrain s'est notablement accru. Ce que les staliniens espagnols avaient à apprendre dans ce domaine leur a été bientôt enseigné par MM. Rosenberg et Antonov-Ovseenko,³ à Madrid et Barcelone respectivement.

Dans chaque pays d'Europe et d'Amérique, il existe des centaines d'organisations soi-disant «neutres» qui ne servent qu'à masquer le jeu que ceux qui tirent les ficelles à Moscou sont en train de jouer en coulisses. Il y a même tout un lot de publications périodiques bien connues sur les deux continents, qui comptent un grand nombre d'années de tradition libérale, qui aujourd'hui sont passées complètement sous l'influence de Moscou. Ce même jeu méprisable est en train de se répéter en Espagne. Les insinuations russes ont trouvé des oreilles complaisantes dans les milieux bourgeois et socialistes de droite et se font entendre de plus en plus clairement aussi chez les nationalistes catalans, et en profondeur dans les rangs du gouvernement de Largo Caballero à Valence.

3. Marcel Rosenberg (1896-1937), ambassadeur d'URSS en Espagne, est rappelé en 1937 à Moscou, où il sera fusillé. Vladimir Antonov-Ovseenko (1884-1939), consul d'URSS à Barcelone, doit revenir à Moscou l'année suivante : il y est arrêté, jugé puis exécuté en 1939.

L'UGT communiste en Catalogne

Les agents de Moscou se souciaient surtout, à ce moment-là, de trouver une base plus large pour l'exécution de leurs plans et de mettre partout en place des organisations qu'ils pourraient, au moment voulu, faire jouer contre la CNT et même contre l'UGT. Longtemps avant les événements de juillet, la CNT avait fait de sincères efforts pour faire aboutir une alliance avec les travailleurs de l'UGT. Après la victoire sur la rébellion fasciste en Catalogne, les dirigeants de la CNT se sont mis à travailler, de toute leur énergie, à cet objectif qu'ils considéraient à juste titre comme un préalable essentiel à la victoire sur le fascisme et comme la base nécessaire au développement d'une nouvelle vie sociale empreinte de liberté et d'esprit socialiste. Il suffit d'ouvrir l'un des quotidiens ou des hebdomadaires de la CNT ou de la FAI pour se convaincre qu'ici nous n'avons pas affaire aux phrases creuses exprimant les marchandages des démagogues professionnels, mais à l'expression d'opinions inspirées par les motifs les plus élevés, qui, en raison de leur seule sincérité, sont à même de trouver les mots justes pour parvenir à la conciliation.

Les agents de la Russie ont alors cherché par tous les moyens à faire échouer les travailleurs organisés dans leurs efforts pour s'unir, car ils voyaient très clairement que le plus grand danger qui menaçait l'accomplissement de leurs plans venait de là. De la collaboration pratique dans l'administration des usines socialisées et des coopératives rurales avait grandi entre la CNT et l'UGT une relation amicale qui était en permanence renforcée par la guerre contre l'ennemi commun et les nécessités immédiates de la vie quotidienne. C'était particulièrement vrai dans les régions où cette collaboration n'était pas perturbée, de l'extérieur, par les ingérences des partis politiques, et où l'UGT avait eu pendant des années derrière elle d'authentiques éléments du monde du travail, comme dans les Asturies, la Castille, l'Andalousie et le Levant.

La situation en Catalogne, et spécialement à Barcelone, où, jusque-là, l'UGT n'avait jamais été capable de prendre pied et n'avait jamais compté plus de quelques milliers d'adhérents, a pris un aspect très différent. Un changement singulier s'est produit dans cette région après les événements de juillet. La nécessité d'appartenir à une organisation syndicale s'est imposée même à ces classes sociales qui auparavant n'avaient eu aucun lien avec l'organisation du monde du travail et même, à vrai dire, lui avaient souvent été hostiles. Dans cette période mouvementée, après la défaite de la rébellion fasciste, lorsque les patrouilles armées des syndicats ouvriers montaient la garde et veillaient à la sécurité publique, la carte d'adhérent jouait un rôle important, et pourrait-on dire, servait de laissez-passer à son possesseur.

Ainsi, des milliers de petits patrons, commerçants, politiciens locaux, propriétaires de bars, fonctionnaires, etc., ont rejoint des syndicats de l'UGT qui étaient naturellement plus de leur goût que les vieilles organisations de la CNT éprouvées par la tempête. Et cela s'est d'autant plus accéléré que le communiste PSUC, sous la tutelle politique duquel les syndicats de l'UGT se trouvaient en Catalogne, s'est mis à lâcher plus clairement ses attaques contre les efforts des travailleurs organisés dans la socialisation. C'est ainsi que, en Catalogne, l'UGT est devenue graduellement le réceptacle de tous les éléments réactionnaires qui avaient intérêt à un retour aux conditions anciennes.

Les staliniens, les véritables promoteurs de cette étrange évolution, disent à leurs crédules partisans dans les pays étrangers que l'UGT a 450.000 adhérents en Catalogne. Ce n'est bien sûr qu'un des mensonges ordinaires de la propagande, que, guidés par la Russie, fabriquent si intelligemment ces réjouissants compères. De la sorte, ils veulent faire oublier au public, autant que possible, que derrière la Fédération de Catalogne de la CNT, il y a un million de travailleurs organisés, qui constituent l'épine dorsale du mouvement ouvrier espagnol. Cependant, il est indiscutable que l'UGT représente aujourd'hui une gêne sérieuse pour la CNT en Catalogne. Sous la protection spéciale du gouvernement Negrín, elle est devenue un grave danger pour toutes les réalisations économiques et politiques de la classe ouvrière espagnole. Cependant, ce que les manipulateurs communistes en Espagne omettent de mentionner pour leurs adhérents à l'étranger, c'est que l'actuelle UGT en Catalogne n'est pas du tout une organisation de travailleurs, mais un outil pour les éléments de la réaction bourgeoise, qui sont en train de favoriser par tous les moyens la contre-révolution dans ce pays.

La composante la plus importante de l'UGT en Catalogne pour le moment est le GEPCI (Gremio de Entidades de Pequeños Comerciantes e Industriales : Corporation des associations de petits commerçants et industriels) qui, au départ, se situait parmi les opposants les plus ouvertement déclarés de l'organisation des travailleurs. Elle est aujourd'hui l'alliée la plus loyale du PSUC communiste. Le bureau central de cette organisation est situé dans les locaux des dirigeants des usines de textile catalanes, 2 rue Santa Ana. Et qui plus est, le président de cette section de soi-disant travailleurs n'est autre que M. Gurri, ancien président de l'association des industriels du textile catalans. On y trouve aussi M. Fargas, connu auparavant comme l'un des employeurs les plus riches et les plus brutaux de Barcelone, contre lequel la CNT avait mené plus d'une lutte difficile. Au côté de ces derniers, on trouve une quantité de personnalités issues de la vieille classe patronale de Barcelone, tel M. Armengol et bien d'autres qui, en évitant une lumière trop vive, poursuivent aujourd'hui leur existence sous la protection des staliniens de l'UGT. Voici qui sont les hommes qui, ici et à l'étranger, sont aujourd'hui en train d'accuser la CNT de «trahison des intérêts du prolétariat» et dont la haine implacable est dirigée contre quiconque s'oppose à la restauration du vieil ordre capitaliste.

Dans d'autres parties du pays, par exemple dans le Levant, les staliniens ont fait revivre les fameux syndicats libres,¹ dans lesquels, sous la dictature de Primo de Rivera,² étaient rassemblés les éléments les plus dépravés pour faire le sale boulot requis par les employeurs. C'est de leurs rangs que sortaient les pistoleros dont le travail consistait à terrifier les travailleurs par des assassinats et autres crimes infâmes. Plus d'une vie précieuse est devenue la proie de ces bandits qui sont maintenant les alliés les plus chers des staliniens espagnols.

Ainsi, après avoir pris pied dans le pays, ce qui était une nécessité pour eux, les communistes ont commencé une véritable croisade contre tout ce que les ouvriers et les paysans avaient accompli, et en particulier, un boycott systématique des établissements industriels dirigés par les syndicats de la CNT et de l'UGT et des coopératives rurales villageoises. Tout était bon pour ces hommes qui servait à répandre un esprit de discorde

1. Lesdits Sindicatos Libres furent fondés en octobre 1919 par un employé de commerce, Ramón Sales, avec l'appui du patronat et du gouverneur civil de Barcelone, le général Martínez Anido, pour faire échec à l'influence de la CNT en Catalogne. De 1920 à 1923, les hommes d'action de la CNT menèrent un combat très dur contre les pistoleros du syndicat de Ramón Sales.

2. Miguel Primo de Rivera prend le pouvoir après son coup d'État du 13 septembre 1923, mené sans coup férir. Il l'abandonnera sept ans plus tard, le 30 janvier 1930. Appuyé, à partir de 1924, par le parti unique Unión Patriótica, son régime est considéré par les fascistes italiens comme une «pâle imitation» de leur propre régime. A l'égal des dictatures de Pilsudski en Pologne ou de Salazar au Portugal, il occupe une place intermédiaire entre les dictatures traditionnelles et les régimes proprement fascistes.

et à mener à bonne fin les plans secrets de leurs maîtres. Ces gens qui, du jour au lendemain, avaient oublié leurs vieux principes et commencé à murmurer le chant des sirènes du Front uni dans toutes les langues du globe, sont ceux qui, par leurs viles intrigues, ont brisé le front antifasciste en Espagne.

L'œuvre socialiste constructive de la CNT et de la FAI

Les socialistes de toutes tendances, les libéraux sincères et les bourgeois anti-fascistes qui ont eu l'occasion d'observer sur place le splendide travail de redressement social des travailleurs espagnols, n'ont porté jusqu'à maintenant qu'un seul jugement sur les capacités créatives de la CNT et ont rendu à son labeur le tribut de leurs sincères admirations. Aucun d'entre eux n'a pu s'empêcher de louer l'intelligence innée, la prévoyance et la prudence et, par dessus tout la tolérance exemplaire avec lesquelles les travailleurs de la CNT avaient accompli leur tâche difficile. Ainsi s'est exprimé le socialiste suisse André Oltramare,¹ professeur à l'université de Genève, dans un assez long essai dont nous tirons le passage suivant :

«Au milieu de la guerre civile, les anarchistes ont prouvé qu'ils étaient des organisateurs politiques de premier ordre. Ils ont éveillé en chacun le sens nécessaire des responsabilités et ont su, par l'éloquence de leurs appels, maintenir vivant l'esprit de sacrifice pour le bien-être général du peuple. En tant que social démocrate, je parle ici avec une joie intime et une sincère admiration de mon expérience en Catalogne. La transformation anticapitaliste y a été instaurée sans qu'ils aient eu recours à la dictature. Les membres des syndicats sont leurs propres maîtres et poursuivent la production et la distribution des produits du travail sous leur propre gouverne avec l'avis d'experts techniques en qui ils ont confiance. L'enthousiasme des travailleurs est si grand qu'ils méprisent tout avantage personnel et ne sont concernés que par le seul bien-être de tous.»

Et, parlant de l'adaptation des industries aux besoins de la guerre, le professeur Oltramare déclare qu'en matière d'organisation les syndicats des travailleurs catalans «ont accompli en sept semaines autant que la France en quatorze mois après la déclaration de la guerre mondiale».

Il aurait pu ajouter : et que la Russie n'avait pas été capable d'accomplir après deux ans de dictature bolchevique.

Bon nombre de rapports similaires écrits par des observateurs honnêtes et impartiaux ont fait leur chemin dans la presse de tous les pays sauf la Russie et les États fascistes. Même celui qui considère la CNT d'un point de vue matérialiste ne peut refuser de reconnaître le consentement sans limite au sacrifice et l'esprit constructif de ses membres. Les socialistes et les honnêtes correspondants des journaux bourgeois n'ont pas été les seuls à être obligés de reconnaître ces faits. Même M. Antonov-Ovseenko, le consul de Russie à Barcelone, n'a pu éviter d'exprimer la même opinion. Ainsi, dans une interview qu'il a accordée à un correspondant du *Manchester Guardian*, publiée le 22 décembre 1936, nous trouvons :

«Le consul, bien entendu, a nié le fait bien connu de l'ingérence du gouvernement soviétique dans la politique intérieure de la Catalogne. Mais en même temps, il a ex-

1. Cet universitaire suisse — nommé par erreur Andrés Olmares et Andrés Aultmares, respectivement, dans les versions anglaise et espagnole de la présente brochure — était membre du PSS (Parti socialiste suisse). Bien qu'appartenant à l'aile la plus modérée du PSS, il fut à l'initiative, dès les premiers jours de la guerre civile espagnole, de la création de l'AER (les Amis de l'Espagne républicaine).

primé la plus grande admiration pour les travailleurs catalans, spécialement les anarcho-syndicalistes.

La sobriété des travailleurs catalans a surpris le consul soviétique, et elle lui a plu, non moins que leur extrême bon sens et leur adaptation aux réalités. Rappelant qu'à Saint-Pétersbourg, en 1917, il avait été nécessaire d'inonder les caves des palais pour prévenir l'ivresse, Ovseenko relate son étonnement lors de la visite d'une fabrique de champagne hors de Barcelone, qui non seulement n'avait pas été pillée, mais avait été maintenue en parfait état par les comités de travailleurs.

Le mouvement anarchiste, a déclaré le représentant soviétique, était visiblement enraciné dans la classe ouvrière catalane, mais ses meilleurs représentants étaient étonnamment aptes à pallier les besoins de la situation présente... Leur force est inégalée dans le mouvement anarchiste des autres pays. En dépit d'un certain fanatisme, le travailleur typique de la CNT était principalement intéressé par des conditions de travail décentes, et pour cette raison se battrait jusqu'à la mort contre le fascisme.

Le consul ne doute pas du tout de la capacité des travailleurs catalans à reconstruire les industries ruinées, leur travail sans aucune aide dans le port et les usines montrant leur aptitude à diriger eux-mêmes l'industrie. Il a été impressionné par le fait que la crise politique en Catalogne a été réglée en deux jours avec le minimum de troubles.»

Depuis lors, sept mois se sont écoulés. A cette époque, il fallait encore procéder avec prudence afin de ne pas effaroucher les ouvriers et les paysans espagnols, car bien qu'ils aient su se battre et construire, ils n'avaient aucune expérience des artifices et des ruses de la diplomatie. Toutes leurs vies s'étaient déroulées sur des chemins où l'homme n'a qu'une parole et où la confiance qu'il accorde à un autre homme n'avait pas encore été jetée aux chiens, comme dans la Russie bolchevique.

Que les protestations du consul de Russie n'aient jamais eu de signification sérieuse, les événements récents en Espagne l'ont clairement montré. Elles étaient dès le départ destinées à jeter de la poudre aux yeux des travailleurs d'Espagne et du monde entier et à les piéger avec des déclarations auxquelles le consul lui-même ne croyait pas. Si l'on peut faire un reproche aux dirigeants de la CNT-FAI, c'est d'avoir accordé à ces «faux frères» une confiance plus grande qu'ils ne le méritaient, et, sous la pression de circonstances désespérées, de s'être laissé entraîner à des concessions qui, par la suite, ne pouvaient qu'être désastreuses pour eux. Animés d'un sentiment parfaitement noble, ils ont trop largement sous-évalué les machinations souterraines d'un ennemi secret qui menace aujourd'hui de se révéler plus périlleux pour eux que le fascisme déclaré. Que, pour des raisons qui se comprennent aisément, la presse russe n'ait jamais publié le moindre mot au sujet des efforts des ouvriers et paysans espagnols pour la reconstruction sociale, que le consul russe à Barcelone «admirait» si fort, en dit très long sur la question.

En Espagne, cependant, les attaques des staliniens n'étaient pas seulement dirigées contre ces efforts, mais aussi contre tout ce qui avait été accompli depuis les événements de juillet 1936. Ce sont eux qui réclamaient avec zèle au gouvernement la suppression par la police des patrouilles de travailleurs. Eux qui posaient aux défenseurs des classes moyennes, afin de les retourner contre les travailleurs; eux qui ont suggéré au gouvernement de Valence une censure de la presse sous la supervision de la Russie; eux qui, au moment des plus dures batailles contre Franco et ses alliés allemands et italiens, ont provoqué une crise gouvernementale après l'autre, à Valence et à Barcelone, pour mener à bien leurs plans secrets dans l'intérêt de l'Angleterre et de la France; et eux qui cherchaient sérieusement à concentrer tout le pouvoir dans les mains du gouvernement central afin d'instituer par ce biais cette «dictature neutre» si chaleureusement recommandée par le dirigeant des tories anglais, Winston Churchill.

La presse communiste du monde entier et ses alliés parmi les soi-disant puissances neutres sont en train d'essayer par une infâme propagande de mensonges de tromper leurs lecteurs quant à l'état réel des choses, en leur disant que l'attitude des staliniens espagnols est purement dictée par la nécessité d'éviter de pousser les classes moyennes et les petits propriétaires terriens dans les bras de Franco, comme, expliquaient-ils, la «ridicule campagne pour la socialisation» de la CNT est en train de le faire.

Mais, à cet égard aussi, les choses sont en réalité tout à fait différentes. La CNT, dès le commencement, considérait la petite bourgeoisie et les petits fermiers comme des alliés naturels contre le fascisme. Sa presse a continuellement indiqué que, durant cette période de transition, elle reconnaissait toute forme économique qui n'avait pas pour objectif l'exploitation de l'homme par l'homme. Pour cette raison, elle n'a mis aucun obstacle aux petites propriétés terriennes exploitées en famille ou aux petites entreprises urbaines. Mais il est certain que la CNT attaquait de toute son énergie les spéculateurs et les exploiters qui, ayant des cartes syndicales dans leurs poches, voulaient profiter de la confusion, ce qui est tout à fait compréhensible.

Dans son travail de socialisation, la CNT s'est imposé la plus grande modération et a accompli sa tâche avec un tact et une prudence que seule une pure malveillance pourrait lui dénier. Chaque fois que de petits fermiers ont préféré l'organisation individuelle à la collectivisation agraire, on les a laissés libres de choisir. Leurs petites portions de terre n'ont pas été touchées; elles ont même été agrandies en proportion de la taille des familles. C'est un fait qu'après les grandes journées de la révolution de juillet, des centaines de petits employeurs et de petits fermiers ont volontairement mis leurs usines et leurs terres à la disposition des syndicats des travailleurs et salué la révolution sociale avec un authentique enthousiasme. En Aragon, par exemple, une majorité écrasante de petits fermiers s'est déclarée pour l'agriculture collective. Il y existe maintenant environ quatre cents entreprises collectives, dont seulement dix ont rejoint l'UGT, tandis que toutes les autres appartiennent aux syndicats de la CNT.

En réalité, des relations très amicales ont existé pendant longtemps entre la CNT et la bourgeoisie antifasciste. Cela n'avait pas changé jusqu'à ce qu'intervienne l'œuvre de discorde des staliniens et que les communistes commencent à jouer la petite bourgeoisie comme atout contre les travailleurs.

C'est alors seulement qu'il est devenu possible pour *Treball*, la couverture du Parti communiste à Barcelone, de proclamer avec un orgueil prolétarien que «la totalité de la petite bourgeoisie» était inscrite à l'UGT de Catalogne. Ceci étant écrit par les mêmes hommes qui, auparavant, avec des accents de profond mépris, avait qualifié leurs opposants socialistes, de droite et de gauche, de «petits bourgeois». Avec une ironie amère, mais convaincante, le quotidien *CNT* à Madrid caractérisait ainsi cette duplicité jésuitique des communistes :

«Le Parti communiste souhaite nous faire croire que la révolution doit être poursuivie en favorisant les petits commerçants, en préservant la propriété privée, en soutenant les intérêts des petits industriels, en excluant les organisations ouvrières d'une participation au gouvernement, en sabotant dans les villages les exploitations collectives des paysans, en se montrant sensible aux vœux du capital étranger, et, par-dessus tout, en niant que la présente situation en Espagne est propice à une révolution sociale. C'est ce que, il y a seulement quelques années, ce même Parti communiste, lorsqu'il s'est mis pour la première fois à répandre ses idées dans notre pays, avait assigné comme tâche prioritaire à la révolution sociale dans son ordre du jour.

En d'autres termes : pour le Parti communiste la révolution sera faite avec l'aide de la contre-révolution, et la contre-révolution avec l'aide de la révolution. Et si quelqu'un dit

que tout ça est un non-sens, on lui rappelle que nous ne sommes pas ici pour faire avancer nos propres idées, mais qu'il s'agit là de la dernière théorie du pur marxisme-léninisme.»

La campagne mensongère de Moscou contre la CNT

Norman Thomas, le chef bien connu du Parti socialiste des États-Unis, qui est rentré récemment d'une tournée d'investigation en Espagne, raconte dans *The Nation* qu'il existe une plaisanterie courante disant que, là-bas, lorsque quelqu'un est trop conservateur pour rejoindre les républicains de gauche, il rejoint les communistes. Cependant, ce n'est pas là une plaisanterie mais un fait têtue et incontournable. En ce qui concerne le rôle du Parti communiste en Espagne, il n'existe qu'une seule opinion parmi les hommes politiques de toutes nuances. Ainsi le libéral *Manchester Guardian* déclare :

«Les communistes en Espagne sont les supporters de l'aile droite du gouvernement. En un sens, ce sont des conservateurs, étant donné que leur but déclaré est de rétablir la démocratie républicaine...

Les anarchistes, qui sont à la tête de la majorité des travailleurs en Catalogne, représentent le seul parti pour lequel la révolution est le premier objectif. Eux seuls, parmi tous les mouvements politiques espagnols, restent de vrais révolutionnaires, à l'exception du plutôt faible POUM.»

Même le conservateur *New York Times* a été obligé de le confirmer :

«Les communistes aujourd'hui sont peut-être la faction la plus modérée en Espagne, et comparés aux anarchistes, qui se situent sur leur gauche, ils sont plutôt conservateurs. En dépit de cela, les perspectives d'un régime communiste sur le modèle russe sont très médiocres car les anarchistes sont trop puissants.»

Et le Dr Trabal, ¹ l'un des dirigeants nationalistes les plus connus de Catalogne, qui, il y a peu, a rejoint le PSUC (communiste), a déclaré avec une cynique franchise :

« Oui, je fais maintenant partie des socialistes. Mais que personne ne dise que j'ai changé de position politique : je me situe juste où je me suis toujours situé. Ce sont les socialistes et les communistes qui ont changé leurs positions. Avec leur aide je peux continuer à travailler pour mes idéaux.»

Tandis que les staliens espagnols se rangeaient au côté de la bourgeoisie contre le mouvement de masse des ouvriers et des paysans, a commencé dans la presse russe une âpre campagne contre les soi-disant «trotskistes» en Espagne et contre la CNT, une campagne dont l'abjecte fourberie et la bassesse des sentiments dépassent tout ce que l'imagination peut concevoir.

Il est extrêmement significatif qu'au moment où le consul de Russie était en train d'affirmer au *Manchester Guardian* — dans l'interview à laquelle nous avons fait référence plus haut — que «pour ces raisons, la Russie ne pouvait considérer qu'avec sympathie le mouvement des travailleurs catalans et qu'elle n'avait certainement pas l'intention de

1. Trabal avait été le second de Lluís Companys à l'Esquerra Republicana de Catalunya (Gauche républicaine de Catalogne), dont il avait assumé la direction après l'échec du mouvement d'octobre 34 en Catalogne, alors que Companys était emprisonné à la prison de Puerto de Santa María. A cette époque, Juan García Oliver eut l'occasion de s'entretenir plusieurs fois avec lui et quelques autres dirigeants de l'Esquerra, en compagnie de ses compagnons du groupe «Nosotros», Ascaso et Durruti (Cf. *El eco de los pasos*, Éditions Ruedo ibérico, 1978, en particulier aux pages 164-168).

les empêcher de faire leur salut de la façon qui correspondait le mieux à leurs caractéristiques nationales», que, juste à ce moment, la *Pravda* ait pensé qu'il convenait d'écrire :

«En ce qui concerne la Catalogne, l'épuration des éléments trotskistes et anarcho-syndicalistes a déjà commencé, elle y sera poursuivie avec la même énergie qu'en URSS.» (*Pravda*, 17 décembre 1936.)

Et ces attaques, lâches et sans scrupules, se sont durcies au fur et à mesure que les staliniens, avec l'aide des représentants officiels de la Russie, réussissaient à gagner du terrain, jusqu'à ce qu'enfin le correspondant espagnol de la *Pravda* publie dans ce journal un article à sensation que nous reproduisons ici mot pour mot :

«L'organe central des anarchistes à Barcelone, *Solidaridad Obrera* (Solidarité ouvrière), a publié une attaque insultante contre la presse soviétique. Il est significatif que l'auteur dirige son attaque plus particulièrement contre les rapports parus dans la presse soviétique concernant les activités contre-révolutionnaires des trotskistes du POUM, et affirme que ces tactiques injurieuses ont simplement pour but de faire naître la dissension dans les rangs du front antifasciste en Espagne.

Cette défense obscène des traîtres trotskistes provient de ces éléments douteux qui se sont introduits dans les rangs de l'organisation anarcho-syndicaliste. Ce sont les anciens collègues de Primo de Rivera dans la Phalange fasciste et les trotskistes. Ce n'est pas un secret que ces "plaques de lèpre" prospèrent au mieux aujourd'hui dans *Solidaridad Obrera*, car on sait que l'actuel directeur littéraire de cette feuille est Canovas Cervantes, ancien directeur du journal fasciste *La Tierra*.²

Ces agents de Franco se sont aujourd'hui retranchés derrière l'organisation anarchiste pour détruire le Front populaire espagnol mais ils ne réussiront pas. Les masses anarcho-syndicalistes comprennent mieux chaque jour la nécessité d'une discipline de fer et d'un gouvernement composé de fortes personnalités. C'est pourquoi ces ennemis du peuple espagnol se sont glissés dans les rangs anarcho-syndicalistes et sont en train de combattre le Front populaire avec une redoutable frénésie.

Ce n'est pas par hasard si, juste au moment où les Italiens s'engagent dans une offensive sur le front du Guadalajara, les fourbes trotskistes préparent une révolte armée contre le gouvernement de Valence. Il est également nécessaire de noter que la feuille *Nosotros* de Valence plaide chaque jour pour la libération de tous ceux qui sont en prison pour avoir pris part à l'insurrection armée, parmi lesquels se trouve un certain nombre de fascistes notoires. Et cette demande est toujours accompagnée de menaces contre le gouvernement.

Cet épisode antisoviétique dans *Solidaridad Obrera* est la preuve que, derrière l'organe central des anarchistes, se tiennent les trotskistes et les agents de la police secrète allemande. Ce fait a déjà inquiété les dirigeants des anarchistes catalans qui entendent combattre sérieusement le fascisme international.» (*Pravda*, 22 mars 1937.)

Avec des attaques aussi méprisables, dont chaque mot est un mensonge délibérément cynique, des calomniateurs sans honneur, qui, au service de leurs patrons, ont fait du mensonge leur commerce ordinaire, osent déprécier un mouvement qui par son héroïque résistance a sauvé le pays des attaques des conspirateurs fascistes, un mouvement dont les adhérents sont en train de combattre et de mourir avec une bravoure inégalée sur tout

2. Loin d'être fasciste, *La Tierra* était un quotidien de Madrid rédigé par des journalistes proches de la CNT et des républicains fédéraux. Il parut du 30 décembre 1930 au 30 mars 1935 et compta sur la collaboration de plumes connues comme celles de Mauro Badatierra, de Ricardo Baroda, du futur romancier Ángel María de Lera et, surtout, du journaliste libertaire Eduardo de Guzmán, son rédacteur en chef, qui y signa, en particulier, un article retentissant sur les événements de Casas Viejas. La suspension, après octobre 34, des grands journaux confédéraux, *Solidaridad Obrera* et *CNT*, en fit momentanément un lieu privilégié d'expression des positions anarcho-syndicalistes. On comprend que cette orientation lui ait valu l'antipathie active du petit Parti communiste d'Espagne.

les fronts, un mouvement qui a produit un Durruti dont le nom n'entrera dans l'histoire de l'Espagne que lorsque la race de ceux qui, maintenant, calomnient ses camarades sera couverte d'opprobre. On n'oubliera jamais, en Espagne, que ce sont les brigades de la CNT qui, sous les ordres d'hommes tels que Mera,³ Palacios, Benito et Villanueva, sont montées à l'assaut de l'ennemi et lui ont barré la route de leurs corps. «Et sans Durruti et ses troupes héroïques, Madrid serait aujourd'hui, et depuis longtemps, aux mains des fascistes», comme *Frente Libertario* (Front libertaire), l'organe des brigades confédérées, pouvait l'affirmer en toute justice.

Aucun autre mouvement n'a fait d'aussi énormes sacrifices durant cette affreuse guerre contre le fascisme que la CNT-FAI. Aucun autre n'a perdu autant de ses meilleurs éléments dans cette lutte désespérée. Tout le monde sait cela en Espagne. Ses plus âpres opposants ne peuvent refuser de le reconnaître. Les cinq cent mille camarades qui ont formé la dernière escorte de Buenaventura Durruti, lâchement assassiné,⁴ expriment avec force cette conviction universelle.

3. Cipriano Mera (1896-1975), ouvrier du bâtiment. Membre du Comité révolutionnaire chargé de conduire, de Saragosse, le mouvement insurrectionnel auquel a appelé la CNT après la victoire électorale de la droite en novembre 1933. En 1936, après la victoire du Front populaire, il mène la grève générale du bâtiment à Madrid. Il est emprisonné à la Carcel Modelo (la Prison modèle) quand le coup d'État se déclenche dans la capitale. Début novembre, au début de la bataille de Madrid, il est à la tête d'une colonne de miliciens de 3.000 hommes, dont le responsable militaire est Palacios. Partisan de la militarisation des milices, il est nommé commandant de la XIV^e division, qui intègre les anciennes colonnes «Espartaco» et «España Libre». C'est cette division qui, en mars 1937, inflige une défaite mémorable aux troupes italiennes à Guadalajara, une des rares victoires dont peut se prévaloir l'armée républicaine. En juillet de la même année, Mera est fait commandant en chef du IV^e corps d'armée. C'est ce même corps d'armée qui soutiendra le Conseil national de Défense constitué, le 4 mars 1939, sous la conduite du général Miaja, du colonel Casado et de diverses personnalités socialistes et républicaines contre le gouvernement pro-communiste de Juan Negrín.

4. On sait que la mort de Durruti, le 19 novembre 1936 à Madrid, a donné lieu à de très multiples interprétations. La thèse retenue à l'époque par la CNT fut que Durruti avait été touché par une balle tirée d'un bâtiment contrôlé par les franquistes. Dans sa biographie, *El eco de los pasos* (op. cit. p. 340-341), Juan García Oliver rapporte la version que lui donnèrent le sergent Manzana et le docteur Santamaría, les deux «sempiternels accompagnateurs de Durruti», selon laquelle il ne s'agirait aucunement d'un assassinat mais d'un simple accident, une information qu'on aurait occultée pour garder intact le prestige de Durruti. Mais García Oliver avoue que cette version lui a toujours paru invraisemblable. On trouve une nouvelle version de la mort de Durruti dans une des notes (la note 53. p. 354-369) qui accompagnent le livre d'Antoine Gimenez, *Les Fils de la nuit* paru en 2006 chez L'Insomniaque : on y revient à la thèse de l'assassinat téléguidé par les communistes, qui aurait visé à empêcher la nomination de Durruti comme président de la Junta de Defensa de Madrid, à la place de José Miaja.

La lutte contre le POUM

Que la hargne de ceux qui détiennent le pouvoir en Russie s'exerce aujourd'hui avec un acharnement spécial contre le POUM, c'est là une chose facile à comprendre. Œuvrant, depuis un temps considérable, à exterminer les derniers survivants du vieux bolchevisme russe et à se débarrasser, les uns après les autres, de ses anciens camarades qui, sous Lénine, occupaient les plus hautes positions dans l'État soviétique, Staline ne pouvait pas supporter qu'il y ait, dans des pays étrangers, des hommes qui ne veuillent pas croire que les neuf dixièmes des dirigeants parmi les plus anciens et les plus influents du parti bolchevique soient au service de Hitler et des militaristes japonais. Il pouvait encore moins lui plaire qu'il y ait des hérétiques ne pouvant tout simplement pas avaler la fable d'une conspiration si vaste qu'elle sabotait l'appareil industriel russe jour et nuit depuis des années, avait des hommes dans les plus hautes sphères de l'armée russe et même à la GPU, et ne pouvait cependant pas se décider à passer à l'action, mais laissait calmement coller contre un mur, les uns après les autres, ses prétendus dirigeants.

Les dirigeants du POUM (Partido Obrero de Unificación Marxista : Parti ouvrier d'unification marxiste) sont tous issus du Parti communiste. Du fait de leurs expériences passées, ils étaient mieux informés que quiconque des machinations secrètes des politiciens russes et ils ne craignaient pas de partager leurs informations avec les gens. C'est pour cette raison que le POUM a été pendant longtemps une épine dans le pied des staliniens, et ce d'autant plus que le Parti communiste officiel à Barcelone n'avait auparavant jamais pu afficher plus de 300 adhérents, tandis que la grande majorité des communistes catalans adhéraient au POUM. Ceci n'a changé que lorsque les staliniens ont réussi à duper le Parti socialiste de Catalogne en l'incitant à fonder le PSUC.

Il n'y a jamais eu de relation intrinsèque entre la CNT et les gens du POUM. Cela doit être souligné dès lors que la presse stalinienne fournit aujourd'hui à ses lecteurs une information expliquant que le POUM a très fortement influencé l'attitude de la CNT en Catalogne, ce qui est faux. Il n'a réellement pas pu en être question car les deux factions sont diamétralement opposées dans leurs principes théoriques de base et leurs objectifs organisationnels. Le POUM a toujours été un petit parti, comptant dans toute l'Espagne à peine plus de trente mille membres. Sa tendance était bolcheviste, ses adhérents croyaient que seul un parti politique unique devait entreprendre de mener la révolution. Le POUM rassemblait dans ses rangs des groupes de marxistes coupeurs de cheveux en quatre, de gens des plus divers, depuis les adeptes catalans de Largo Caballero jusqu'aux trotskistes. Cependant il serait incorrect de le définir comme un parti «trotskiste» car Trotski lui-même avait, à maintes reprises, condamné durement et à haute voix les tactiques des gens du POUM. Depuis le début, le POUM avait adopté une attitude hostile envers la CNT, comme tout ce qui a paru dans sa presse et toutes ses déclarations publiques le révèlent de la façon la plus claire.

Cette attitude était bien naturelle, car, depuis le début, la CNT était ouvertement opposée à ce que le mouvement ouvrier soit placé sous la tutelle des partis politiques. Son socialisme était de l'espèce constructive et fondé sur les organisations syndicales des ouvriers et des paysans. Ce n'était pas le produit d'une théorie abstraite provenant du cabinet de travail d'intellectuels patentés, mais le produit vital de longues luttes sacrificielles où les idées d'une libération sociale étaient nées d'elles-mêmes et avaient pris

corps au cours des années. La CNT, avec ses deux millions d'adhérents est un mouvement de masse et représente dans l'histoire de ce pays un courant bien défini qui se rattache à une ancienne et glorieuse tradition intimement liée aux actions et aux pensées du peuple espagnol. Le POUM, en revanche, était un élément étranger au mouvement libertaire espagnol, et c'est pourquoi il n'a jamais pu s'enraciner dans la grande masse des ouvriers et des paysans espagnols

Au début, les gens du POUM ont essayé d'entrer dans l'UGT de Catalogne, et ils ont même réussi à y obtenir quelques postes importants. Mais il est devenu d'autant plus difficile pour les gens du POUM de conserver leurs places que les staliniens y gagnaient du terrain, et pour finir ils ont été forcés de quitter complètement l'UGT.

Après le premier grand procès politique des prétendus «trotskistes» à Moscou, les attaques des staliniens espagnols contre le POUM redoublèrent et devinrent graduellement plus malveillantes et haineuses. À Madrid, les staliniens s'introduisirent dans les locaux des Jeunesses du POUM et détruisirent tout ce dont ils purent s'emparer. Pendant un certain temps, le gouvernement interdit même le journal du POUM et, sous la pression de l'ambassade de Russie, exclut le POUM de toute représentation à la Junta de Defensa de Madrid,¹ un acte qui souleva les protestations unanimes de toutes les autres factions révolutionnaires.

À Barcelone, où le POUM était plus puissant que dans d'autres villes, ses dirigeants répliquèrent avec force aux attaques haineuses de leurs adversaires staliniens. Le 27 novembre 1936, *La Batalla*, l'organe du POUM à Barcelone, publia un article au sujet des sounoises menées politiques de la diplomatie russe en Espagne, dans lequel il déclarait :

«Il est intolérable que, sous le prétexte que l'on nous offre une certaine assistance, on veuille nous imposer en retour certaines formes politiques et qu'on prétende dicter ainsi la politique espagnole.»

Cet article déclencha un véritable torrent de viles accusations dans la presse stalinienne. Le POUM fut accusé de toutes les infamies. Même le consul de Russie à Barcelone prit part personnellement à ces manigances honteuses et attaqua le POUM comme étant l'instrument de Franco, Hitler et Mussolini, une misérable calomnie dont il n'existe pas l'ombre d'une preuve. Ces événements amenèrent la fameuse crise au sein du gouvernement catalan, délibérément provoquée par les staliniens pour forcer Andrés Nin,² le dirigeant du POUM, qui occupait alors le poste de ministre de la Justice, à démissionner.

1. La Junta de Defensa de Madrid est formée début novembre 1936, à la veille même du début de la bataille pour la capitale. Présidée par le général José Miaja, un militaire de droite resté fidèle au gouvernement, elle est composée de représentants des deux grands partis républicains (Gauche républicaine et Union républicaine), du PSOE, du PCE, de l'UGT, des JSU (Jeunesses socialistes unifiées), du Parti syndicaliste, de la FIJL (Fédération ibérique des jeunesses libertaires) et de la CNT. En janvier 1937, la Junta devait saisir la station de radio du POUM et suspendre sa petite publication, *El Combatiente rojo*, ainsi que son hebdomadaire central. C'est avec raison qu'on a pu dire que la répression contre le POUM avait commencé à Madrid, un des maillons les plus faibles de ce parti.

2. Andrés (Andreu, en catalan) Nin (1892-1937). D'abord instituteur, il s'oriente vers le journalisme. Membre quelques mois du Parti socialiste, il rejoint la CNT et y milite activement et se lie d'amitié avec Salvador Seguí, une des grandes figures du syndicalisme révolutionnaire espagnol de l'époque. En 1921, il échappe de peu à une tentative d'assassinat des pistoleros au service du patronat. La même année, il fait partie du petit groupe de délégués envoyés par la CNT à Moscou, à la suite de l'invitation qui a été faite à la CNT d'assister au IIIe Congrès de l'Internationale communiste et du congrès fondateur de l'Internationale syndicale rouge. Après le refus de la CNT d'intégrer l'ISR, Nin, converti au communisme, reste à Moscou et devient secrétaire de cette nouvelle organisation. Il restera près de neuf ans à Moscou. De retour en Espagne, il se consacre à l'organisation de l'ICE (Gauche communiste d'Espagne), la section espagnole de l'Opposition internationale de gauche (trotskiste), mais qui, en désaccord avec les thèses de Trotski, finit par rompre avec ce dernier. La fusion de l'ICE avec le BOC de Joaquín Maurín donne naissance, en 1935, au POUM, un parti dont la base principale se trouve en Catalogne. Nin entre dans le Conseil de la Généralité constitué en septembre 1936 et y occupe les fonctions de conseiller à la Justice. Il en est exclu en décembre, sous la pression des staliniens. Le 16 juin 1937, après la réunion du Comité exécutif du POUM, il est arrêté par des agents communistes. On s'accorde à penser

C'est ce qui finit par se produire en décembre de l'année dernière, sous la pression directe du représentant du gouvernement russe qui fit dépendre de cette démission l'aide de son gouvernement — et contre l'unanime protestation de la CNT, qui souhaitait à tout prix éviter la rupture du front antifasciste.

Après les sanglants événements de mai à Barcelone, est enfin arrivée pour les staliniens l'heure où ils ont pu donner libre cours à leur vengeance contre le POUM. Sur les ordres du gouvernement bourgeois-communiste de Valence, toutes les sections du POUM ont été dissoutes par la police et ses dirigeants les plus influents arrêtés et emmenés à Madrid. La scandaleuse campagne de mensonges dans la presse stalinienne montrait l'intention de mettre en scène sur le sol espagnol l'un de ces infâmes «procès d'espionnage» sur le modèle russe.

Quelle que soit l'attitude que l'on puisse avoir envers les idées et les objectifs du POUM, on ne peut nier que ses membres ont tenu leur place dans la guerre contre Franco et qu'ils ont combattu avec bravoure. Le 19 juillet, ils se sont battus épaule contre épaule avec les travailleurs de la CNT-FAI. Ils ont fait la même chose à Madrid et sur d'autres fronts. Un grand nombre, parmi les meilleurs d'entre eux, a perdu la vie dans ces batailles. Maurín,³ un des fondateurs du POUM et, après Andrés Nin, le dirigeant le plus influent du mouvement, a été fusillé par les putschistes. José Oliver est tombé en Galice, Germinal Vidal⁴ et Pedro Villarosa sont morts sur le front en Aragon. On peut difficilement supposer qu'ils auraient sacrifié leur vie dans la guerre contre le fascisme s'ils avaient été au service de Franco et de Mussolini.

Les mesures du gouvernement contre les militants du POUM, et spécialement les transparentes manœuvres des staliniens, ont provoqué de nombreuses protestations de provenances les plus diverses à la fois en Espagne et dans les pays étrangers. À Valence, le Comité national de la CNT en a appelé au Président Azaña, aux Cortes, et au ministre de la Justice⁵ dans une lettre ouverte demandant justice pour les dirigeants du POUM qui avaient été arrêtés. Même dans les présentes conditions, il est difficile de croire que l'Espagne deviendra la scène de l'une de ces comédies judiciaires qui, ces dernières années, ont été à l'ordre du jour de la politique en Russie.

qu'il fut exécuté aux alentours d'Alcalà de Henares par les hommes du général Orlov, bien que son corps n'ait jamais été retrouvé.

3. Joaquín Maurín (1896-1973) fut d'abord membre de la CNT. C'est à ce titre qu'il alla en URSS, en compagnie d'Andrés Nin, Hilario Arlandis, Jesús Ibañez, Ángel Pestaña et Gaston Leval pour assister au congrès de fondation de l'Internationale syndicale rouge en 1921. Passé au communisme, il contribue à la fondation du BOC (Bloque Obrero y Campesino : Bloc ouvrier et paysan) en 1931, qui, fusionnant avec Izquierda Comunista (Gauche communiste), forme le POUM en 1935. Élu aux élections législatives de février 1936, il est en Galice au moment du coup d'État du 18 juillet. Arrêté peu après à Jaca, il est emprisonné à Salamanque, où il passera toute la guerre. Jugé en 1944, il est condamné à 10 ans de prison. Sa peine purgée, il est libéré deux ans plus tard, en compagnie de l'anarcho-syndicaliste Cipriano Mera. Pendant plus d'un an, on a cru qu'il avait été exécuté par les militaires insurgés. Dans son article «In defensa del POUM» (voir, plus loin, note 62), Berneri cite également Maurín parmi les militants du POUM tombés dans la lutte contre le fascisme. C'est seulement après les événements de mai 37 que cette nouvelle sera démentie : elle ne l'a pas été encore quand Rocker écrit *The Tragedy of Spain*. Helmut Rüdiger, le traducteur de la brochure en langue espagnole, parue quelques mois après la version anglaise, tient compte des informations parues depuis la publication de celle-ci et, corrigeant quelque peu le texte de Rocker, écrit que «Maurín tomba aux mains des fascistes [...] et on ignore absolument quel est son sort» (*Extranjeros en España*, p. 92).

4. En réalité, Germinal Vidal, secrétaire de la Jeunesse communiste ibérique (l'organisation des jeunes du POUM) est mort dans les rues de Barcelone, dès le 19 juillet 36, dans les combats de rue contre les militaires insurgés (Cf. Ignacio Iglesias, *Experiencias de la revolución. El POUM, Trotski y la intervención soviética*, Editorial Laertes, Barcelone, 2003, p. 199).

5. À ce moment-là, le titulaire du ministère de la Justice est Manuel de Irujo, qui y représente les nationalistes basques du PNV (Partido Nacionalista Vasco : Parti nationaliste basque). Il succède à ce poste à Juan García Oliver, un des quatre libertaires présents dans le second gouvernement de Francisco Largo Caballero.

Un terrorisme de bandits et des méthodes tchékistes russes en Espagne

Les staliniens espagnols et leurs inspirateurs russes ne se sont pas contentés de semer la discorde dans les rangs du front antifasciste et de boycotter, ouvertement ou secrètement, la révolution populaire. Ils se sont mis à écarter de leur chemin les opposants qui leur déplaisaient, en les assassinant, et à intimider les populations grâce à un système de terrorisme secret. Aujourd'hui, il n'y a pas le moindre doute quant à l'existence dans de nombreuses régions d'Espagne de groupes de terroristes qui opèrent selon les méthodes de la Tcheka russe.

En avril dernier, la CNT a découvert une de ces cellules tchékistes à Murcie et arrêté ses membres les plus importants. Pendant des mois, la population s'était alarmée de la disparition soudaine de certains habitants, dont un grand nombre appartenaient à la CNT. Comme la police locale ne faisait aucun effort pour aller au fond du problème, la CNT a pris les choses en main. Il s'est avéré que tous les gens arrêtés en rapport avec cette affaire étaient des membres du Parti communiste. Nous citons ce qui suit à partir d'une déclaration publique qui a été signée par des représentants du Front populaire, des Jeunesses libertaires et du Comité provincial de la CNT :

«Nous avons attendu, de la part de la presse et du parti auxquels ils appartiennent, un désaveu des membres de la checa¹ qui travaillaient en coopération avec le gouverneur de Murcie. Nous n'avons encore rien obtenu de tel. C'est pourquoi maintenant nous allons parler sans ambages et dire à ceux qui sont en train d'essayer d'importer de l'étranger des systèmes politiques dictatoriaux et des méthodes de terreur made in all country²[sic] qu'ils ne savent pas bien qui est leur hôte. Dans le peuple espagnol, il n'y a pas d'âmes d'esclaves, et il ne remettra jamais la conduite de son destin dans la main des tyrans. Nous combattons aujourd'hui pour chasser de notre sol les intrus qui mènent notre pays à la ruine. Nous saurons aussi chasser ces autres éléments qui souhaitent introduire parmi nous des systèmes de terreur politique qui appartiennent au passé et qui répugnent à la pensée et au sentiment de notre peuple.»

En Castille, et en particulier à Madrid et dans ses environs, où la CNT, avant la rébellion des fascistes, avait seulement une forte minorité de travailleurs derrière elle, beaucoup de choses ont changé depuis le 18 juillet. Beaucoup de groupes de l'UGT sont passés à la CNT, si bien que cette dernière aujourd'hui a presque autant d'adhérents que l'UGT dans le centre du pays, et, qui plus est, compte en son sein les éléments les plus actifs du mouvement ouvrier. Un tel développement a été naturellement mal accueilli par les staliniens parce qu'il était des plus favorables à une alliance avec l'UGT, que la CNT n'ar-

1. Le terme checa (du mot russe «Tcheka») utilisé au cours de la guerre d'Espagne désigne très souvent une prison clandestine dirigée par des membres du PCE, où ceux-ci interrogeaient et torturaient les emprisonnés. Dans son texte «Le stalinisme, bourreau de la Révolution espagnole, 1937-1938» (recueilli in Marcel Ollivier, Katia Landau, *Espagne, les fossoyeurs de la révolution*, Spartacus, 1938 puis 1975), Katia Landau a donné de nombreux témoignages sur les activités de certaines de ces checas.

2. En anglais dans le texte.

rêtait pas de préconiser. C'est pourquoi il est facile de comprendre que, dans ce même Madrid et dans ses environs où l'influence du Parti communiste était la plus forte, spécialement depuis qu'il avait réussi à chasser les partisans de Largo Caballero des instances dirigeantes de l'UGT, aucun moyen n'était négligé pour empêcher la progression de la CNT.

Ainsi, Cazorla, le représentant communiste à la Junta de Defensa de Madrid, s'est prévalu de sa position de chef de la police pour déclencher une sauvage persécution de la CNT, et cela est allé si loin qu'un jour, l'un des chefs militaires des plus efficaces de la CNT, Verardini, chef d'état-major de la Division Mera, a été arrêté comme fasciste. Bien sûr, on a dû le relâcher aussitôt car même le général Miaja a qualifié l'action de Cazorla d'inopportune (improcedente). Ainsi, la Tcheka communiste s'est mise à l'œuvre de façon encore plus énergique. Cette année, de février à avril, plus de quatre-vingts membres de la CNT ont été les victimes de ces lâches assassins à Madrid et dans ses environs.³

Dans le village de Villanueva (province de Tolède), le quartier général de l'organisation des ouvriers agricoles de la CNT a été saccagé sur l'ordre du maire communiste et seize travailleurs de la CNT ont été assassinés par la Tcheka. Des faits semblables se sont déroulés dans la ville voisine de Villamayor qui avait également un maire communiste. Lorsque la presse de la CNT-FAI a demandé une investigation rigoureuse de ces faits, les stalinien ont mis en œuvre toutes leurs agences pour y faire obstacle. *Mundo Obrero* (Monde ouvrier), l'organe du Parti communiste à Madrid, a défendu le maire de Villanueva jusqu'au bout et l'a proclamé le «plus honnête et le plus sincère antifasciste». Ce qui n'a cependant pas empêché les deux maires communistes de Villanueva et de Villamayor d'être traduits en justice devant un tribunal du peuple, sous la pression de l'opinion publique, en même temps que les autres meurtriers des seize ouvriers agricoles. Au cours de ce procès, des choses incroyables sont montées à la surface, tels les viols horribles d'une mère et de sa fille, qui ont secoué profondément toute la population. Le tribunal du peuple a condamné à mort les deux instigateurs communistes de ces crimes affreux. On peut comprendre pourquoi, aujourd'hui, les communistes réclament avec autant d'urgence l'abolition des tribunaux du peuple.

Le 24 mai de cette année, deux hommes accompagnés du maire communiste, se sont présentés chez Gonzalez Moreno, le secrétaire de la CNT à Mascaraque, et ils lui ont dit qu'ils étaient envoyés par la Brigade Lister et qu'ils avaient ordre de l'arrêter et de l'emmener à la ville de Mora de Tolède. Moreno a d'abord refusé d'obéir, jusqu'à ce que le maire communiste ait promis de l'accompagner. Mais lorsque Moreno a grimpé dans la voiture qui attendait, le maire s'est tranquillement éloigné. Le jour suivant, Moreno était fusillé derrière l'église du Christ de Mora de Tolède. Dans ce cas il ne s'agissait que d'un acte de vengeance ordinaire, car Moreno, qui auparavant avait appartenu au Parti communiste, l'avait quitté pour rejoindre la CNT. *Solidaridad Obrera*, de laquelle nous tenons cette information, fait le commentaire suivant :

«Avec cette nouvelle victime, cela fait maintenant soixante personnes assassinées à Mora de Tolède. Parmi elles des hommes et des femmes qui n'avaient rien fait d'autre que d'appartenir à la CNT et de condamner les actes criminels des communistes qui maintenaient leur voisinage dans la terreur. De telles horreurs ne s'expliquent pas par l'antagonisme de convictions politiques différentes ni même par la soif de pouvoir de certains défenseurs de la révolution. Ceux qui ont perpétré ces crimes si odieux sont simplement des provocateurs au service du fascisme. Nous réclamons le châtimement des coupables. Ceux qui ont des responsabilités dans notre organisation ont toujours exhorté

3. C'est à la suite de ces nombreuses affaires que, le 21 avril 1937, Francisco Largo Caballero décida la dissolution de la Junta de Defensa de Madrid pour la remplacer par un conseil municipal constitué de 31 membres.

les camarades à la dignité et au contrôle de soi. Maintenant, cependant, nous nous sentons obligés de porter à la connaissance du public ces horribles crimes qui menacent de plonger l'Espagne antifasciste dans une guerre fratricide, pour que le peuple espagnol puisse savoir qui sont les véritables provocateurs au sein de la classe des travailleurs.» (*Solidaridad Obrera*, 1er juillet 1937.)

Ce ne sont là que quelques faits d'une longue liste qui depuis les événements de mai, n'a cessé de s'allonger à un rythme terrifiant. Les instigateurs de ces crimes, chargés aujourd'hui de favoriser les plans politiques de Staline, en brisant de gaieté de cœur le front antifasciste, font tous leurs efforts pour pousser la CNT à une résistance violente et portent ainsi un coup mortel à la révolution sociale en Espagne. La CNT a risqué la vie de ses meilleurs éléments pour mener la guerre contre les intrus à une fin victorieuse. Les esprits supérieurs qui la dirigent savent trop bien que de l'issue de la guerre dépend non seulement le destin de l'Espagne mais aussi le destin de leur propre mouvement. Cette terrible responsabilité les a conduits à des actes dont les effets dangereux ne peuvent être ignorés. Dans leur honnête effort pour rassembler toutes les forces révolutionnaires contre la menace du fascisme, ils n'ont pu se résoudre à attaquer l'ennemi dans leurs propres rangs avec cette même saine vigueur si glorieusement déployée dans leur lutte ouverte contre le fascisme. D'autant moins qu'ils ne pouvaient pas manquer de reconnaître qu'une lutte ouvertement déclarée au sein du front antifasciste ne pouvait tourner qu'à l'avantage de Franco et de ses alliés.

La conscience qu'ils avaient d'un ennemi qui, depuis le tout début, poursuivait un objectif bien défini et ne s'embarrassait pas de scrupules, a mis la CNT dans une situation qui, sans doute, aurait pu être évitée si le danger avait été reconnu et correctement estimé plus tôt. Ce sont là des questions dont il est difficile de juger de l'extérieur. De plus, il ne faut pas oublier que, dans de telles situations, où des décisions aux conséquences extrêmes doivent être prises à tout moment, même le meilleur d'entre nous n'est pas miraculeusement à l'abri des erreurs. Loin de nous, donc, l'idée de rechercher les mal-adresses réelles ou supposées dans un moment comme celui-ci, où le mouvement dans son ensemble est menacé de tous côtés des dangers les plus sérieux.

Les objectifs de la dictature

Le rôle que le gouvernement russe a joué en Espagne depuis le début, et qu'il joue encore, est clair pour tous ceux qui ne sont pas frappés de cécité absolue. Mais il y a aussi une autre raison à la haine profonde que les autocrates russes et leurs serviles affidés éprouvent pour la révolution des ouvriers et des paysans espagnols : c'est l'esprit libertaire qui l'anime, produit intrinsèque d'un mouvement qui, au cours de la lutte longue et difficile qu'il a dû mener pour se développer, a fait de la liberté et du combat vigoureux contre toute forme de dictature le principe de ses efforts.

C'est le grand mérite moral du socialisme libertaire en Espagne — qui, aujourd'hui, trouve sa puissante expression au sein de la CNT et de la FAI — d'avoir entretenu chez les travailleurs espagnols, depuis l'époque de la Première Internationale et même avant, un esprit qui place la liberté au-dessus de tout et fait de l'indépendance intellectuelle de ses adhérents le facteur le plus important de leur existence. Le mouvement libertaire en Espagne ne s'est jamais égaré dans le labyrinthe d'une dialectique économique, et sa force intellectuelle vive n'a jamais été mutilée par des idées de fatalité comme cela a souvent été le cas pour le socialisme dans d'autres pays. Pas plus qu'il n'a gaspillé ses capacités d'action dans les tâches mêmes et routinières des parlements bourgeois. Le socialisme n'a pas été pour lui une chose que l'on peut imposer d'en haut au peuple, à partir d'une bureaucratie d'État ou de parti, mais un processus organique de croissance, provenant de l'activité sociale des masses elles-mêmes, et qui trouve dans leur organisation économique une base qui lie ensemble toutes les forces créatives et n'impose cependant aucune restriction artificielle aux initiatives de l'individu.

C'est cet esprit — d'où est né le 19 juillet — qui a saisi avec une puissance irrésistible l'ensemble de la classe ouvrière et s'est même emparé d'éléments qui auparavant n'avaient jamais rien eu à faire avec l'œuvre de la CNT. Et c'est cet esprit qui a guidé les ouvriers, les paysans et les intellectuels dans leurs efforts pour reconstruire la vie sociale du pays sur de nouveaux principes, et qui a donné à leur créativité cette expression caractéristique que l'on n'avait jamais vue auparavant dans aucun autre pays.

Mais la CNT n'a jamais abusé de la puissance qu'elle possédait, et possède encore, particulièrement en Catalogne, pour supprimer les autres écoles de pensée et leur imposer sa volonté. Elle a fait, au contraire, tout ce qui était en son pouvoir pour unir les éléments antifascistes dans la lutte contre l'ennemi commun et le remodelage de la vie sociale. Ils ne pensaient aucunement à limiter la liberté d'opinion ou à dénier aux autres, en ce qui concernait leurs tendances politiques, la liberté d'opinion qu'ils réclamaient pour eux-mêmes. Ils acceptaient toutes les critiques sincères et restaient fidèles à ces principes de liberté qu'ils avaient toujours professés.

Cela fait maintenant un an que le peuple espagnol est engagé dans une lutte désespérée contre un ennemi sans pitié et qu'il est, en outre, exposé aux intrigues secrètes des grandes puissances impérialistes d'Europe. Malgré cela, les révolutionnaires espagnols ne se sont pas raccrochés à l'expédient désastreux de la dictature, mais ont respecté toutes les convictions honnêtes. Tous ceux qui ont visité Barcelone après les combats de juillet, amis ou ennemis de la CNT, ont été surpris de la liberté de la vie publique et de l'absence de tout dispositif visant à supprimer la libre expression des opinions.

Pendant deux décennies, les défenseurs du bolchevisme n'ont cessé de répéter aux masses populaires que la dictature était une nécessité vitale pour la défense des soi-disant intérêts du prolétariat contre les attaques de la contre-révolution et pour préparer la voie du socialisme. Ils n'ont pas fait avancer la cause du socialisme avec cette propagande, mais ils ont simplement ouvert la voie au fascisme en Italie, en Allemagne et en Autriche en faisant oublier à des millions de gens que la dictature, la forme la plus extrême de la tyrannie, ne peut jamais conduire à une libération sociale. En Russie, la soi-disant dictature du prolétariat n'a pas conduit au socialisme, mais à la domination d'une nouvelle bureaucratie sur le prolétariat et sur le peuple dans son ensemble.

Si, aujourd'hui, les agents russes du régime stalinien en Espagne menacent de détruire tout ce que les ouvriers et les paysans ont accompli et déploient toute leur énergie à placer le pouvoir dans les mains de la dictature d'un parti bourgeois-communiste, ils ne le font pas pour servir les intérêts du prolétariat mais pour favoriser la contre-révolution et pour servir les visées du capitalisme anglais et français.

Ce que les autocrates russes et ceux qui les soutiennent craignent le plus, c'est que le succès du socialisme libertaire en Espagne puisse prouver à leurs partisans aveugles que cette «nécessité d'une dictature», tellement prônée, n'est rien d'autre qu'une vaste fraude, qui, en Russie, a conduit au despotisme de Staline et qui doit, aujourd'hui en Espagne, aider la contre-révolution à gagner contre la révolution des ouvriers et des paysans.

Les progrès de la contre-révolution

Qu'après une guerre victorieuse contre le fascisme, l'histoire de l'Espagne ne repartirait pas exactement au même point où le 19 juillet l'avait surprise, cela était clair pour tous les gens qui ont le sens des réalités. Seuls les communistes ne voulaient pas le voir, ne devaient pas le voir, car la Russie veillaient aux intérêts de ses alliés impérialistes. L'Espagne était entrée dans une révolution sociale. Personne ne pouvait supposer que les ouvriers et les paysans révoltés, à la fin d'une guerre victorieuse, se remettraient patiemment sous le joug ancien et rendraient les acquis sociaux qu'ils avaient si chèrement payés du sang des meilleurs d'entre eux. Mais personne n'imaginait non plus qu'à la fin de la guerre, la bourgeoisie espagnole n'essaierait pas de regagner ce qu'elle avait perdu. Étant donné cette situation, il était clair pour tout le monde que les choses n'allaient pas s'arranger toutes seules.

Plus la grande transformation de la vie économique et sociale aurait progressé et amené l'agriculture et l'industrie sous le contrôle des syndicats de travailleurs, plus il allait être difficile pour les anciens pouvoirs en Espagne de rétablir les anciennes conditions. Et c'est justement ce que les capitalistes étrangers craignaient le plus et cherchaient à empêcher par tous les moyens. Mais personne ne leur avait rendu de service plus précieux dans ce domaine que le gouvernement russe et son instrument, le Parti communiste espagnol.

C'étaient eux qui avaient créé partout les plus sérieuses difficultés, entravant les syndicats ouvriers dans leur activité constructive, et qui aujourd'hui cherchent délibérément à détruire une œuvre qui est de la plus grande importance pour le développement social du pays.

Partout où l'UGT se composait d'authentiques ouvriers et paysans, ses représentants travaillaient aux côtés des travailleurs de la CNT à l'administration des entreprises agricoles et industrielles, et cela en parfaite harmonie. C'est dans les seuls endroits où les communistes avaient regroupé l'ensemble de la petite bourgeoisie au sein de l'UGT, comme par exemple à Barcelone, qu'elle cherchait d'une façon mesquine et méprisante à anéantir, par un sabotage évident ou caché, l'œuvre de socialisation si magnifiquement conçue que la CNT avait commencée, afin de préparer le terrain pour le retour aux anciennes conditions capitalistes. Quand la CNT a repris, à Barcelone, le ministère de la Défense et, en échange, a transmis à l'UGT la responsabilité de l'approvisionnement en nourriture, le ministre communiste Comorera¹ a entrepris, par toutes sortes de manigances démagogiques, de saper le travail des syndicats et de placer le contrôle des fournitures alimentaires dans les mains des petits détaillants et intermédiaires. En même temps, les communistes et la presse bourgeoise menaient une guerre incessante contre le travail de la CNT et la rendaient responsable de tous les maux causés par leurs propres représentants. Même s'ils n'avaient aucune chance auprès des grandes masses

1. Joan Comorera (1895-1960). Secrétaire du petit parti USC (Union des socialistes de Catalogne), fondé en 1932. Après de longues négociations, la fusion avec la section catalane du PSOE et celle du PCE donne naissance, au lendemain du 18 juillet 1936, au PSUC, lequel adhère aussitôt à la IIIe Internationale. De septembre 1936 jusqu'à la fin de la guerre, Comorera occupera divers portefeuilles au sein de la Généralité de Catalogne : celui des Services publics, de l'Approvisionnement, de la Justice puis, enfin, celui de l'Économie. C'est lui qui demande, et obtient, le départ du POUM du gouvernement catalan en décembre 1936.

populaires, leur travail systématique de désorganisation, servait à empoisonner l'opinion publique et à instiller dans les rangs du front antifasciste un esprit qui ne pouvait être que néfaste. En janvier 1937, ils organisèrent dans la petite ville de Fatarells² une révolte contre la CNT qui en elle-même était de peu d'importance, mais qui montrait ce dont ces gens étaient capables.

On pourrait peut-être objecter que notre compte rendu repose seulement sur des rapports publiés par la presse de la CNT et qu'il n'est donc pas impartial. Toutefois cela serait une erreur grave. On trouve une opinion semblable exprimée même dans ces journaux dont les directeurs, très peu de temps avant la rébellion fasciste, étaient carrément traités par les communistes de «mencheviks» et de «traîtres au prolétariat». Ainsi, *Adelante* (En avant), l'organe du Parti socialiste à Valence, décrivait avec une ironie amère la fourberie des staliniens :

«Lorsque la rébellion fasciste a éclaté, les organisations de travailleurs et les éléments démocratiques de ce pays étaient d'accord pour penser que la soi-disant révolution nationale qui menaçait de plonger notre peuple dans un abîme de misère, ne pourrait être arrêtée que par une révolution sociale. Le Parti communiste, cependant, s'est opposé de toutes ses forces à cette opinion. Apparemment il avait complètement oublié ses anciennes théories au sujet d'une "République d'ouvriers et de paysans" et d'une "dictature du prolétariat". À en juger par la répétition continuelle de son nouveau slogan concernant la République démocratique parlementaire, il est clair qu'il a perdu tout sens des réalités. Quand les groupes catholiques et conservateurs de la bourgeoisie espagnole ont vu leur vieux système détruit et ne pouvaient trouver de solution, le Parti communiste leur a donné un nouvel espoir. Il leur a assuré que la République démocratique bourgeoise qu'il préconisait ne placerait aucun obstacle sur le chemin de la propagande catholique et surtout, qu'il était prêt à défendre les intérêts de classe de la bourgeoisie.» (*Adelante*, 1er mai 1937.)

Ce que nous disons là n'est pas exagéré et le fait que la dirigeante communiste La Pasionaria³ ait préconisé ouvertement à Madrid une alliance entre les organisations des Jeunesses communistes et de la Jeunesse catholique le montre suffisamment. Il y a peu, le même journal (*Adelante*) a envoyé un questionnaire spécial à tous les secrétaires des syndicats d'ouvriers agricoles de l'UGT dans différentes parties du pays, dans lequel, parmi d'autres questions, se trouvaient les deux suivantes : 1) Qui s'oppose aux collectivités paysannes ? 2) Est-ce que le travail du Parti communiste dans les districts ruraux est utile ou nuisible aux activités des syndicats ? Le résultat de cette enquête a été le suivant :

«Les réponses à ces questions ont révélé une étonnante unanimité. Partout la même histoire. Aujourd'hui le Parti communiste s'oppose très vigoureusement aux collectivités paysannes. Les communistes organisent les fermiers aisés qui sont à la recherche de main-d'œuvre bon marché et qui, pour cette raison, sont ouvertement hostiles aux entreprises coopératives des paysans pauvres.

Ce sont les éléments qui, avant la révolution, sympathisaient avec les fascistes et les monarchistes qui, selon le témoignage des représentants syndicaux, se regroupent maintenant dans les rangs du Parti communiste. Quant à l'effet général de l'activité des communistes sur le pays, les secrétaires de l'UGT n'avaient qu'une opinion, que le représen-

2. La Fatarell, ou La Fatarella, est un petit village catalan de la province de Tarragone, habité à l'époque par 600 habitants, principalement des petits propriétaires opposés à la politique de collectivisation inspirée par la CNT. Le 23 janvier 1937, les habitants du village, qui venaient d'entrer en masse à l'UGT, affrontèrent les militants de la CNT présents sur les lieux.

3. Dolores Ibarruri (1895-1989), dite La Pasionaria. Elle adhère au PCE en 1921 et parvient vite à des postes de responsabilités au sein du petit PCE. Elle voyage à Moscou en 1933. Éluë dans les Asturies en 1936, elle est la figure de proue du Parti communiste pendant la guerre civile. Après 39, elle s'installe en URSS.

tant de l'organisation de Valence a exprimée ainsi : "C'est une calamité au plein sens du terme."»

Il ne fait aucun doute que toutes ces machinations souterraines ont eu l'approbation de la République de gauche et des ministres communistes du gouvernement de Valence. Cela ne se révèle pas seulement dans le sabotage délibéré des nouvelles coopératives dans les villes et les campagnes, mais aussi dans le boycott systématique du front d'Aragon par le gouvernement central, où est intervenue l'ambassade russe et aussi, sans aucun doute, ses collègues anglais et français. Sur le front d'Aragon se trouvaient surtout des formations de la CNT. C'est pourquoi on a cherché à tout prix à empêcher leur équipement en armes lourdes. Pendant des mois, le front est resté dépourvu d'avions, de chars et d'artillerie lourde. Ses défenseurs devaient dépendre presque entièrement d'armes de poing et de fusils mitrailleurs, et ils manquaient même de ces armes-là. Et pourtant, une offensive sur ce même front aurait eu une grande importance stratégique. Non seulement elle aurait pu empêcher la chute de Bilbao, mais, dans une large mesure, elle aurait soulagé les courageux défenseurs de Madrid. La presse de la CNT avait dénoncé ces scandaleuses manigances pendant des mois. Miguel Martin Guillén, l'un des chefs militaires de la CNT en Aragon, a même parlé de franche trahison :

«Envoyez-nous des armes, des blindés, des avions, etc., et tout l'Aragon sera à nous ! Moins de fourberie et une meilleure compréhension de la situation ! Moins de politique et plus d'action, et Huesca, Teruel, et Saragosse tomberont dans nos mains ! Nous ne pouvons pas plus longtemps supporter ici d'être condamnés à l'inaction. Encore moins pouvons-nous endurer la fourberie et les attaques sournoises de certains cercles politiques, qui nous reprochent une inaction dont ils connaissent trop bien la cause. Moins d'intrigues et plus d'impartialité.» (*Orientaciones Nuevas*, 22 mai 1937.)

C'est un fait que, tandis que nous écrivons ces lignes, Franco, avec une grande supériorité technique, a lancé une offensive près de Teruel contre laquelle des troupes entières ont été sacrifiées inutilement parce qu'elles manquaient de l'armement lourd nécessaire pour résister avec succès. Mais l'Angleterre, la France et la Russie étaient aussi peu intéressées par une victoire décisive des forces loyalistes que par une victoire de Franco. Et ces pays souhaitaient encore moins armer le front d'Aragon, où la CNT était le plus fortement représentée. Et tandis que le front d'Aragon était systématiquement boycotté, la presse communiste de l'étranger disait à ses lecteurs que les hommes de la CNT ne voulaient pas se battre, les défenseurs de ce front même où s'était trouvé Durruti, qu'on avait nommé «le héros du front d'Aragon».

Le prélude des événements de mai en Catalogne

Lorsque, avant la chute de Bilbao, il semblait que Franco avait l'intention d'accéder aux propositions des diplomates français et anglais en faveur d'une médiation, il importait par-dessus tout à ces derniers de faire en sorte que le gouvernement de Valence soit bien disposé envers leurs plans. Ils avaient déjà employé tous les moyens de pression politique à cet effet, et sans aucun doute ils avaient trouvé une oreille attentive dans certains cercles de l'ancien gouvernement. Mais Largo Caballero avait enfin appris qu'accéder aux visées de l'Angleterre et de la France équivaldrait à une trahison directe du peuple espagnol, à laquelle il ne voulait pas se prêter. C'est pourquoi il a refusé de céder aux pressions extérieures et qu'il a accusé ses opposants républicains et communistes au gouvernement «d'avoir montré une réceptivité trop grande aux suggestions de certains cercles exaltés d'au-delà des Pyrénées».

Cela a été suffisant pour amener la chute du gouvernement Largo Caballero. Ce sont les communistes, à nouveau, qui avaient provoqué la crise au gouvernement de Valence, afin d'aider à la mise en selle du gouvernement Negrín, un gouvernement exclusivement composé de républicains bourgeois, de catholiques, de socialistes de droite et de communistes, et qui par conséquent n'est que trop enclin à accéder aux vœux des impérialistes étrangers. Et à nouveau, c'est l'ambassadeur russe qui a fait du retrait du cabinet de Largo Caballero la condition sine qua non de la poursuite de l'aide de son gouvernement.

Que le nouveau gouvernement, dont la première action a été de supprimer la représentation des deux grandes organisations de travailleurs — la CNT et l'UGT — serve ouvertement les objectifs de la contre-révolution, des événements récents en Espagne et la persécution des meilleurs combattants du front antifasciste l'ont suffisamment prouvé. Il est significatif, que dans son premier manifeste, le nouveau gouvernement ait annoncé que, dans l'intérêt de la guerre, il était particulièrement «nécessaire que le présent cabinet soit d'un caractère exclusivement politique».

Bien sûr ! Seuls des politiciens de la pire espèce peuvent se déterminer à sacrifier les intérêts du peuple espagnol aux prétentions des capitalistes étrangers et à voler aux masses laborieuses les fruits de la révolution. Les communistes, cependant, se sont prêtés facilement à ces propositions réactionnaires et ont offert une façade derrière laquelle les anciens et sinistres pouvoirs attendent leur heure. Sur ce point, *La Correspondencia*, l'organe de l'UGT à Valence, fait les commentaires sarcastiques suivants :

«Cela donne presque l'impression que l'UGT et la CNT jouent un rôle d'une très grande non-importance dans les affaires de notre pays. Leurs membres ont le droit d'apporter leurs contributions et de mourir sur le front comme de braves camarades. Dans tous les autres domaines, cependant, ils doivent laisser les mains libres aux politiciens et leur permettre de les amener là ils veulent.»

Mais, même avant la fin de la récente crise gouvernementale à Valence, on s'est concerté pour frapper fortement les travailleurs révolutionnaires de la CNT-FAI, pour prouver aux puissances capitalistes étrangères la ferme intention de mettre fin aux efforts des syndicats en vue de la socialisation de l'économie. Cette fois encore, et comme

toujours, les staliniens ont exécuté les ordres des politiciens professionnels bourgeois et des réactionnaires des classes moyennes dont les intentions coïncidaient avec celles des impérialistes étrangers.

Qu'en ce qui concerne les événements de mai en Catalogne, nous n'ayons pas affaire à une révolte des anarchistes et du POUM, comme l'a relaté presque unanimement la presse étrangère, c'était clair même pour qui n'avait qu'un petit aperçu de la situation. L'assertion que la CNT-FAI, alliée au POUM, avait l'intention de s'emparer du pouvoir gouvernemental en Catalogne était, en fait, si stupide que cela ne pouvait impressionner que les gens qui n'avaient pas la moindre idée de la situation réelle dans cette province. Si la CNT-FAI avait réellement nourri de tels projets, elle avait eu pour les mener à bien les circonstances les plus favorables pendant une longue période après le 19 juillet, car son magnifique moral et sa supériorité physique sur toutes les autres factions étaient tels que personne n'aurait pu lui résister. Elle n'a pas agi ainsi, non parce qu'elle manquait de force, mais parce qu'elle était opposée à toute forme de dictature, d'où qu'elle vienne.

Plus de 120.000 membres de la CNT-FAI combattaient dans ses formations militaires sur tous les fronts. Un soulèvement à l'arrière aurait été une trahison méprisable aux yeux de ces hommes qui, à chaque instant, risquaient leur vie pour empêcher l'avance de Franco et de ses alliés. Et qui plus est, la CNT était représentée dans la Généralité de Catalogne : les gens, habituellement, ne se révoltent pas contre un gouvernement auquel eux-mêmes participent. Tous les efforts de la CNT après le 19 juillet visaient à gagner la guerre et la révolution. Ils étaient les plus solides alliés du front antifasciste, et les plus prêts au sacrifice. Aucun intérêt de politique partisane d'aucune sorte ne les influençait et ils n'avaient en vue que la seule libération sociale des masses. Tout leur comportement dans la lutte désespérée contre les hordes fascistes en est un témoignage splendide et ne peut être interprété d'aucune autre façon.

Non, les événements en Catalogne ne sont pas le résultat d'une «conspiration anarchiste et trotskiste» contre le gouvernement, mais d'un complot longuement préparé contre la classe ouvrière espagnole, dans lequel les communistes et leurs alliés, les nationalistes catalans, ont joué le rôle le plus important. Le plus important, mais pas le seul, car tous les éléments réactionnaires ont collaboré à ce complot, depuis les politiciens de Valence et de Barcelone, toujours prêts au compromis, jusqu'aux cercles les plus exaltés de la diplomatie étrangère. Les plans étaient tracés depuis des mois, comme des faits indiscutables le montrent clairement.

Ainsi, le 5 mars 1937, est apparu, à l'arsenal de Barcelone, un groupe d'hommes qui, présentant un ordre de Vallejo, le directeur des industries de guerre, demandait la livraison de dix véhicules blindés. Le surintendant de l'arsenal donna satisfaction à ces hommes. Plus tard, cependant, des doutes se sont fait jour, et il a téléphoné à Vallejo pour lui demander si c'était bien lui qui avait donné cet ordre. Il s'est avéré alors que toute cette affaire n'était qu'un coup monté et qu'on avait imité la signature de Vallejo. On a découvert rapidement que les véhicules blindés étaient dans la caserne Vorochilov, qui abritait l'état-major militaire du Parti communiste. Là, au début, ils ont simplement nié les faits. Mais quand le Premier ministre de Catalogne, Tarradellas,¹ est intervenu et a menacé d'imposer une fouille, ils ont dû admettre le vol. Quel était le but de cet acte ? On ne vole pas des blindés à moins d'avoir l'intention de s'en servir. Mais contre qui d'autre auraient-ils pu être employés à Barcelone, si ce n'est contre les travailleurs

1. Josep Tarradellas i Joan (1899-1989), nationaliste catalan, proche du colonel Macià. Membre de l'ERC, il est nommé chef du gouvernement de la Généralité en septembre 1936 et restera à ce poste jusqu'à ce que, en février 1939, il passe en territoire français. Arrêté par la Gestapo, il ne sera cependant pas extradé en Espagne, contrairement à Lluís Companys. En 1954, il est élu président de la Généralité en exil.

de la CNT et de la FAI ? Nul homme en possession de tous ses moyens ne niera que l'on n'entreprend un coup pareil que si on a quelque idée derrière la tête.

Mais ce n'est pas tout. La *Pravda*, dès le 22 mars, a écrit que le POUM était en train de préparer un soulèvement contre le gouvernement de Valence.

C'était, bien sûr, un mensonge délibéré, et par-dessus le marché, un mensonge parfaitement stupide, car le POUM n'était qu'une petite organisation qui n'avait aucune influence auprès de la grande masse des travailleurs organisés. Penser que ce groupe pouvait projeter un soulèvement contre le gouvernement est tout simplement une insulte à l'intelligence humaine. Mais en Russie le plus stupide des mensonges est encore assez bon.

Ce n'était pas seulement en Russie ou dans les sphères dirigeantes des communistes espagnols ou encore au sein d'Estat Català² que les gens étaient, de manière si suspecte, bien informés du «soulèvement» à venir. Dans les milieux diplomatiques étrangers, on était également en possession de la meilleure «information» possible à ce sujet. Diego Abad de Santillán,³ qui, pendant quelque temps, a occupé le ministère de l'Économie dans le gouvernement catalan, et qui est connu dans toute l'Espagne et l'Amérique du Sud comme le plus honorable des hommes, dont personne ne peut remettre en question le respect de la vérité et le sens des responsabilités a fait, peu après les événements de Barcelone, la déclaration suivante qui en dit assez long :

«Il ne fait aucun doute que les récents événements ont été le résultat d'un complot délibéré, comme on n'en avait jamais vu auparavant dans l'histoire du mouvement ouvrier. Ceci se déduit clairement du fait que, deux semaines avant qu'ils ne se produisent, les gens en parlaient dans les milieux diplomatiques étrangers et étaient préparés à les voir se produire. On y disait tout à fait ouvertement que, dès lors que la CNT-FAI avait été forcée de quitter ses postes de direction à Madrid et à Valence, on devait combattre les anarchistes de Catalogne. Les mêmes déclarations étaient faites à Paris par des personnes proches du gouvernement catalan.

Et comment peut-on expliquer autrement la soudaine arrivée de bateaux de guerre dans notre port juste quelques heures avant le déclenchement des hostilités ? N'est-ce pas là encore une preuve qu'il s'agit d'un plan organisé à l'avance ? Longtemps avant que le premier coup de feu n'éclate, des croiseurs anglais et français se hâtaient vers le port comme s'ils avaient eu le pressentiment prophétique des choses à venir. Si l'on prend tout cela en considération, on se demande quelle foi dans le triomphe de la cause antifasciste existe encore chez ces gens-là, qui appellent la protection étrangère contre les travailleurs de leur propre pays ?» (*Solidaridad Obrera*, 13 mai 1937.)

Les événements sanglants à Barcelone étaient simplement les derniers d'une longue série d'actes de provocation inouïs ayant pour seul but d'inciter la CNT et la FAI à la rétorsion afin que, par la suite, la responsabilité morale des inévitables conséquences puisse être rejetée sur elles. Ainsi, le gouvernement de Valence, tout à fait tranquillement, a or-

2. Estat Català est un mouvement nationaliste catalan fondé, en 1922, par Francesc Macià, ancien militaire et député. En 1931, il fusionne avec le Parti républicain de Catalogne de Lluís Companys et les animateurs de l'hebdomadaire *L'Opinió* (dirigé par Lluhi) pour créer l'ERC (voir, plus haut, note 40). Mais ce parti, constitué de factions mal assorties, restera une coalition des plus hétérogènes. Après la mort de Macià, à la fin 1933, l'Estat Català, dirigé par José Dencas, amorce un virage à droite très marqué, qui se manifeste en particulier par une très forte aversion à l'égard de l'anarcho-syndicalisme.

3. Diego Abad de Santillán (1897-1983), de son vrai nom Sinesio Baudilio García Fernández, est une des plus grandes figures de l'anarchisme espagnol. Il participa à la préparation du congrès constitutif de l'AIT (fin 1922-début 1923) et occupa des postes de haute responsabilité au sein du mouvement libertaire d'Espagne. Travailleur infatigable, il a publié de très nombreux ouvrages ainsi qu'une quantité considérable de traductions, dont la plus grande partie des œuvres de R. Rocker. Il a laissé un livre important sur la guerre d'Espagne, *Por qué perdimos la guerra. Una contribución a la tragedia española*, publiée en 1940 par les éditions Imán à Buenos Aires.

ganisé une troupe spéciale d'officiers des douanes, des carabineros, ne comprenant que des communistes et des socialistes de droite. Cette année, en avril, une section de cette troupe a été soudainement envoyée en Catalogne pour occuper la frontière française gardée jusqu'alors par les brigades des travailleurs de la CNT qui veillaient partout, avec un sens des responsabilités irréprochable, à la sécurité publique. Cet acte, qui n'avait même pas de justification légale, ne peut être interprété que comme une provocation à l'égard de la CNT.

Le 27 avril, les carabineros, sans raison aucune, ont provoqué des incidents avec les résidents de la petite ville de Puigcerda — dont la population était gagnée en totalité aux idées anarchistes —, au cours desquels Antonio Martín, le président du conseil municipal, et deux camarades de la CNT ont été fusillés par des séparatistes catalans. La ville était connue pour ses réalisations exemplaires dans les domaines économiques et politiques, qui avaient même été très applaudies en plusieurs occasions par des correspondants de la presse étrangère. Mais, même cette fois-là, la CNT ne s'est pas laissée entraîner à prendre des mesures de rétorsion, parce qu'elle était parfaitement consciente de l'énorme responsabilité qui pesait sur ses épaules. Si, avec tout cela, on prend en considération les crises continuelles au sein du gouvernement catalan qui étaient provoquées par les communistes, on comprend tout de suite que la prétendue «révolte des anarchistes et des trotskistes» en Catalogne était en réalité un assaut de la contre-révolution, par lequel on cherchait à abattre le rempart le plus solide du mouvement ouvrier espagnol, et à déblayer le terrain pour les arrangements des impérialistes étrangers.

Les événements de mai en Catalogne

La cause immédiate des événements de mai en Catalogne a été un acte de provocation évident du ministre de la Sécurité publique, Artemio Aiguadé,¹ un membre du parti séparatiste catalan qui avait repris ce poste dans le cabinet nouvellement formé quelques semaines auparavant. À trois heures de l'après-midi, le 3 mai, le commissaire Rodriguez Salas, un membre du PSUC, a fait son apparition avec une forte escouade de police au Central téléphonique de Barcelone et a déclaré de façon catégorique qu'il avait des ordres d'Aiguadé pour occuper le bâtiment. Le Central téléphonique, comme beaucoup d'autres bâtiments publics de la ville, était sous le contrôle de la CNT et de l'UGT, en même temps que d'un délégué officiel de la Généralité, et cette situation était reconnue depuis longtemps par le gouvernement.

C'est pourquoi, quand les travailleurs ont protesté, Salas a ordonné à ses hommes de les désarmer de force. Au rez-de-chaussée, la chance a été de son côté, car les travailleurs ont simplement été pris par surprise. Au premier étage, cependant, il a rencontré la résistance énergique des hommes de la CNT. Des coups de feu ont été tirés des deux côtés, et la police n'a pas pu forcer son passage plus loin. Pendant ce temps, une foule immense s'était rassemblée dans la rue, attirée par la fusillade. L'excitation générale a atteint son maximum quand des hommes armés du PSUC ont fait leur apparition dans les rues adjacentes et ont commencé à élever des barricades. Une clameur s'est élevée alors dans toute la ville et s'est répandue rapidement jusque dans les faubourgs les plus reculés : «Trahison ! Trahison ! Aux armes ! Il nous faut défendre la révolution !»

Tout cela s'est produit tout à fait spontanément. Les travailleurs ont eu le sentiment qu'une mauvaise agression avait été manigancée contre eux et ils se sont préparés à se défendre avec résolution, sans attendre une décision de leurs organisations. En un tour de main, les faubourgs ont été convertis en retranchements armés. Il était clair que, depuis le tout début, l'ensemble des travailleurs organisés était du côté de la CNT, tout comme en juillet 1936. Si forte était la résistance générale dans les faubourgs de Barcelone que la police, dans l'ensemble, y est restée neutre ainsi que les républicains, et même des militaires communistes, comme, par exemple, les soldats de la caserne communiste de Sarria. Dans beaucoup de sections, on a fraternisé avec le peuple, comme l'a fait aussi la Guardia de Asalto² à Sans et à San Gervasio. A Sans, les travailleurs ont fait prisonniers 400 hommes de la Guardia Civil et les ont retenus au quartier général de la CNT. Il est à remarquer que ces hommes, ainsi que tous les autres qui avaient été faits prisonniers

1. Artemio Aiguadé (ou Ayguadé), membre de l'ERC. À ce titre, il intègre, le 21 juillet 1936, le Comité central des milices antifascistes de Catalogne. Il est «conseiller» à la Sécurité intérieure du gouvernement de la Généralité constitué le 27 septembre 1936 par Tarradellas, où figurent trois représentants de la CNT. Il n'est pas reconduit à ce poste quand Tarradellas forme, en juin 37, ce qui sera le dernier gouvernement de la Généralité avant la défaite de 1939.

2. La Guardia de Asalto (Garde d'assaut) est une création du régime républicain, soucieux de pouvoir compter sur des forces chargées de l'ordre public moins impopulaires que la Guardia Civil et qui lui soient plus acquises. Ce corps est fondé dès le mois de mai 1931 sous le nom de Compañias de Vanguardia (Compagnies d'avant-garde), avant d'être appelé Seccion de Guardias de Asalto. Ses membres intègrent le Cuerpo de Seguridad y de Asalto (Corps de sécurité et d'assaut), créé en février 1932. Ce sont des Guardias de Asalto qui se rendent responsables du massacre de Casas Viejas. Ils sont plus de 17.000 à la veille du 18 juillet 36 : 70% d'entre eux restent fidèles au régime républicain.

par les travailleurs, ont été rapidement relâchés une fois le combat terminé alors que tels membres connus de la CNT tombés aux mains des adversaires ont été lâchement assassinés.

C'est seulement au centre de la ville, où résidait l'ancienne classe moyenne, que les communistes et leurs alliés sont restés maîtres de la situation et là seulement parce que les travailleurs, depuis le début, se bornaient strictement à se défendre et ne procédaient à aucune attaque directe, comme ils auraient pu le faire facilement. Le Comité général de la CNT se préoccupait surtout de mettre fin aux combats et de les empêcher de gagner les autres parties du pays. Des délégations ont été envoyées en toute hâte chez le Premier ministre, Tarradellas, et chez le ministre de l'Intérieur, Aiguadé, et ont demandé le retrait des forces de police. On leur a assuré qu'aucun ordre n'avait été donné pour l'occupation du Central téléphonique. Ce qui était un mensonge manifeste, car il a été établi plus tard que Aiguadé avait donné l'ordre à Rodriguez Salas. Peu de temps avant le déclenchement des hostilités, un opérateur téléphonique, affilié à la CNT, avait vu passer un télégramme destiné à un homme politique séparatiste catalan bien connu en France, et qui se composait des mots suivants : «Etic bé. Tot marxà.» (Je suis en bonne santé. Tout marche bien.) C'est pourquoi le Comité régional a été aussitôt certain qu'il n'y avait pas eu là simplement un malheureux malentendu, mais une attaque bien planifiée contre les travailleurs dans le but d'expulser les représentants de la CNT de la Généralité et d'anéantir leur organisation dans le sang. Cette conviction n'était que trop justifiée car il s'est avéré par la suite que des choses semblables se produisaient dans d'autres villes de Catalogne, organisées de la même façon. Le Comité s'est retrouvé dans une situation difficile. Ses membres étaient conscients que l'extension du conflit porterait un coup terrible à la cause antifasciste. D'un autre côté, ils ne pouvaient évidemment pas attendre des travailleurs qu'ils se laissent calmement massacrer par une bande de conspirateurs. C'est pourquoi, dès le début, le comité a concentré ses efforts sur la défense et a demandé au gouvernement la démission immédiate d'Aiguadé et de Rodriguez Salas pour restaurer la paix le plus vite possible. Comme le gouvernement hésitait, la grève générale a été proclamée, dont seuls ont été exemptés les travailleurs engagés dans les industries de guerre. Ce n'est là qu'une preuve supplémentaire du très grand sens des responsabilités qui animait la classe ouvrière de Barcelone. Si le gouvernement avait accepté cette demande, qui n'était que trop raisonnable, la paix aurait été rétablie en quelques heures, car les travailleurs n'avaient certes rien à gagner à se tuer entre eux ; par leur tactiques divergentes les communistes et les séparatistes ont prolongé les négociations, aggravant par là même inutilement la situation.

Dans les faubourgs il n'y a eu pratiquement aucun combat. À Sans, Hostafranchs, San Gervasio, etc., les travailleurs ont seulement désarmé la police et la Guardia Civil et ne se sont occupés que de leur propre défense. Pendant ce temps, la CNT et la FAI ont lancé des appels aux populations pour les informer des réalités de la situation et leur demander de cesser les combats. Dans un appel à la police, elles disaient ceci :

«La CNT et la FAI sont contre toute forme de dictature, et elles n'ont pas non plus l'intention d'imposer la leur aux autres ; mais elles ne sont pas disposées, aussi longtemps qu'un seul de leurs hommes sera en vie, à se soumettre à qui que ce soit. Nous nous battons contre le fascisme, non parce que nous aimons nous battre, mais parce que nous souhaitons assurer la liberté pour le peuple ; parce que nous souhaitons empêcher le retour de ces forces qui n'attendent que le massacre des travailleurs militants pour rétablir l'exploitation du peuple. Et nous nous battons contre tous ceux qui, en vérité, ne se disent pas eux-mêmes fascistes mais souhaitent néanmoins établir un régime absolutiste, ce qui est contraire à toutes nos traditions et à l'histoire de notre peuple.»

Et, dans un manifeste aux travailleurs organisés de toutes les tendances, nous lisons :

«Hommes et femmes du peuple ! Travailleurs ! Nous vous parlons franchement et honnêtement, comme nous l'avons toujours fait. Nous ne sommes pas responsables de ce qui arrive aujourd'hui. Nous n'attaquons personne. Nous ne faisons que nous défendre. Nous n'avons pas commencé ce combat, pas plus que nous ne l'avons provoqué. Nous ne faisons que répondre aux accusations, aux calomnies, et à la violence que l'on cherche à exercer contre la CNT-FAI, les irréconciliables combattants du front antifasciste.

Nous n'avons jamais caché nos objectifs, et nous avons donné suffisamment de preuves de notre valeur. Pourquoi veulent-ils nous exterminer ? N'est-ce pas suspect que l'on nous attaque ici tandis que nos formations combattantes à Madrid, en Andalousie, en Biscaye et en Aragon donnent avec constance des preuves de leur courage et de leur force ? Travailleurs de la CNT et de l'UGT, souvenez-vous du chemin que nous avons fait ensemble, de ceux qui sont tombés couverts de sang, dans les rues et sur les barricades !

Déposez vos armes ! Souvenez-vous que vous êtes frères ! Nous gagnerons si nous sommes unis. Si nous nous battons les uns contre les autres, nous sommes condamnés à la défaite.»³

Ce langage n'est pas celui de conspirateurs, mais celui d'hommes qui étaient conscients de leurs responsabilités, et qui étaient lâchement attaqués pour leur constance inébranlable dans la défense de la liberté du peuple espagnol.

Quand les brigades de la CNT sur le front d'Aragon ont entendu parler des événements de Catalogne, elles ont envoyé sans délai l'un de leurs meilleurs combattants, Jover,⁴ à Barcelone. Elles étaient prêtes à porter assistance sur-le-champ à leurs camarades bassement trahis. Le Comité national de la CNT les en a empêchés, ce qui n'était certainement pas la conduite d'hommes ayant le dessein de renverser le gouvernement et de s'emparer du pouvoir et de le garder pour eux seuls. Le 4 mai, des délégués du Comité national de la CNT et de l'UGT sont arrivés de Valence pour aider à rétablir la paix. Le 5 mai, le gouvernement s'est décidé enfin à un armistice.

Aiguadé et Rodriguez Salas ont dû quitter leurs postes. Le gouvernement s'est retiré et on en a formé un nouveau, dans lequel la CNT, l'UGT, la Gauche républicaine et les petits fermiers avaient chacun un représentant. Mais bien qu'après l'armistice, les travailleurs aient levé les barricades dans les faubourgs, les communistes ont continué à provoquer des incidents au centre de la ville, car ils avaient très probablement été informés de ce que le gouvernement de Valence s'appropriait à intervenir. Ainsi, alors que les syndicats avaient déjà cessé de se battre, une division de la Guardia Civil a attaqué les locaux des Jeunesses libertaires. Ceux-ci les ont défendus avec un mépris si farouche de la mort qu'ils ont perdu six de leurs camarades.

De la même manière, la CNT-FAI a perdu nombre de ses meilleurs militants, tous assassinés par des staliniens alors même qu'un armistice était encore l'objet de négociations. Dans l'après-midi du 5 mai, les deux anarchistes italiens Berneri et Barbieri ont été arrêtés par des communistes, et fusillés dès la nuit suivante. Camillo Berneri était l'un des grands intellectuels du mouvement libertaire en Italie, un homme d'un caractère irrépro-

3. D'après José Peirats (*La CNT en la Revolución española*, Ruedo ibérico, Paris, 1971, tome 2, p. 145), ces deux appels furent diffusés de façon répétée, le 4 mai 37, sur les ondes de la radio contrôlée par la CNT.

4. Gregorio Jover (1891- ?) Il s'est joint, à Paris, au groupe d'action «Los Solidarios», formé, à la fin de l'année 1922 et à la demande de la CNT, autour de Juan García Oliver pour rendre coup pour coup aux pistoleros du patronat, qui viennent d'attenter à la vie d'Ángel Pestaña après avoir exécuté Evelio Boal, membre du Comité national de la CNT, et d'autres militants confédéraux. En juin 1926, Jover est arrêté à Paris, en compagnie de Durruti et Ascaso, pour avoir tenté d'organiser un attentat contre le roi Alphonse XIII, de passage dans la capitale française. Il fait partie du groupe «Nosotros» constitué en 1933, avec la plupart des membres du précédent. En septembre 36, il part sur le front d'Aragon avec la colonne «Los Aguiluchos». Pendant la guerre, il est nommé chef de la 28e division, puis commandant en chef du Xe corps d'armée.

chable et d'une ample vision politique.⁵ Jeune professeur à l'université de Camarino, il avait quitté l'Italie après l'accession de Mussolini au pouvoir et, depuis, vivait à l'étranger en tant que réfugié politique. Immédiatement après le 19 juillet 1936, il s'était rendu en hâte à Barcelone et avait mis sur pied la première brigade de volontaires pour se battre contre le fascisme. Sa vision très claire des choses lui a fait reconnaître rapidement le rôle ambigu du gouvernement russe, et il a prévenu ses camarades du danger qui approchait. Dans le périodique qu'il dirigeait, *Guerra di Classe*, il a écrit un article intitulé «Burgos et Moscou», dans lequel il révélait les machinations secrètes des staliniens, suite auquel le consul russe à Barcelone a émis une protestation. Après cela les agents de Moscou lui ont porté une haine sans fond et il a payé son article de sa jeune vie, victime d'un lâche assassinat.

Et en ces jours sanglants, Domingo Ascaso est mort aussi de la main d'un assassin. C'était le frère de Francisco Ascaso,⁶ l'un des premiers à perdre la vie dans la bataille contre le fascisme le 19 juillet et, depuis longtemps, un des plus proches amis de Durruti. Et on a assassiné aussi le neveu de Francisco Ferrer,⁷ qui était revenu du front, blessé, peu de temps auparavant. Il marchait encore avec une béquille et accompagnait sa mère dans la rue quand il a été abattu sous ses yeux par un abject voyou. Ce ne sont là que quelques noms de la longue liste de ceux qui ont été tués criminellement durant cette période. Cinq cents morts et quinze cents blessés : voilà le décompte sanglant de ce que les travailleurs organisés de Barcelone ont dû payer à la politique de Staline. Et tout ça — nous n'arrêterons pas de le répéter — parce que le gouvernement russe doit montrer ses bonnes dispositions envers l'impérialisme anglo-français ; parce que la Russie a trahi

5. Camillo Berneri était né à Lodi en 1897. Il fut l'anarchiste le plus expulsé d'Europe et eut à ses trousses, des années durant, les agents de l'OVRA, les services secrets de l'Italie fasciste. Installé à Barcelone à la fin juillet 1936, avec les pleins pouvoirs de l'USI (Union syndicale italienne) auprès de la CNT-FAI, il s'y consacre à divers travaux de propagande : émissions de radio destinées à l'Italie, rédaction d'un rapport sur les vues mussoliniennes sur les Baléares et d'un bulletin d'information en langue italienne, auquel succède, en octobre 36, le journal *Guerra di Classe*, qui emprunte son titre à l'organe de l'USI créé à Bologne en 1915. Partisan d'une politique réaliste et unitaire, il n'en demeure pas moins critique à l'égard de certaines des décisions prises par les responsables de la CNT-FAI. Très tôt conscient des dangers de la politique inspirée par Moscou en Espagne, il ne cesse de dénoncer les manœuvres des communistes espagnols et de ceux qu'il appelle les «Marocains de Moscou». Peu avant les faits de mai 37, il écrit le texte «In difesa del POUM» (En défense du POUM), où il s'élève contre la campagne déchaînée par les staliniens contre le parti de Nin. Par ailleurs, dans un opuscule paru à Brest en 1934, intitulé *L'operolatria*, consacré à la question de la «culture ouvrière», il avait dit son admiration pour Rudolf Rocker.

6. Francisco Ascaso (1901-1936), militant du groupe d'action anarchiste «Los Solidarios» puis de «Nosotros», avec García Oliver et Durruti, sur lequel il exerçait une grande influence. Mêlé à l'assassinat du cardinal Soldevila, le 4 juin 1923 à Saragosse, il est contraint de s'expatrier. Après l'insurrection de janvier 1932, il est déporté en Afrique occidentale espagnole. Il est présent au Congrès de la CNT qui se tient en mai 1936 à Saragosse, en tant que délégué du Sindicato Fabril y Tèxtil (Syndicat manufacturier et textile) de Barcelone, au côté de García Oliver. Membre du Comité de défense confédéral, il est parmi les premiers hommes de la CNT à sortir dans la rue pour s'opposer au soulèvement militaire à Barcelone. Il meurt dès le 20 juillet 1936 au cours des combats devant la caserne d'Atarazanas. Il est un des 400 militants de la CNT qui tombèrent dans les rues de Barcelone pendant les 30 heures de combat nécessaires pour mettre les militaires en échec. Son frère, Domingo Ascaso, ouvrier boulanger de profession, vécut quelques années en Belgique. Après le 19 juillet 36, il s'incorpora à la colonne baptisée du nom de son jeune frère et partit combattre sur le front d'Aragon. Il la quitta au moment de la militarisation des milices.

7. Francisco Ferrer y Guardia (1859-1909), pédagogue anarchiste, créateur de l'École moderne. Accusé, sans aucune preuve, d'avoir été l'instigateur des émeutes qui eurent lieu à Barcelone à la fin du mois de juillet 1909 (la «Semaine tragique»), il fut condamné à mort et exécuté, le 13 octobre 1909. L'homme auquel fait allusion Rocker, qui s'appelait également Francisco Ferrer, fut assassiné à Barcelone, le 5 mai 1937, par un groupe de soldats. Parti combattre le fascisme au sein du Groupe international d'assaut de la colonne Durruti, le petit-fils de Ferrer y Guardia avait dû revenir dans la capitale catalane pour s'y faire soigner. Le 5 mai 1937, il fut interpellé par un groupe de soldats, qui lui demandèrent de leur remettre son revolver, ce qu'il se refusa à faire. Voyant qu'il était en possession d'une carte de la CNT, ses agresseurs firent feu sur lui. Il mourut après une agonie de 24 heures. (Cf. *Les Fils de la nuit*, op. cit., p. 405-407.)

de façon méprisable la cause des ouvriers et paysans en Espagne, et que ses partisans dans ce pays se situent carrément dans le camp de la contre-révolution.

Si les agents de Staline et leurs alliés, les séparatistes catalans, n'ont pas encore réussi à faire aboutir leur sombre complot contre les travailleurs organisés de Catalogne, c'est seulement grâce à la résistance déterminée de ces travailleurs, qui n'ont pas permis à ces individus sans conscience de détruire tranquillement l'œuvre de leur vie et de briser leur mouvement.

Devant les événements à venir

Il y a une chose, cependant, que Staline et ses acolytes ont accomplie : ils ont fait éclater le front antifasciste et livré la Catalogne au gouvernement Negrín. Pour parvenir à cet objectif, ils se sont alliés aux éléments les plus réactionnaires de l'ancien régime, dont un grand nombre ne sont que des fascistes déguisés. Quand, le 19 juillet de l'année dernière, les travailleurs organisés ont vaincu la rébellion fasciste et ont pris des terres et des usines pour les administrer eux-mêmes, beaucoup de ces gens qui maintenant se tiennent au côté du Parti communiste ont quitté l'Espagne en toute hâte et se sont réfugiés à l'étranger. Devançant tous les autres, le dirigeant des séparatistes catalans, le señor Dencas,¹ a fui à Rome de manière très révélatrice, pour, plus tard, aider les staliniens à manigancer «l'insurrection» de Barcelone.

En juin dernier, le Comité national de la CNT a fait, à Valence, une déclaration publique² sur les événements de Barcelone dans laquelle les activités souterraines de ces gens-là étaient exposées noir sur blanc, et une longue liste de faits avérés prouvait que beaucoup de ces éminents dirigeants d'Estat Català,³ tels que Aiguadé, Dencas, Casanovas, Lluhi Vallesca, Ventura Gassol, Sancho Xicota, et bien d'autres entretenaient des relations avec les milieux fascistes en France. Dans ce réquisitoire public, le comité déclarait : «Nous assumons l'entière responsabilité pour chacune de nos paroles : personne ne pourra contester ces faits. Les cas individuels que nous citons ici s'appuient sur des informations dignes de foi et proviennent d'une connaissance exacte de l'état réel de la situation.»

Aucun des personnages ainsi accusés n'a jusqu'ici essayé d'atténuer l'impact de cette mise en cause publique venue du Comité national d'une organisation qui compte plus de deux millions de membres en Espagne. Mais cela n'inquiète pas les dirigeants du Parti communiste en Espagne et ses instigateurs russes. Ils ont une mission du gouvernement russe à remplir, et ils accueilleront à bras ouverts quiconque voudra les aider. Et après les

1. José Dencas Puigdollers (1900-1965) prit la direction d'Estat Català à la mort du colonel Macià. L'existence de son groupe para-militaire, les escamots, permit à Estat Català d'exercer un certain ascendant au sein de l'ERC. Gerald Brenan, l'auteur du classique *The Spanish Labyrinth*, y écrit qu'Estat Català «représentait le nationalisme catalan sous sa forme la plus intransigeante : de fait, il était le fascisme catalan» (*El laberinto español*, version espagnole publiée chez Plaza y Janés, en 1984, p. 297). Le même Brenan, qui rappelle, lui aussi, que Dencas trouva refuge dans l'Italie fasciste après l'échec de la tentative de proclamation d'un État catalan en octobre 34, note que Gil Robles se vanta aux Cortes d'avoir délibérément provoqué le soulèvement de Catalogne, ce qui sous-entendait que Dencas avait agi comme agent provocateur à son service.

2. Le texte complet de cette déclaration figure dans le tome 2 du livre de José Peirats, *La CNT en la revolución española* (op. cit., p. 162-165), qui le reproduit sans les multiples passages caviardés par la censure. Les interventions de celle-ci visaient surtout à supprimer toute référence nominale aux principaux dirigeants d'Estat Català mis en cause dans le document signé par la CNT. Mais la censure a supprimé aussi l'allusion au fait que Camillo Berneri aurait été arrêté par des agents au service de Rodríguez Salas.

3. Dans son livre *La Guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)* (Odile Jacob, 2004), François Godicheau confirme les accusations portées par la CNT à l'époque des faits, en rappelant que Dionisio Eroles, le responsable de la Jefatura Superior de Policía (commissariat central) de Barcelone, avait monté un réseau de renseignements anarchiste «d'où émanèrent des rapports sur l'activité de catalanistes comme Ventura Gassol et Joan Lluhi et de dirigeants du PSUC comme Joan Comorera et surtout Roldan Cortada, qui étaient à la recherche d'armes pour "affronter la FAI"» (*La Guerre d'Espagne*, op. cit., p. 176). Le même auteur ajoute que la participation des catalanistes Ventura Gassol et Joan Lluhi à la préparation d'un coup de force contre les anarchistes est confirmée par les services d'espionnage franquistes eux-mêmes (*La Guerre d'Espagne*, op. cit., p. 176, n. 11).

événements en Catalogne, ils n'ont pas cessé leur travail de sape qui avait pour premier objectif de chasser la CNT de la Généralité de Catalogne. Comment ils agissent à ce propos, la circulaire secrète suivante en provenance du Comité central du Parti communiste d'Espagne à ses agents en Catalogne le montre bien :

«Crise. Provocation de celle-ci. Motifs : Nous pouvons compter sur l'aspect transitoire du présent gouvernement. Mais notre parti réclame la présidence. Le nouveau gouvernement va montrer les mêmes caractéristiques que le gouvernement de Valence ; un gouvernement fort, un gouvernement de "Front populaire" dont la principale mission sera de nourrir le désir de paix dans l'esprit du peuple et de demander des explications aux instigateurs de la récente contre-révolution [il s'agit des événements de Barcelone, NdA]. On permettra à la CNT de participer à ce gouvernement, mais dans de telles conditions qu'ils se croiront obligés de refuser leur coopération. Alors nous pourrons nous présenter nous-mêmes comme étant ceux qui souhaitent coopérer avec toutes les factions. S'il s'en suit quelques inconvénients, ils ne retomberont pas sur nous, mais sur ceux qui, en d'autres occasions, se sont trouvés dans la même position.»

Ce document secret a été publié à Madrid par le quotidien *CNT* le jour même où les communistes de Catalogne provoquaient la récente crise gouvernementale, avec comme résultat le retrait des représentants de la CNT du gouvernement. Cette infamie se passe de commentaire.

Pour le moment, la réaction avance à grands pas en Espagne. La presse est soumise à une dictature intolérable. Des centaines parmi les meilleurs combattants du front antifasciste languissent dans les prisons. La dissolution du POUM et l'arrestation de ses dirigeants a été le premier coup. Et tandis que le gouvernement réactionnaire de Negrín ne néglige aucun moyen de se renforcer de l'intérieur, des rumeurs de plus en plus tenaces concernant les efforts de Franco pour se rapprocher de l'Angleterre et de la France continuent de paraître dans la presse étrangère. Des journaux lus dans le monde entier comme *Le Temps* de Paris, le *New York Times* aux États-Unis et le *Daily Herald* en Angleterre ont fait allusion à plusieurs reprises, durant ces dernières semaines, au fait que Franco pense à adopter une nouvelle ligne dans sa politique étrangère et a l'intention de se séparer de ses premiers alliés, l'Allemagne et l'Italie. Le *Manchester Guardian* du 13 juillet a pu écrire que les agents de Franco à Londres et à Paris cherchaient activement à y faire un emprunt. Les journaux parlent d'une somme allant de vingt-cinq à cinquante millions de livres sterling et commentent ainsi : «On ne sait pas pour l'instant si les négociations ont abouti.»

Que, depuis un temps considérable, des négociations aient lieu pour mettre fin à la guerre d'Espagne par un compromis à la première occasion favorable, il n'y pas le moindre doute. Les soudaines avances faites à l'Italie par l'Angleterre abondent aussi dans ce sens. Selon un rapport de l'agence internationale de presse Cosmos, le Premier ministre belge, Van Zeeland, joue lui aussi un rôle important dans les processus qui se déroulent en coulisses. Que le gouvernement Negrín, qui a vu le jour sous la pression directe de l'Angleterre, de la France et de la Russie, soit au courant de toutes ces choses, cela va sans dire. Si l'on prend tout ces faits en considération, on comprend bien plus facilement les causes réelles des événements sanglants de mai à Barcelone.

Par ailleurs, la faction réactionnaire criminelle du gouvernement Negrín, qui est entièrement sous le contrôle de la Russie et de ses alliés impérialistes, a effectué une grande transformation interne qui devient plus évidente de jour en jour. L'aile gauche du Parti socialiste, dirigée par Largo Caballero, que les agents de la Russie combattent aujourd'hui aussi âprement que la CNT, s'oppose maintenant très fermement aux déloyales manœuvres de désintégration conduites par les communistes et leur valetaille bourgeoise. L'énorme majorité de l'UGT de Catalogne est aussi du même côté et se trouve sur le point

de former une alliance révolutionnaire avec la CNT pour défendre les objectifs de la révolution. «L'UGT de Catalogne n'est pas notre UGT, l'UGT d'Espagne», a déclaré Hernandez Zancajo,⁴ l'un des éminents dirigeants de l'UGT, et les clameurs des combattants de ce mouvement se sont élevées, en écho à ces paroles.

Cependant, en dépit de toutes les manœuvres réactionnaires du gouvernement, la CNT, en accord avec la FAI et les Jeunesses libertaires, fait des progrès importants dans toutes les parties du pays. Les ouvriers et les paysans n'ont pas l'intention de rendre leurs conquêtes sociales à la réaction et se préparent à les défendre. Ce que la réaction monarchiste n'a pas réussi à faire en soixante-dix ans, le despotisme de Staline et de ses agents espagnols ne le réussira pas non plus. Un mouvement qui s'intègre si profondément aux vies des gens du peuple espagnol et qui tient une si grande part dans ces vies, ne peut être étranglé par les méthodes de la Tcheka russe.

Le gouvernement Negrín, par tous les expédients d'une censure impitoyable entièrement aux mains des maîtres d'œuvre russes, essaye d'empêcher que tout cela soit connu à l'étranger. Mais il n'y parvient pas. La mystérieuse disparition du dirigeant du POUM, Andrés Nin, que le gouvernement a cachée pendant des semaines, a soulevé une tempête d'indignation. Nin, qui après les événements de mai à Barcelone, a été arrêté avec d'autres dirigeants de son parti et emmené à Valence et, de là, à Madrid, a disparu sans laisser de traces. Le gouvernement a d'abord déclaré qu'il avait échappé à ses gardes, mais personne en Espagne ne croit cette fable. Au contraire, on est convaincu partout qu'il a été assassiné par les tchékistes russes, soit sur le chemin de Madrid soit à Madrid même.⁵ Même dans le camp des bourgeois républicains, on commence à en avoir assez de la surveillance de la Russie, qui au fil des jours devient de plus en plus insupportable. L'affaire Nin a fait naître, même dans ce camp-là, des protestations auxquelles on ne se serait pas attendu auparavant de la part de gens qui se lassent d'être les garants d'une abjecte racaille pour laquelle tout crime fait l'affaire dans la mesure où il sert les desseins de Moscou.

L'Espagne, aujourd'hui, doit prendre une décision. C'est le sentiment que l'on a des deux côtés car la situation actuelle est intolérable et ne peut mener qu'à une catastrophe certaine.

Pendant douze mois, un peuple courageux a été sacrifié aux intérêts égoïstes des voleurs impérialistes et de leurs acolytes russes. Il est grand temps pour le monde libertaire de comprendre cela et de prendre conscience du fait que le destin de l'Espagne sera le destin de l'Europe. Jamais un peuple n'a combattu plus héroïquement pour sa liberté. Jamais un peuple n'a été autant trahi par ses ennemis secrets ou déclarés. C'est la grande tragédie de l'Espagne que d'avoir été jusqu'ici si peu comprise : l'histoire des souffrances d'un peuple qui saigne de mille blessures et qui pourtant ne veut pas abandonner le combat, parce qu'il sait qu'il abrite en son cœur les racines de la liberté et de la dignité de l'homme dont dépend le futur de tous.

New York, août 1937

4. Carlos Hernandez Zancajo (1901-1979), ouvrier des transports à Madrid, il prend la tête du syndicat des transports de l'UGT. Président des Jeunesses socialistes, et favorable au courant de gauche du PSOE, il s'oppose à la ligne défendue par Santiago Carrillo. Il est élu député de Madrid en février 36.

5. Les hypothèses avancées à l'époque par les amis de Nin, auxquelles Rocker fait allusion ici, ont été confirmées en grande partie dans le livre *Yo fui ministro de Stalin* de l'ex-stalinien Jesús Hernández, puis, plus près de nous, dans le documentaire *Opération Nikolai*, réalisé par deux journalistes de la télévision de Catalogne, Maria Dolores Genovés et Llibert Ferri, et présenté pour la première fois en novembre 1992.

Bibliothèque anarchiste

Rudolf Rocker
La Tragédie de l'Espagne
1937

extrait le 13 août 2026 de l'ouvrage éponyme disponible sur Juralib.
Traduction de Jacqueline Soubrier; préface et notes de Miguel Chueca; Éditions
CNT-Région parisienne (2006).

bibliotheque-anarchiste.com